

La recherche du bonheur

*"Élevez-vous, d'une aile hardie, au-dessus du cours de votre temps.
Que déjà, dans votre miroir, commence à poindre le siècle futur."* **Friedrich Schiller**

<http://www.larecherchedubonheur.com>

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie I.1

I. ORIGINES ET FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES

1. Les racines malthusiennes des mouvements écologistes -

Pour retracer l'histoire du mouvement écologiste international, il faut tout d'abord en finir avec une série de lieux communs : le mouvement serait une réaction spontanée aux excès du développement industriel des dernières décennies serait né d'une prise de conscience croissante des dangers intrinsèques aux centrales nucléaires, aux grands complexes chimiques ou aux industries lourdes en général ; il serait issu d'une réponse émotive de l'opinion publique, naturelle et spontanée, consécutive à des incidents tels que celui de Tchernobyl en 1986, de Seveso en 1976 ou de Three Mile Island en 1979 .

Comme nous allons le démontrer dans les pages qui suivent, il faut rechercher les racines idéologiques de ce mouvement bien avant son émergence récente et même avant la naissance de leurs dirigeants actuels.

Même si l'arrêt du nucléaire a été et reste l'un des principaux objectifs de leur mobilisation, la cible des écologistes n'est jamais une technologie particulière ou une forme particulière de développement technologique. Qu'il s'agisse des jeunes étudiants qui s'agitent dans la rue contre le nucléaire ou des contrôleurs internationaux du mouvement, c'est le progrès technologique en tant que tel qui est remis en cause, sur la base d'une conception du monde radicalement opposée à ce que l'on appelle en général la civilisation judéo-chrétienne occidentale.

En fait, derrière la masse ignorante et manipulée qui scande les slogans écologistes, on retrouve des intellectuels de diverses provenances qui mènent ou ont mené depuis longtemps une guerre totale contre la tradition de progrès scientifique et technologique.

Deux conceptions de l'individu s'affrontent : la conception humaniste d'un homme créé à l'image de Dieu, définie par son travail créateur et sa capacité de transformer pour le mieux son univers, et celle d'un homme « dragon malfaisant », « parasite de la Terre », « cancer de la planète » que propagent Aurelio Peccei et ses amis du Club de Rome. Ces derniers s'insurgent contre le célèbre verset de la Genèse (1-28) dans lequel Dieu s'adresse à l'homme de la manière suivante : « Fructifiez et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tout être vivant qui rampe sur la terre. »

L'un des grands inspirateurs de la seconde tendance, Denis de Rougemont, que nous retrouverons dans les pages suivantes, s'exprime ainsi (*Le futur est entre nos mains*) :

« Le virus européen : l'Europe colonisatrice a diffusé dans le monde entier la formule de l'État-nation, la croyance dans les 2500 calories par jour pour tous et le désir morbide d'avoir des centrales nucléaires. Il est bien connu que la technologie est une idée sacrée pour l'Amérique moderne depuis Benjamin Franklin, et pour la foule immense des partisans remuants qui pensent être l'avant-garde en Afrique, en Asie, en URSS. (...) Nous assisterons à une immense catastrophe qui amènera la chute de l'Amérique. (...) Prohibant les catalyseurs et les explorateurs des forces obscures, la Raison provoque le surgissement de monstres autour de nous. (...) Nous devons faire émerger et contrôler l'irruption des forces obscures chez l'homme, sous forme de sectes et de cultes, afin d'éviter leur éruption incontrôlée. (...) Les temps sont mûrs pour une ère de la Gnose moderne, de la réaction religieuse contre la démocratie, avec sa médiocrité uniforme et son manque de sens tragique. »

Cet écrivain suisse personnaliste (1906-1985), cofondateur d'*Esprit*, fédéraliste européen convaincu, est généralement présenté comme un progressiste, ce qui est quelque peu usurpé au vu de ses idées. Nous verrons que c'est loin d'être un cas isolé : Julian Huxley, Jacques-Antoine Cousteau ou Ted Turner sont passés comme de grands artisans du progrès alors qu'ils étaient profondément réactionnaires, au sens où leur vision de l'homme appartenait bien à cette seconde tendance que nous avons définie ci-dessus.

Selon cette conception, l'homme n'est qu'une espèce parmi d'autres, pire encore, c'est la plus dangereuse et la plus délétère. Le fondateur du Club de Rome, Aurelio Peccei, nous en donne cette description dans son autobiographie de 1974, *La nature humaine* :

« L'homme ne sait pas comment être un être vraiment moderne. Les autres espèces ne connaissent pas ce genre de faillite. Les tigres savent se comporter en tigres. Les araignées vivent comme des araignées. (...) En utilisant leur sagesse naturelle, ces espèces redéfinissent et améliorent continuellement leur capacité à survivre, s'adaptant aux modifications du milieu dans lequel elles vivent. (...) Aujourd'hui, elles sont en danger parce que leur ennemi le plus mortel, l'ennemi et le tyran de presque toutes les formes de vie – l'homme – agit contre leurs intérêts de façon toujours plus efficace. L'homme a inventé l'histoire du dragon malfaisant, mais s'il y a jamais eu un méchant dragon sur la terre, c'est bien l'homme lui-même. »

L'exaltation darwinienne de la nature en soi et pour soi, en contradiction avec l'artifice de l'intervention humaine, est une constante de l'une des nombreuses expressions du gnosticisme qu'est le panthéisme. Certains experts théologiques parlent du « panthéisme subtil qui est la véritable forme religieuse du mouvement écologiste ». Et le prince Philip d'Angleterre, longtemps président du WWF International, réclame que soient éradiquées les religions monothéistes afin de les remplacer par des formes plus anciennes, prémonothéistes, qui déifient la nature. C'est pour lui la seule façon d'ancrer le respect de celle-ci dans les consciences (voir *Vers une religion écologiste*, p.34).

Mais Peccei va plus loin encore, jusqu'à affirmer que « le droit de donner la vie n'est pas un droit naturel absolu », révélant ainsi son véritable cheval de bataille : la réduction de la population mondiale. La référence constante du mouvement écologiste est en effet l'idéologie de Thomas Malthus, pasteur anglais de la fin du XVIII^e siècle qui prédit, sur la base d'une

fraude scientifique grossière (croissance géométrique de la population contre croissance linéaire des ressources alimentaires), l'avènement de phénomènes de surpopulation. Il en déduisit une limite à ne pas dépasser pour la population de la planète : 500 millions de personnes...

Si l'idéologie de Malthus était scientifiquement fautive, elle correspondait parfaitement aux intérêts de ceux qui l'employaient : les patrons britanniques de la Compagnie des Indes orientales, la plus grosse entreprise de pillage de l'Empire colonial britannique. Il y a souvent une profonde cohérence entre l'idéologie malthusienne et les intérêts liés à la rente foncière : la première développe la vision d'un monde statique, sans progrès (comme pour les phases cycliques de la cosmologie gnostique) dans lequel la production et la technologie sont assujetties aux intérêts du capital spéculatif et de la rente parasitaire. Dans ce monde, les grandes fortunes patrimoniales exercent un monopole sur le commerce. Le développement scientifique et technologique, touchant des couches toujours plus larges de la population, représente pour cet ordre oligarchique un ennemi mortel. Une innovation scientifique et technologique entraîne en effet une élévation du niveau de culture et de connaissance, élévation qui menace l'ordre oligarchique puisque celui-ci repose sur l'ignorance des « masses » ou sur leur abrutissement par divers moyens.

Comme nous allons le voir, l'appel à une réduction massive de la population mondiale, en particulier de celle des pays sous-développés, sera une constante chez toutes les élites occidentales qui ont financé et contribué à la naissance du mouvement écologiste. Certains se réfèrent directement à Malthus, comme par exemple Dennis Meadows, le professeur du MIT qui écrivit le fameux rapport du Club de Rome, *Limits to Growth*. En 1973, recevant pour ce livre le prix des librairies allemandes, il proposa la réduction de la population mondiale à 1 milliard de personnes. D'autres, comme le prince Bernhard de Hollande, ancien officier nazi qui fut le premier président du WWF, parlent « objectivement » des « dangers de la croissance démographique ». L'auteur de la première grande loi américaine sur la protection de l'environnement de 1969 (le National Environment Policy Act), Lyndon Caldwell, parlait lui de réduire la population des États-Unis de moitié :

« Notre pays pourrait aller de l'avant avec beaucoup moins de gens. Nous devrions encourager des taux de croissance démographique inférieurs à zéro. (...) Je suis d'accord avec Paul Ehrlich [Ehrlich, devenu fameux après la parution de son livre *The Population Bomb*, est le codirigeant, avec lord Ritchie-Calder, de la Conservation Society] quand il dit que nous pourrions aller de l'avant, de manière plus efficace, avec la moitié des habitants de ce pays. Je tends à être d'accord avec Ehrlich que 100 millions d'habitants seraient bien mieux que 200 millions. »

La question qui vient immédiatement à l'esprit est : comment opérer des réductions aussi énormes de la population ? Le philosophe et mathématicien lord Bertrand Russell s'exprime ainsi (*Impact of Science on Society*, 1951) :

« Le danger d'une famine mondiale peut être évité pendant un certain temps grâce aux perfectionnements de la technologie agricole. Toutefois, si la population continue à augmenter au rythme actuel, ces perfectionnements ne pourront, à long terme, être suffisants. Deux groupes vont ainsi se créer, l'un pauvre, avec une population croissante et l'autre riche, avec une population stationnaire. Une telle situation ne peut mener qu'à une guerre mondiale. (...) La guerre peut devenir suffisamment destructive pour que, pendant un certain temps, le

danger de la surpopulation ne se présente pas. (...) Actuellement, la population mondiale s'accroît de 58 000 unités par jour. Jusqu'à maintenant, les guerres n'ont pas produit d'effet considérable sur cette augmentation, qui s'est poursuivie malgré les deux dernières guerres mondiales. (...) De ce point de vue, les guerres se sont révélées décevantes jusqu'à maintenant. (...) Mais peut-être que la guerre bactériologique se montrera plus efficace. Si une peste noire pouvait déferler sur le monde une fois par génération, alors les survivants pourraient procréer librement sans rendre le monde trop plein. La chose pourrait être déplaisante, mais... et après ? »

Deux ans après, cette prise de position était déjà défendue par un grand centre de « recherches sociales », l'Institut anthropologique de Hambourg, qui écrivait dans une étude parue en 1953 ;

« La situation la plus favorable au genre humain semble être représentée par un taux d'infection de grandeur moyenne, avec des épidémies salutaires ou même des pandémies. Cela maintiendrait le nombre de personnes à un niveau acceptable, engendrant ainsi une puissante vitalité pour chacun. (...) La fin naturelle de la vie correspond à la fin de sa capacité productive. Tenter de la maintenir à tout prix, c'est faire porter à la communauté un poids qui paraît dénué de sens. »

Au cours des années, cette vision des choses d'abord propagée dans des cercles limités d'intellectuels, a été reprise par de nombreux responsables internationaux qui ont pu ensuite l'affirmer publiquement sans créer de révolte. Ainsi, Robert McNamara, ancien ministre de la Défense et ancien président de la Banque mondiale, synthétisait son point de vue de la façon suivante, en 1980 :

« Le problème principal, c'est celui de la croissance de la population. (...) Il n'y a que deux manières d'éviter un monde de 10 milliards d'individus. Ou l'on fait baisser rapidement les chiffres actuels de la natalité, ou l'on fait augmenter les chiffres de la mortalité. »

Pour cette dernière option, McNamara avait acquis une certaine expérience au Vietnam, où il avait inventé la pratique du « body count » : on mesurait le succès des opérations au nombre de cadavres chez l'ennemi.

États souverains ou empires

Les deux conceptions antithétiques de l'homme que nous avons évoquées ci-dessus mènent évidemment à deux modèles opposés d'organisation sociale. D'un côté, le concept d'État-nation souverain, né de l'humanisme de la Renaissance européenne et se fondant sur la liberté et la responsabilité de l'individu. De l'autre, la conception féodale de l'empire avec ses sous-produits, des satrapies semi-indépendantes aux plus petites communautés autarciques. C'est notamment la conception du comte Coudenhove-Kalergi, fondateur de l'Union paneuropéenne, qui fut ensuite présidée par « Son altesse impériale et royale » l'archiduc Otto de Habsbourg, longtemps prétendant au trône impérial austro hongrois. Aux côtés de ces nostalgiques d'empires passés, qui peuvent paraître anecdotiques, nombreux sont ceux qui pensent aux institutions européennes comme la forme moderne de l'empire. Le Français Yves-Thibaut de Silguy, commissaire européen aux Finances déclarait ainsi, au moment de

l'introduction de l'euro, que c'était « la première fois depuis l'empire romain » qu'allait circuler une monnaie unique dans toute l'Europe.

Bien souvent, les nostalgiques de l'empire propagent des idées tellement réactionnaires qu'elles ne peuvent être lancées telles quelles dans le grand public. Ainsi, après les horreurs nazies, les idées ouvertement racistes de Coudenhove-Kalergi, même si elles épousaient complètement celles de Rougemont et d'autres précurseurs écologistes, devaient être remodelées pour répondre aux aspirations démocratiques de l'après-guerre. C'est ainsi que fut dépoussiérée la vieille idée de « gouvernement mondial ». Dans une époque confrontée au choc d'Hiroshima, ce gouvernement mondial devait assurer la paix contre les individualismes et les « égoïsmes » des gouvernements nationaux, responsables de la dernière guerre par leur « nationalisme ». Il devait présider à l'ordre international, géré financièrement par les institutions supranationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque des règlements internationaux, etc.) et les sociétés multinationales, dominant les « régions » et les « communautés locales » qui, avec leurs propres dialectes, devaient remplacer les vieux États-nations et leurs langues nationales. Selon Aurelio Peccei, il convenait maintenant de faire le premier pas vers leur objectif de créer, un jour, un Forum mondial :

« [Il faut] (...) favoriser la création d'un Forum mondial des hommes d'État – équivalent politique du Club de Rome. (...) Il faut créer un statut et un siège extranational pour les entreprises qui opèrent au niveau international – par exemple sous l'égide des Nations unies. Au lieu d'être des entités nationales déguisées, ces sociétés deviendraient vraiment anationales ou, si l'on veut, internationales. »

Pour en arriver là, il fallait d'abord balayer les bastions institutionnels de l'État-nation. Dans son autobiographie, Peccei désigne son maître en la matière, Arnold J. Toynbee (*The Reluctant Death of Sovereignty*), l'un des grands ténors des services secrets britanniques de l'entre-deux-guerres, directeur de la recherche au Royal Institute for International Affairs (RIIA) de Londres. A propos de cet « État national » qu'il rêve de détruire, Peccei écrivait :

« On dirait que l'on voit une renaissance de son culte, qu'Arnold Toynbee dénonçait comme la « principale religion de l'humanité », une religion dont le Dieu est un moloch pour lequel les parents sont prêts à offrir leurs fils en sacrifice humain, que ce soient leur propre fils ou celui du voisin. On ne doit donc pas s'étonner de voir que les structures de l'édifice international menacent de s'écrouler puisqu'elles sont constituées des briques vieilles et gauches de l'État souverain. (...) On comprend aussi, de plus en plus, que Toynbee avait raison quand il ajoutait que « l'intensité avec laquelle l'État national devenu idole est adoré n'est pas, à l'évidence, une preuve que la souveraineté constitue une base satisfaisante de l'organisation politique de l'humanité à l'ère atomique. C'est justement le contraire qui est vrai. (...) A notre époque, la souveraineté nationale signifie le suicide de masse. » (...) Le fait qu'un grand nombre de gens défende la souveraineté nationale ne veut pas dire grand chose, à mon avis. L'économie de la croissance jouissait d'un soutien similaire, avant que son mythe erroné ne fût démasqué. (...) Les principes de souveraineté sont surtout utiles aux classes dirigeantes, qui en sont les plus ardents défenseurs. »

A ce point, il est important de rappeler qu'Aurelio Peccei n'était pas un penseur marginal. Ami personnel du grand patron de Fiat Gianni Agnelli, directeur de la section économique de l'Otan, il était reçu à la Maison Blanche et tutoyait George Bush lorsque celui-ci était vice-président. Même si le Club de Rome a perdu un peu de son influence, il reste un facteur

d'orientation stratégique. En 1993, il fêtait son 25^{ème} anniversaire à Hanovre. Gerhard Schröder, à l'époque gouverneur de la Basse-Saxe, recevait les nombreuses personnalités internationales présentes (la reine Sophie d'Espagne, Mikhaïl Gorbatchev, le président de Hongrie Arpad Goencz, Felipe Gonzalez, etc.) et ouvrait la conférence en rappelant que « les membres du Club de Rome avaient ouvert une brèche dans la vieille idée de progrès » et « remis au premier plan le respect de la nature et des gens ». Il a promis que la prochaine exposition universelle de Hanovre, Expo 2000, serait « vouée aux valeurs que défend le Club de Rome ».

Si Peccei tentait de maintenir un paravent démocratique, son collègue du mouvement fédéraliste mondial, Denis de Rougemont, est en général plus explicite. Reprenant les thèses de Coudenhove-Kalergi, il écrivait déjà en 1942 :

« L'État monarchique [français], le futur État-nation, se définit lui-même explicitement par rapport au Saint-Empire romain et contre lui, s'opposant à tout ce qui vient de lui et revendiquant son autosuffisance. L'empire est sphérique et global, son chef tenant un globe dans sa main gauche pour le symboliser. »

Le modèle de Rougemont est en fait l'empire de la Bourgogne de la fin du X^e siècle, le même empire qui fascinait aussi bien Coudenhove-Kalergi que Habsbourg. Plus tard, dans les années 60, Rougemont reformule sa vision impériale pour en faire une entité fédérale européenne comprenant l'Europe de l'Est et ayant comme capitale Genève. C'est l'Europe des régions, slogan des fédéralistes européens et des Verts d'aujourd'hui.

Les précurseurs de l'écologisme : Russell et de Rougemont

Nous avons déjà rencontré certains des hommes qui peuvent être considérés comme les précurseurs ou les fondateurs du mouvement écologiste, comme le Britannique Bertrand Russell ou le Suisse Denis de Rougemont. Dans le groupe de ceux qui ont contribué de façon significative à la gestation de ce mouvement, on compte encore Julian Huxley et son frère Aldous Huxley, le vénitien Umberto Campagnolo, l'Américain Robert Hutchins et le Français Bertrand de Jouvenel. Une poignée d'individus, venant d'horizons parfois complètement différents mais partageant une même idée de gouvernement mondial et une aversion profonde pour le progrès technologique et la science.

Bertrand Russell, descendant de l'une des familles les plus importantes de la noblesse anglaise, avait fondé avant la guerre, en 1937, avec son compagnon Aldous Huxley, la Peace Pledge Union (Union des assermentés à la paix). Lord Russell, porte-parole du mouvement pacifiste mondial après la guerre, ne fut pas toujours pacifiste. Entre 1945 et 1946, après Hiroshima et Nagasaki, il proposa le bombardement préventif de l'Union soviétique, à l'époque dépourvue de l'arme atomique, dans le cas où Staline refuserait le fameux plan Baruch visant à mettre les armes atomiques sous le contrôle d'une agence internationale telle que l'Onu, celle-ci devenant le prototype du « gouvernement mondial » tant espéré. Dans une lettre de septembre 1945 à Gamel Brenan, Russell écrivait :

« Il y a une chose, et une chose seulement, qui pourrait sauver le monde, à savoir une chose que je ne rêverai même pas de proposer : que l'Amérique fasse la guerre à la Russie dans les

deux prochaines années, établissant un empire mondial par l'usage de la bombe atomique. Cela ne sera pas fait. »

Et Russell le regrettait vraiment, comme le prouve le discours qu'il prononce quelques mois plus tard sur les « Conséquences internationales de la guerre atomique » devant la Royal Empire Society, après l'annonce du plan Baruch et de son refus par les Russes :

« Je pense que si l'on pouvait rassembler une alliance puissante qui s'adresse la Russie et lui dise : « C'est à vous de vous unir à cette alliance si vous êtes d'accord avec ces propositions ; si vous ne vous unissez pas à nous, nous vous ferons la guerre. » Je tends à penser que la Russie accepterait ; sinon, à condition qu'elle soit faite en vitesse, le monde pourrait survivre à la guerre qui en résulterait, et il émergerait de tout ceci un gouvernement mondial, ce qui est absolument nécessaire. »

Comme nous allons le voir, Russell n'était pas un antisoviétique viscéral et hystérique ; ce qui le fanatisait à ce point était l'obsession du gouvernement mondial qui l'habitait. Après l'explosion en 1949 de la première bombe soviétique, le scénario de Russell changea : de la menace d'extermination, il passa la tentative d'intégration. En 1953, durant l'une de ses émissions à la BBC, il définit la bombe H comme la « boîte de Pandore de l'humanité ». A partir de ce moment, il commença à travailler sur un projet qui amènera, quatre ans plus tard, à la création de la conférence de Pugwash, du nom de la ville canadienne qui a accueilli la première rencontre internationale des scientifiques pour la paix. Cette conférence de Pugwash sera d'abord un point de rencontre entre scientifiques de l'Otan et du Pacte de Varsovie et, avec le temps, deviendra de plus en plus un instrument de pénétration de la propagande et de l'espionnage soviétique. La connexion directe entre la conférence de Pugwash et le mouvement écologiste a été avouée quelques années plus tard, en 1969, par Edward Max Nicholson, dirigeant de l'International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), une des organisations mères du mouvement écologiste :

« Les membres de Pugwash évaluent correctement le danger de la contamination nucléaire. (...) Leurs buts et leurs idées sont plus larges que ceux des écologistes mais ils poursuivent des intérêts communs fondamentaux. (...) Peu à peu, les efforts des deux organisations se fondront ensemble ! »

En 1960, Russell créa le Comité des 100, un regroupement de « personnalités » qui précédera la création du fameux « Ban the Bomb Movement ». C'était un mouvement pacifiste de masse qui voulait prohiber l'armement nucléaire et qui allait préfigurer tous les mouvements pacifistes, écologistes et protestataires des années à venir.

Denis de Rougemont est un autre libéral-conservateur qui a joué un grand rôle dans la formation des élites. Pendant la guerre, en 1941, il s'est rendu aux États-Unis. Enseignant à la New School of Social Research de New York, il fut rapidement mis en contact avec l'aile libérale et anglophile du renseignement américain, celle que l'on surnommera plus tard « la CIA des banquiers ». Il travailla en fait pour l'Office of War Information, maintenant des contacts très serrés avec la famille Mellon et celle des Dulles, à qui appartenaient les frères John Foster, futur secrétaire d'État d'Eisenhower et Allen, qui allait être le premier directeur de la CIA. Du séjour de Rougemont aux États-Unis va naître l'idée du Congress for a Cultural Freedom, organisation de façade de la CIA qu'il présidera pendant une dizaine d'années. En 1947, Rougemont figure parmi les membres fondateurs de l'Union des fédéralistes mondiaux,

dont le siège est aujourd'hui à Amsterdam, qui se donne pour but le démantèlement des États-nations et la création d'un gouvernement mondial.

Dans la même année, de Rougemont fonde à Genève le Centre européen de culture, présidé par Jacques Freymond, dirigeant de Nestlé et membre du Club de Rome. En 1954, il crée la Fondation culturelle européenne avec un autre représentant du fédéralisme mondial, le père jésuite Joseph Retinger. La présidence est tenue pour une courte période par Robert Schumann, puis, pendant vingt-deux ans, par le prince Bernhard de Hollande. Ce dernier fonde au même moment, avec Retinger, le groupe de Bilderberg, prédécesseur « conservateur » de la Commission trilatérale. Tant Rougemont que le prince de Hollande prendront part à chaque kilomètre qui mène à la création du mouvement écologiste de nos jours : la création du World Wildlife Fund en 1961, la création du projet Europe 2000 en 1967 et celle du groupe Ecoropa en 1976.

Campagnolo et la SEC

Une autre institution peu connue du grand public est la Société européenne de culture (SEC) basée à Venise. Fondateur et secrétaire général charismatique de la SEC de 1950 à sa mort en 1975, le professeur Umberto Campagnolo était en même temps le secrétaire général du Mouvement fédéraliste mondial.

L'idée de la SEC est venue à Campagnolo pendant un colloque auquel participait à Genève en 1946, avec des figures tel les que Karl Jaspers et George Lukacs. On y cherchait les moyens d'éviter les guerres du passé, provoquées par les égoïsmes nationaux. Il s'agissait de mener une guerre culturelle contre la tradition humaniste de progrès, avec les armes de la « politique culturelle », la « solidarité universelle » et une « législation universelle ». Campagnolo avait vite compris la faiblesse intrinsèque de l'Onu, beaucoup trop conditionnée par les gouvernements nationaux, de son point de vue de fédéraliste mondial. Il avait donc choisi la forme d'un forum mondial de philosophes, d'artistes et de scientifiques pour démanteler à la longue, l'ordre international des nations souveraines.

De 1950 à aujourd'hui, la SEC a compté plus de 2500 collaborateurs, tous très connus et influents, et elle s'est implantée dans plus de cinquante pays, y compris la plupart des pays de l'Est. Parmi ses dirigeants, on retrouve : Cesare Merzagora, ancien président des Assicurazioni Generali, Arnold Toynbee, René Dumont (candidat écologiste à la présidentielle de 1974), Adriano Buzzato, etc. Dès sa fondation, la SEC publie une volumineuse monographie annuelle, *Comprendre*, dirigée par Campagnolo, puis par Norberto Bobbio, l'un de pères de la nouvelle gauche italienne. Le fils de ce dernier, Luigi Bobbio, fut le fondateur du groupuscule gauchiste violent Lotta Continua. En 1965, avant l'explosion de la contestation étudiante, il écrivait dans *Comprendre* que « contre l'État qui est l'incarnation du pouvoir, on ne peut utiliser que deux langages : celui de la puissance pure ou celui de l'impuissance pure. »

C'est l'État qui est la cible constamment visée par la SEC. L'ancien secrétaire d'État américain au Trésor Hans Morgenthau (celui dont le plan visait à transformer l'Allemagne vaincue en nation agricole) écrivait en 1952 dans *Comprendre* un article intitulé « Sur l'État universel et les institutions souveraines » :

« L'expérience des deux guerres mondiales en un quart de siècle et la perspective d'une troisième combattue à l'arme atomique donnent l'idée de l'État universel une urgence sans précédent. (...) Ce qui doit être fait, ce n'est pas la limitation de la souveraineté des États-nations à travers des règlements et des institutions supranationales, mais le transfert de souveraineté de chaque nation à une autorité mondiale unique qui exercera sur les nations le même pouvoir souverain que ces nations exercent sur leur propre territoire. »

Comme nous le voyons, et bien que le style soit trompeur, les concepts et les mots sont toujours les mêmes. La référence à l'empire britannique est constante et un numéro entier de *Comprendre* y sera consacré. Les autres modèles sont la République de Venise et la Fédération helvétique de la première période. De ce modèle, on passe tout naturellement au malthusianisme et à l'écologisme. Campagnolo écrivait aux débuts de la SEC :

« Des peuples trop nombreux pour les besoins de la vie moderne vivent côte à côte en Europe et sont pressés contre les murs des États, contre les structures étatiques, ce qui provoque des accrochages toujours plus durs. »

Sir Julian Huxley et le lancement du WWF

Sir Julian Huxley, frère du célèbre écrivain, que nous avons déjà rencontré parmi les collaborateurs de la SEC, reçut la tâche, à partir des années 40, de trouver une structure internationale qui englobe la myriade de clubs et de sociétés de protection de la nature déjà existantes sous une tête unique. En 1948, exploitant sa position de directeur général de l'UNESCO, sir Julian lança l'idée d'une organisation mère pour tous les mouvements écologistes : il la réalisa sous le nom d'Union Internationale pour la protection de la nature (UIPN), qui fut fondée en septembre 1948 à Fontainebleau. Les raisons qui le motivaient étaient les suivantes, telles qu'il les exposa dans son discours de Fontainebleau :

« A long terme, le problème démographique est plus important que celui de la guerre et de la paix parce que l'homme a commencé à se répandre sur la planète comme un cancer. (...) Dans tous les pays en voie de développement, le niveau d'intelligence baisse à chaque nouvelle génération. (...) La qualité est l'ennemie de la quantité (...) Le progrès médical et l'assistance sociale ont fait apparaître un affaïssissement du processus de sélection naturelle qui aura des conséquences dégénératives. (...) Il faut une politique démographique positive qui impose un contrôle des naissances chez les gens de qualité inférieure et une procréation bien ajustée chez les gens de qualité supérieure. »

Trois années seulement après la condamnation de l'eugénisme nazi à Nuremberg, les mêmes idées, sous la forme d'une « politique démographique positive » réapparaissaient à la tête de l'Unesco ! Dix années plus tard, l'UIPN changeait de nom, mais non de but, et devenait l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), organisation affiliée à l'Onu et dotée d'une énorme influence à l'échelle internationale. En font partie plus de 400 membres qui représentent une cinquantaine de gouvernements, plus de cent institutions gouvernementales et environ 300 organisations privées. Elle dispose d'un groupe international de plusieurs centaines de scientifiques, qui travaillent au sein de ses commissions. Avec d'autres organismes de l'Onu, la FAO, le PNUE et l'Unesco, elle forme le Groupe de conservation de l'écosystème, un bureau consultatif de l'Onu. De cette façon, tous les secteurs

d'intérêt malthusiens sont couverts. Avec la création de l'UICN et des organismes qui lui sont associés, le mouvement écologiste dispose d'un véritable centre de recherche mondial capable d'influencer la politique de gouvernements nationaux, voire de continents entiers.

Cependant, en cette période de reconstruction et de développement industriel, les résistances internationales sont encore très fortes, ce qui allait amener les malthusiens à trouver d'autres formes. Le responsable de l'UICN et directeur du groupe anglais Nature Conservation, Edward Nicholson, déclarait à ce propos : « Nous laissons derrière nous la période de propagande, de sentimentalisme et de généralisations pour en arriver aux véritables problèmes. » Comme l'avait déjà compris Campagnolo, l'Onu était trop conditionnée par des compromis intergouvernementaux ; c'est pourquoi Huxley et Nicholson se virent contraints de renforcer le travail de l'UICN par des initiatives privées agissant comme un brise-glace ouvrant la voie. Après avoir déploré le fait que l'UICN n'ait pas de base sûre au niveau financier, Huxley eut une série de rencontres avec le prince Bernhard de Hollande, souhaitant « des actions qui aillent au-delà des combats d'arrière-garde. (...) Il faut mettre ensemble des experts ayant une expérience financière, juridique, des compétences en organisation et en relations publiques. »

De ces considérations naquit en 1961 le World Wildlife Fund (WWF) qui devait opérer parallèlement à son organisation sœur, l'UICN. Le président sera l'un des initiateurs, le prince Bernhard de Hollande. Nous avons déjà vu qu'outre le groupe de Bilderberg, celui-ci présidait aussi la Fondation culturelle européenne, à laquelle il avait donné naissance. Bernhard de Hollande a joué un rôle crucial au sein de l'oligarchie européenne pour opérer un changement de phase : l'ennemi n'est plus tant le communisme international ou l'empire soviétique, mais bien « *le progrès technique, industriel et économique, de même que le développement social et politique [qui] menacent la nature dans toutes les régions du monde (...) La pollution sera un danger plus grand que la possibilité d'un conflit à l'échelle mondiale.* » (Discours pour l'inauguration de la branche allemande du WWF, en 1964.)

Voilà donc l'ennemi clairement identifié : le progrès technique industriel économique et social et le développement social et politique. Pour le prince Bernhard, la nature n'est qu'un prétexte et ce qu'il cherche en réalité à défendre, c'est bien la permanence d'une structure sociale oligarchique, l'ordre établi. Cette même vision se retrouve chez des naturalistes comme Robert Hainard ou Teddy Goldsmith.

En 1977, John Hugo Loudon, Knight Commander de l'Ordre impérial britannique, directeur de la Royal Dutch Shell, gérant de la fondation Ford, principal conseiller de la Chase Manhattan Bank, etc., succède à la présidence du WWF, remplaçant ainsi le prince Bernhard devenu trop encombrant après son implication dans le scandale Lockheed. Peu après, c'est une autre tête couronnée, le prince Philip d'Angleterre, qui reprend les destinées du WWF, devenu entre temps le Worldwide Fund for Nature (voir au sujet du WWF en p.56).

L'un des buts fondamentaux du WWF est de « fournir des informations à la presse mondiale et aux médias de masse, ce qui, vu l'influence de ses dirigeants, signifie un véritable ordre de marche pour une diffusion plus intense des idées écolo-malthusiennes.

L'Institut Aspen et la société postindustrielle

Comme nous l'avons vu avec le prince Bernhard, les dirigeants du WWF et d'autres organisations écologistes ou à buts de « transformation sociale » forment entre eux une toile d'araignées dans laquelle on retrouve souvent les mêmes noms, occupant plusieurs rôles ou charges.

L'un des fils les plus importants de cette toile nous mène à l'Institut Aspen, fondé et dirigé pendant une longue période par le pétrolier et financier américain Robert O. Anderson, président de la firme Atlantic Richfield (ARCO). L'institut possède un centre dans le Colorado et un autre à Berlin pour l'Europe occidentale. La spécialité de l'Institut Aspen consiste à organiser des rencontres et séminaires, généralement semi-secrets, qui rassemblent des représentants de gouvernements, des politiciens, des chefs d'entreprises et des experts sur des thèmes tels que « la solution aux problèmes qui naissent de la croissance économique et technologique incontrôlée ». Parmi les figures clefs de l'Institut Aspen, on trouve le Canadien Maurice Strong, qui allait jouer un grand rôle dans toutes les institutions internationales traitant de l'environnement. A l'époque, il était « simplement » président de Petro-Canada. On trouve également Robert McNamara, John McCloy et bien d'autres noms de l'establishment américain. Les principales voies du parcours de l'Aspen furent tracées lors de la réunion fondatrice de 1948, par le président de l'université de Chicago, Robert Hutchins. Ami intime de Bertrand Russell, Hutchins représente l'expression « libérale » du gnosticisme américain, où il est considéré comme le parrain de Robert Anderson. Dans son discours d'ouverture à la fondation de l'Aspen, Hutchins disait :

« S'il est possible d'appliquer l'énergie atomique à des buts pacifiques, nous pourrions avoir plus de temps libre. L'énergie atomique pose donc à l'humanité ce choix terrible : si nous allons en guerre, nous sautons tous en l'air ; si nous maintenons la paix, nous nous ennuyons à mort (...). Étant donné qu'il n'existe aucune défense possible contre les bombes atomiques, cette adoration tribale qu'est la véritable définition du patriotisme est pire que de la stupidité, c'est du suicide. »

On le voit, la mentalité est la même que l'oligarchie des siècles passés : contre toute innovation technologique. On était à peine à l'aube de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire qu'Hutchins la condamne, au motif qu'en fournissant de l'énergie à bon marché, elle réduisait la quantité de travail humain nécessaire et créait plus de temps libre.

C'est dans les années 60 que fut lancée une autre grande campagne malthusienne, avec l'apparition aux États-Unis du terme « société postindustrielle, conjointement avec la campagne du président Johnson pour la « grande société ». C'était la riposte des cercles malthusiens au programme « Atomes pour la paix » du président Eisenhower et à l'enthousiasme qu'avait suscité le programme de conquête spatiale de l'administration Kennedy.

La stratégie malthusienne s'est développée de façon parallèle aux soubresauts de la crise économique qui a détruit, par ondes successives, l'ordre économique et financier de l'après-guerre. Crise de la livre sterling en 1967, découplage or-dollar de 1971, crise pétrolière de 1973-1974, pour en arriver à la dérégulation financière et à la création d'une gigantesque bulle spéculative qui entrave aujourd'hui les économies physiques occidentales. En outre, cette période vit la disparition tragique des chefs d'État qui, sous une forme ou une autre, s'étaient

opposés à la subversion malthusienne : assassinat de John Kennedy et élimination politique de Konrad Adenauer en 1963, assassinat d'Enrico Mattei en 1962. Charles de Gaulle, qui avait survécu à cinq attentats, restait le seul chef d'État à se battre pour la souveraineté nationale appuyée sur le développement industriel et l'indépendance militaire, à attaquer les plans fédéralistes impériaux contre le progrès.

En 1963, la Nasa signait un contrat d'études avec l'Institut Tavistock de Londres pour évaluer l'impact de la conquête spatiale sur la population américaine. La plus grande partie de l'étude commandée par la Nasa est restée secrète. On peut cependant avoir une idée de son contenu en lisant ce qu'écrivait Anatol Rappoport, rédacteur en chef de la revue de l'Institut Tavistock. Dès 1966, il critique la quantité excessive d'ingénieurs et de scientifiques produite par le programme spatial (c'était un but spécifiquement visé par l'administration Kennedy que de reconstituer un vivier de cadres scientifiques autour de l'espace). Il se lamente du fait que ceux-ci ont tendance à se reproduire plus vite que les autres couches de la société et que l'ensemble du programme spatial avait eu un impact profond sur les valeurs de la société américaine. Rappoport semble particulièrement bouleversé par le fait que les étudiants américains, du primaire au doctorat, se passionnent pour les secrets de la propulsion balistique, des carburants, du décollage ou des opérations de récupération des astronautes. Et de fait, tous les enfants de cette époque voulaient devenir astronautes, un vent d'optimisme culturel et technologique balayait le monde entier, représentant une sérieuse menace pour la vision pessimiste que les malthusiens voulaient implanter.

C'est alors qu'en mai 1967, à Deauville, le comité scientifique et technique de l'Otan et le Foreign Policy Research Institute de Pennsylvanie (dirigé d'ailleurs par l'ambassadeur américain auprès de l'Otan, Robert Strauss) organisèrent la « Conférence sur le déséquilibre et la collaboration technologique transatlantique ». Parmi les participants, on trouvait Zbigniew Brzezinski, alors au conseil de planification politique du département d'État américain, Aurelio Peccei, chef du comité économique de l'Institut Atlantique de Paris, la succursale civile de l'Otan. De cette réunion et de celles qui lui succéderont sortiront deux livres : *L'Amérique dans l'ère technétronique* de Brzezinski et *Vers l'abîme* de Peccei. Le processus qui allait donner naissance au Club de Rome était lancé.

Certains se sont étonnés de voir l'Otan jouer un rôle aussi important dans la création des institutions qui allaient lancer le mouvement écolo-pacifiste, qui finira par s'attaquer à l'Otan. Mais la reconstruction malthusienne de la société ne pouvait négliger un secteur aussi important que celui de l'alliance militaire occidentale. Sur ce champ de bataille, les malthusiens manœuvraient pour opérer un changement de paradigme. Pour eux, il fallait passer de la doctrine militaire classique, qui considérait l'économie industrielle comme la ressource ultime de la victoire, à une nouvelle doctrine MAD (Mutually Assured Destruction) qui était complètement découplée des réalités économiques et technologiques. Ce changement de doctrine est arrivé en Amérique via les stratèges responsables de la guerre du Vietnam, qui participaient tous de cette dernière forme de pensée, de McNamara aux généraux Draper et Taylor, en passant par le général Alexander Haig. En 1967, l'Otan créa la section des questions scientifiques, qui incluait une sous-section intitulée « Facteurs humains » ; en 1969 fut constitué le Comité sur les défis des sociétés modernes, ainsi que son sous-comité « Énergie et environnement », qui se destina immédiatement à l'étude de l'énergie solaire et autres énergies alternatives. Ainsi, l'Otan passait peu à peu d'un appareil principalement militaire à une structure remplie de sociologues, de psychologues et autres anthropologues, structure qui prenait de plus en plus de place dans l'élaboration des directives politiques,

économiques et militaires. C'est en substance cette structure bureaucratique supranationale que de Gaulle avait cherché à éviter en faisant sortir la France de l'Otan, tout en restant au sein de l'alliance militaire.

Brzezinski présentait ainsi le nouveau cours historique : « Une fracture dans trois directions entre trois systèmes de vie : le rural arriéré, l'urbain industriel et le technétronique. » Ceci aggravait le différend qui existait déjà entre l'Europe et les États-Unis et « menaçait » la cohérence de l'Alliance atlantique. Donc, intervenait Peccei, pour supprimer ce différend entre l'« ère d'IBM » (les États-Unis) et l'« ère de General Motors » (l'Europe), le vieux continent devait se réorienter vers la « société de l'informatique » postindustrielle. Il fallait offrir au Pacte de Varsovie une « convergence avec l'Alliance atlantique comme alternative à l'explosion », convergence qui devait se régler avec les instruments de gestion de crise et de la « planification mondiale ». Pour ce faire, Brzezinski réclamait une « élite intellectuelle universelle » et une « superculture mondiale » qui, grâce au « réseau de communications électroniques » pourrait stabiliser un « régionalisme avec le respect dû à la signification symbolique de la souveraineté nationale ». L'instrument idéal pour y arriver serait un « congrès mondial s'occupant des problèmes technologiques et philosophiques de l'ère nouvelle ».

Naissance du Club de Rome

L'avant-garde de ce congrès mondial se réunit à Rome, en avril 1968 et donna naissance au Club de Rome. Participaient, outre Peccei, président fondateur, Alexander King, directeur général des affaires scientifiques de l'OCDE ; Hugo Thiemann, conseiller de Nestlé et président de l'Institut Bartelle de Genève ; Max Kohnstamm, bras droit du fédéraliste Jean Monnet ; Dennis Gabor, Nobel de physique britannique ; le banquier Jean Saint-Geours ; Bertrand de Jouvenel, des Futuribles ; Saburo Okita, économiste et directeur du Fond japonais d'aide extérieure ; Eduard Pestel, ministre de la Science et de la Culture de la Basse-Saxe (Allemagne). C'est la fondation Agnelli (groupe Fiat) qui finança cette première réunion.

Peccei raconte dans son autobiographie de 1974 (*La qualité humaine*) que le plan de cette nouvelle « caste de grand-prêtres », comme ils s'appelaient eux mêmes, était étudié jusque dans ses moindres détails et se divisait en étapes successives : d'abord un grand choc culturel avec la manipulation sur l'idée de ressources limitées et de désastre imminent, puis la conquête de la citadelle du pouvoir politique et la subversion de la communauté scientifique (sur le modèle opératoire de Bertrand Russell) et enfin la réalisation, à partir de gouvernements nationaux ou d'institutions internationales, des projets de réduction de la population. Peccei écrivait :

« Notre dessein était d'organiser une opération de commando pour ouvrir une brèche dans la citadelle d'autocomplaisance dans laquelle la société s'était follement retranchée. (...) Les combattants de la guerre de Troie mirent dix ans avant de penser à leur fameux cheval qui pourrait leur ouvrir les portes de la ville ; heureusement, au Club de Rome, il nous fallut beaucoup moins de temps pour trouver notre cheval de Troie et conquérir une première position stratégique dans la grande bataille qui vient à peine de commencer. »

En 1967, dans la phase d'élaboration qui allait mener à la création du Club de Rome, Peccei eut une série de rencontres avec celui qui deviendra numéro deux du club, Alexander King,

avec McGeorge Bundy, ancien conseiller la sécurité nationale de Kennedy, ainsi qu'avec le Dr Howard Perlmutter, directeur de la revue du Tavistock, et avec lord Solly Zuckerman, pour lancer une opération d'ouverture vers la Russie soviétique. De ces rencontres et échanges d'idées avec Djerman Gvischiani, gendre de Kossiguine, naquit le projet de la « convergence » avec le Pacte de Varsovie, qui se concrétisera en 1972 avec la création de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliquée (IIASA) et avec la Fédération mondiale des instituts pour les études avancées dont les sièges sont respectivement situés à Laxemburg, près de Vienne, et à Stockholm.

L'IIASA se concentrera sur l'analyse des systèmes au niveau mondial, variante informatisée de l'approche de l'économiste américain Wassily Leontief (père des tableaux d'entrées-sorties) autrement dit une vision statique et linéaire des problèmes économiques mondiaux, celle-là même qui sous-tendait le premier rapport *Halte la croissance ?* du Club de Rome, dont nous parlerons plus loin. Le travail de l'IIASA se développera d'ailleurs en parallèle avec ce dernier, basé sur le même credo malthusien. Le professeur Jay Forrester, coauteur du rapport que nous venons de citer, déclarait en septembre 1981 à l'IIASA :

« L'analyse des systèmes traite exactement des mêmes thèmes que Malthus. (...) Les observations de Malthus étaient justes au moment où il les fit et elles le sont restées jusqu'à nos jours. (...) Le progrès technologique n'a pas banni les famines et les guerres. Au contraire, le progrès technologique a fait que des populations toujours plus grandes ont été soumises aux famines et aux guerres. »

L'IIASA est formée par seize pays, dont les principaux de l'OCDE. Le premier président était Gvischiani. Outre des fonds gouvernementaux (quoiqu'il fût, officiellement, une organisation non gouvernementale), l'IIASA recevra des fonds du Programme des nations unies pour l'environnement, de la Fondation Volkswagen et de la Fondation Ford.

En 1982, le président Reagan, informé par ses services que l'IIASA s'était transformée en centre d'espionnage et d'infiltration d'agents de l'Est, et que le même Gvischiani détenait un poste important dans les services secrets russes, décidait de couper les fonds américains. La riposte vint immédiatement de l'Académie américaine pour les arts et la science, qui rassembla 2 millions de dollars de fonds privés (soit les deux tiers de la contribution américaine) pour combler le trou financier. Parmi les promoteurs de cette initiative, on retrouvait McGeorge Bundy et McNamara, ainsi que plusieurs scientifiques du groupe de Pugwash. Les bouleversements intervenus à l'Est ont fait oublier la question épineuse de l'espionnage soviétique à travers l'IIASA. Ce dernier continue à travailler à l'avant-garde de la problématique écologiste.

Le choc culturel et la crise pétrolière

Le cheval de Troie découvert par les malthusiens du Club de Rome, c'est la fable des ressources limitées, clamée à la face du monde avec force fanfares médiatiques à l'occasion de la publication du rapport *Halte à la croissance ?* Un groupe de dix-sept chercheurs du MIT, dirigé par Jay Forrester et Dennis Meadows est chargé par le Club de Rome de mener un travail de prospective sur « les dilemmes de l'humanité ». C'est la Fondation Volkswagen qui finance l'essentiel de l'opération, qui comprend non seulement l'étude et sa publication simultanée en douze langues, mais aussi et surtout une vaste opération de relations publiques,

visant à faire le maximum de bruit autour de la notion de « ressources limitées ». Au total, le rapport a été traduit en trente langues et publié à douze millions d'exemplaires. Précisons qu'il a été présenté comme un rapport « au » Club de Rome plutôt qu'un rapport « du » Club de Rome.

Pourtant, il n'y avait rien là de très nouveau. D'abord, on assigne d'autorité le qualificatif « fixe » au mot « ressource ». Comme si le développement technologique ne changeait pas constamment la définition même d'une ressource. Que valait un baril de pétrole au Moyen Age ? Que valait le minerai d'uranium avant 1930 ? L'eau de mer, qui n'est pas aujourd'hui une ressource, pourrait le devenir avec l'avènement de la fusion thermonucléaire. De plus, les « systémistes » du MIT se trompèrent lourdement dans leurs équations linéaires. Conformément à ce qui allait devenir la pratique régulière en matière de fraudes écologistes, le modèle mathématique de la société mondiale ne fut diffusé qu'après la divulgation du rapport, ce qui rendait impossible toute critique scientifique. Mais le choc était déjà lancé, à la une des journaux, en déclarations catastrophistes dans les radios et télévisions. Les rétractations et les démentis des années suivantes ne parvinrent jamais à effacer l'angoisse hystérique que l'on avait imposée à la population mondiale.

Il faut dire que les chercheurs du MIT n'y allaient pas de main morte et donnaient des dates très précises sur les survenues de pénuries de ressources naturelles. L'or devait s'épuiser en 1984, le cuivre et le plomb en 1993, le mercure en 1983, le gaz naturel en 1994, le pétrole en 1992, l'étain en 1987 et le zinc en 1990. Pour l'uranium c'était « avant la fin du siècle ».

Aujourd'hui, le Club de Rome et ses amis se défendent soigneusement d'avoir lancé l'idée de « croissance zéro ». Un rapport du Club datant de 1991, *Questions de survie*, cosigné par Alexander King (président d'honneur) et Bertrand Schneider (secrétaire général), présentent ainsi la chose :

« [Ayant publié *Halte à la croissance ?*] le Club fut alors vivement critiqué pour s'être fait, affirmait-on, l'avocat de la « croissance zéro ». Telle n'était pourtant nullement notre conviction. Nous reconnaissons pleinement le besoin de croissance matérielle dans les pays pauvres ; mais nous mettons en garde contre les conséquences d'une course irréfléchie à la croissance à-tout-va dans les pays industrialisés – à savoir l'épuisement des matières premières de base, la détérioration de l'environnement et la domination des valeurs matérielles dans la société. »

Pourtant, dans les pages de conclusion de *Halte à la croissance ?*, rédigées par le comité exécutif du Club dont faisait partie Alexander King, on peut lire que « *de plus en plus d'hommes prendront conscience de la monstruosité de la croissance ?* » Et le titre même du rapport est suffisamment explicite, le point d'interrogation étant de pure forme. D'ailleurs, le mot d'ordre de la Conférence internationale organisée par l'Onu sur l'environnement, à Stockholm en juin 1972, était : « Une seule terre, halte à la croissance ! » Le point d'interrogation avait été remplacé par un point d'exclamation. Le slogan de la croissance zéro était effectivement lancé et allait recueillir un grand succès dans la « deuxième gauche », auprès des écologistes et de tous ceux qui souhaitaient mettre fin à la civilisation industrielle et urbaine.

On aurait pu croire qu'ainsi copieusement ridiculisé, ses prédictions apocalyptiques ayant été contredites par les faits, le rapport Meadows disparaîtrait rapidement dans les oubliettes de

l'histoire. Au contraire, ce rapport a servi de fondement à l'argumentation écologiste et est encore élogieusement cité, non seulement par la plupart des ténors écologistes, de Cousteau à Voynet, mais aussi par de nombreux responsables politiques, nationaux et internationaux.

Le premier rapport fut rapidement suivi d'autres. Le second fut préparé par Eduard Pestel, membre exécutif du Club, et par l'Américain Mihallo Mesarovic ; ils développèrent une analyse informatisée d'un « modèle mondial hiérarchiquement régionaliste », qui apparut en 1974 sous le titre *L'humanité à la croisée des chemins*. La citation placée en exergue était d'A. Gregg : « Le monde a un cancer, et ce cancer c'est l'homme ». La fondation Volkswagen avait mis 1 million de marks à la disposition du Club pour le premier projet et en octroya 700 000 pour le second. La publicité accordée aux thèses catastrophistes était immense et tout se passait comme prévu par Peccei : la tactique du cheval de Troie portait ses fruits.

L'influence des naturalistes

A ce point, il est intéressant de revenir en arrière. Car les chercheurs du MIT sont loin d'être des pionniers en matière de prédictions catastrophiques. En fait, dès les années 50, plusieurs auteurs ont tenté d'alerter les gouvernants et le grand public sur les déséquilibres écologiques qu'ils prétendaient constater. Dès l'après-guerre, le Suisse Robert Hainard et l'Américain Fairfield Osborn ont lancé leurs cris d'alarme. Ce sont deux naturalistes (Osborn est président de la Société zoologique de New York et Hainard est dessinateur et peintre naturaliste) qui ont structuré la pensée écologiste conservatrice. Nous nous attacherons particulièrement à Robert Hainard, qui a fortement influencé toute une aile de l'écologie européenne et française (voir en p.49).

Robert Hainard est, comme Teddy Goldsmith, un chantre du naturalisme conservateur, dans la mesure où il refuse le volontarisme transformateur de l'humanisme issu de la Renaissance et défend l'ordre établi :

« Si j'aime tant la nature, c'est qu'elle est une immense structure où tout est étroitement lié, mais distinct, tout est à sa place. Il faut rester à la sienne. Beaucoup d'hommes mourront d'avoir voulu se mettre à la place de Dieu. » (« Vertu de l'isolation », in *Coévolution* N° 8-9, printemps-été 1982)

L'homme doit donc rester à sa place, celle que lui ont assignée l'histoire, la géographie et la race : en 1943, il écrivait ainsi :

« Comme il est des chevaux de race et de trait, il est des types d'hommes possédant des qualités qui s'excluent plus ou moins ». (*Et la nature ?*, Gérard de Buren, 1943).

Et en 1972 :

« Je ne vais certes pas défendre le racisme. Il faut pourtant convenir qu'on peut tenir à sa race et à sa façon de vivre. » (*Expansion et Nature*, Le courrier du livre, 1972).

Pour Hainard, la nature est à préserver parce qu'elle est fondamentalement autre, comme il l'explique dans *Et la nature ?* :

« La nature, c'est la vie hors de nous, le monde agissant par lui-même. C'est très exactement tout ce que l'activité la plus intelligente, l'organisation la plus efficace ne peuvent produire, tout ce dont il faut attendre patiemment la croissance, tout ce qu'on ne peut que ménager, respecter, réserver. »

Il ne s'agit donc pas d'aménager ou de transformer, comme le sous-entend le concept anthropocentrique d'environnement :

« La nature ne peut nous laisser, si nous l'aimons, d'autre soin que la défendre. Nous ne pouvons rien faire d'autre que la laisser faire, puisqu'elle est par définition (la mienne) ce qui vit par soi-même, en dehors de notre action. »

Dans cette perspective, le rationalisme est vu comme un intégrisme, dans la mesure où il ne pourra jamais rendre compte de la complexité sensuelle de l'organique : contrairement à Hegel, il considère la réalité comme irréductible à la raison. En conséquence, « vouloir faire entrer le souci de la nature dans les philosophies actuelles, c'est se condamner à l'échec, car elles ont toutes été conçues *contre* la nature ». (*Expansion et Nature* ; c'est Hainard qui souligne.)

Hainard se déclare donc fort logiquement « fondamentalement panthéiste », opposé à la vision judéo-chrétienne qui a donné naissance à la civilisation industrielle. Et de regretter la vision de la nature des peuples germaniques :

« Pour eux, je crois que la nature a été autre chose et j'ai souvent rêvé de ce qu'aurait été leur civilisation si elle n'avait pas été absorbée par l'influence de Rome, de la Grèce, des Juifs et des Arabes. » (*Et la nature ?*, op. cit.)

Pour lui, comme pour Peccei, l'humanité est « le véritable cancer du monde » :

« Il faut revenir à la situation paléolithique qui a duré si longtemps : une espèce humaine pas trop nombreuse vivant des surplus d'une nature riche, variée, libre, qu'elle ne modifie que très localement. En utilisant les acquis les plus raffinés et les plus efficaces de l'époque néolithique. » (Postface à Philippe Lebreton, *La nature en crise*, Sang de la Terre, 1988.)

Il souhaite encore « l'accès égal et intime à la nature d'une humanité en nombre modéré : une société entièrement aristocratique, sans autres ilotes que les machines. »

De façon cohérente avec les autres fanatiques malthusiens, il se déclare donc favorable à un triage de l'humanité, à un eugénisme aussi bien positif que négatif :

« On ne devrait pas rendre facile et trop avantageux d'avoir des enfants, ce qui pousse à la multiplication des individus inférieurs. Avoir des enfants devrait être un privilège et non un mérite.

« Cruel ou pas, je suis toujours plus persuadé de la nécessité d'une sélection et je m'étonne qu'on prenne tant de peine pour les débiles mentaux ou les drogués par exemple. » (*Expansion et nature*, op. cit.)

Nous avons longuement cité Hainard, car la paternité sulfureuse qu'il peut revendiquer sur le mouvement écologiste français est quasiment inconnue, voire soigneusement cachée par certains. D'autres pourtant la revendiquent, comme Antoine Waechter ou Philippe Lebreton.

D'autres naturalistes, comme Fairfield Osborn (*Notre planète saccagée*, 1948), sans être aussi extrémistes qu'Hainard, ont également joué un rôle formateur pour faire passer l'idée que la civilisation industrielle avait une influence mortifère sur la planète, qu'il fallait combattre à tout prix, sous peine de voir l'humanité disparaître.

Parmi les autres cris d'alarme lancés, citons encore les Américains Barry Commoner (*The closing circle*, 1971) et Rattray Taylor (*The Doomsday Book*, 1970) ou les Français Jean Dorst (*Avant que nature meure*, 1965) et Philippe Saint-Marc (*Socialisation de la nature*, 1971). Jean Dorst fut directeur du Muséum national d'Histoire naturelle, qui est depuis son passage une place-forte des écologistes. C'est d'ailleurs là que France-Nature-Environnement a son siège. Il faut enfin noter le livre sur le DDT de Rachel Carson (*Silent Spring*, 1962 ; voir annexe 3) et celui du couple Ehrlich sur la démographie (*Populations, ressources, environnement*, 1970), que nous avons déjà cité plus haut. Il faut donc bien voir que ces conceptions existaient déjà avant le rapport du Club de Rome, mais elles avaient une influence limitée car elles étaient cantonnées soit dans des milieux naturalistes, soit à un petit nombre d'intellectuels. C'est le coup de tonnerre de *Halte à la croissance ?* conjugué à la crise pétrolière qui va imposer définitivement ces conceptions au sein des institutions internationales et dans les départements ministériels de nombreux gouvernements occidentaux.

Vers le mouvement antinucléaire

Revenons donc à ceux qui ont instrumentalisé les conceptions créées par d'autres. En 1974, un ami de Peccei, Richard Gardner, publie *Le difficile chemin vers l'ordre mondial*. Au même moment, le Club charge l'économiste hollandais Jan Tinbergen de coordonner un groupe d'études, dont le rapport final sortira en 1976 sous le titre *Restructurer l'ordre international*. Avec la Commission Brandt pour les rapports nord-sud, ce rapport du Club constitue l'approche colonialiste « de gauche » aux problèmes du tiers monde : pas de transfert de technologie avancée aux pays sous-développés (imposer les techniques occidentales serait « impérialiste ») mais plutôt des « technologies appropriées » capables de satisfaire leurs « besoins fondamentaux ». A ceci, il faut bien sûr ajouter la sempiternelle requête de réduction de la population. Ce rapport fut financé par le gouvernement hollandais du social démocrate Joop den Uyl. Toujours en 1976, les Anglais Dennis Gabor et Alexander King, associés aux italiens Umberto Colombo et Riccardo Galli, publient une autre étude sous la bannière du Club, financée elle par le ministère canadien de l'Économie et de la Technologie : *La fin du gaspillage*. Les recommandations sont habituelles : il faut économiser l'énergie, réduire le taux de croissance économique ; les pays sous-développés doivent utiliser des technologies à basse intensité capitaliste et des ressources locales, comme le bois ou la biomasse, il faut préférer l'énergie solaire au nucléaire, etc. Colombo était alors le directeur de l'ENEA, l'agence italienne pour les énergies alternatives, ce qui avait été autrefois le Comité national pour l'énergie nucléaire.

Il faut soulever à ce sujet une considération historique : les malthusiens n'ont jamais essayé

d'éviter une crise, bien au contraire. Ils avaient désespérément besoin d'une crise pour avoir une chance de faire passer leurs plans. L'hystérie des « ressources limitées » se propagea jusqu'aux pays producteurs de pétrole et provoqua leur décision, après la guerre israélo-arabe de 1973, d'augmenter le prix du pétrole de 300%. La grande majorité des dirigeants de ces pays, en particulier les diplomates et les économistes, avaient été éduqués et manipulés dans des centres occidentaux qui étaient les place-fortes du malthusianisme : universités prestigieuses, agences de l'Onu telles que l'Unesco, l'UNITAR, le PNUE et autres. Plusieurs dirigeants arabes et israéliens ont accusé le département d'État de Henry Kissinger d'avoir favorisé, sinon préparé, la guerre de 1973, dans le but d'imposer ensuite une solution négociée avec les Russes : la gestion de crise dont parlait Brzezinski quelques années auparavant. Les multinationales du pétrole, les fameuses « sept sœurs », dont les dirigeants reviennent sans arrêt dans la liste des bailleurs de fonds des organisations écologistes et malthusiennes, ne subirent pas du tout les effets de cette crise, bien au contraire, puisqu'elles se contentèrent de répercuter les augmentations de prix et ramassèrent au passage de substantiels profits supplémentaires, aussi bien sur leurs enlèvements aux pays de l'OPEP que sur le brut qu'elles extrayaient aux États-Unis et dans les pays non-membres de l'OPEP. Ceux qui subirent furent les consommateurs, industriels et particuliers, dans les pays occidentaux et sur tout dans les pays du tiers monde non-producteurs.

Ainsi, avec la crise pétrolière, les cercles financiers ouvraient une autre « brèche » dans leur assaut contre la citadelle de la société industrielle. La propagande du rapport *Halte à la croissance ?* se vit confirmée par l'austérité et l'augmentation du prix du pétrole imposées par la crise de 1973-1974. Qu'il suffise de rappeler les limites de température imposées en France dans les immeubles, ou les interdictions de circuler aux Pays-Bas et en Belgique. L'étape suivante consistait à saboter à tout prix ce qui devait apparaître tôt ou tard comme la solution aux ressources pétrolières limitées : l'énergie nucléaire allait ainsi de venir l'ennemi absolu, à combattre en priorité, non pas tant parce qu'elle concurrençait le pétrole, mais parce qu'elle symbolisait la technologie la plus avancée dans le secteur de l'énergie, lui-même moteur de la civilisation industrielle. Pour atteindre cette dernière, il fallait tirer sur le cheval qui se tenait en tête de l'attelage.

Peccei écrivait ainsi en 1974 :

« La faisabilité de la production d'énergie au moyen de la fusion nucléaire n'est pas encore démontrée, au point que, même en intensifiant les recherches, on ne peut faire des programmes sûrs en se basant sur elles. (...) La fission nucléaire (...) est problématique, surtout sous l'aspect de son acceptabilité sociale, vu les préoccupations considérables et justifiées qui naissent au sujet de la sécurité des installations et de leur protection. (...) Je suis plus pessimiste et plus radical que mes amis scientifiques. (...) Je suis prêt à soutenir que la société humaine n'est pas assez propre, sûre et digne de confiance pour cela. (...) Choisir l'option nucléaire sans avoir d'abord préparé la société (dans le sens de l'humanité toute entière) est téméraire et irresponsable. Quand ils s'enivrent aujourd'hui, en découvrant le pouvoir de cette drogue, comme je l'ai appelée, ils le font encore à des doses minuscules, mais ils condamnent leurs successeurs à se confier totalement à elle, demain. »

Le pessimisme cosmique d'Aurelio Peccei n'offre pas grande alternative : le pétrole se raréfie et coûte cher, la fusion est une chimère et en ce qui concerne la fission, nous ne pouvons pas faire confiance à l'homme. Que reste-t-il ? Derrière les belles paroles sur les énergies nouvelles, c'est le retour aux siècles obscurs.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie I.2

I. ORIGINES ET FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES

2. Propagation du mouvement -

Pour faire admettre la diminution de la population, l'arrêt du développement industriel et scientifique à une population qui jouissait des bienfaits des Trente glorieuses, il fallait induire un comportement culturel irrationnel. C'est sur la base de ces considérations que, à partir des années 50 et de façon parallèle à la naissance de la « culture rock », les précurseurs de l'écologisme ont promu les « drogues récréatives » comme nouveau mode de connaissance devant aller de pair avec la « révolution sexuelle ». La culture rationnelle, de type judéo-chrétienne, devait être combattue avec ce qu'ils appelaient la contreculture. Celle-ci proclamait l'avènement d'un nouvel âge – l'âge du Verseau (popularisé par la comédie musicale *Hair*) – reposant sur l'hédonisme (la recherche du plaisir immédiat), qui devait supplanter l'âge du Poisson (l'ère du Christ).

Aldous Huxley, le frère de Julian, est la figure la plus marquante de ce projet, en particulier à cause de son rôle dans le fameux projet MK-Ultra des services secrets américains et britanniques, consistant à diffuser le LSD dans une population étudiante encore naïve et à en contrôler les effets. (Sur toute l'histoire de MK-Ultra, voir Gordon Thomas, *Enquête sur les manipulations mentales*, Albin Michel, 1989). Même s'il fut partiellement appliqué (on procéda notamment la distribution gratuite de LSD au cours des concerts de rock organisés sur les campus), ce projet n'atteint jamais son ambition : le contrôle mental de la population, sorte de réplique de *1984* de George Orwell. C'était le vieux phantasme de stratèges anglais tels que Russell ou Herbert G. Wells.

Dans son livre *L'Amérique dans l'ère technétronique* (1967), Zbigniew Brzezinski analyse la transformation de la société américaine, « de plus en plus dissemblable de ses antécédents industriels », une société « technétronique » qui pourrait facilement devenir une « dictature technétronique ». Cette société se caractérise par la révolution de l'information, par la cybernétique et par la substitution de la « concentration sur le divertissement » à « l'orientation vers les conquêtes ». Ces divertissements sont essentiellement basés sur « les spectacles (sports de masse et télévision) qui fournissent une drogue à une masse toujours plus dépourvue d'objectifs ». Il continue :

« L'Amérique et l'Europe ne sont plus dans la même ère historique. Ce qui rend l'Amérique unique à notre époque et qui en fait la première société qui teste le futur, (...) c'est l'art pop et le LSD. (...) Aujourd'hui, l'Amérique est la société créative, alors que les autres, consciemment ou non, ne font que la copier. »

En 1974, lors d'une réunion de l'IUCN, Raymond Dasmann fit un bilan de la « communauté de point de vue » entre la contreculture et le mouvement écologiste, faisant en particulier l'éloge du rôle joué par les propagandistes en faveur de la consommation de drogue, tels qu'Aldous Huxley, Humphrey Osmond ou Timothy Leary. Dans son discours à la conférence,

on peut lire l'éloge « de l'élément positif des psychodrogues, qui ont ouvert nos sens à d'autres niveaux de réalité, en contradiction complète avec la vision du monde médiée par la science et manipulée par la technologie. »

Autrement dit, la drogue est la façon de s'échapper de l'horrible rationalité. La même position fut soutenue ensuite, de façon plus « objective » par de nombreux responsables écologistes.

Adriano Buzzati Traverso, dirigeant du Club de Rome, vice-président de l'Unesco et futur président de la SEC, faisait ardemment propagande pour la marijuana, selon lui moins toxique que l'alcool et sans aucun effet sur le cerveau ou le foie. Dans le programme des Verts européens, la légalisation de la marijuana figure depuis longtemps en bonne place. Lors des élections européennes de 1999, Jean-Pierre Galland, président d'un fumeux « Collectif d'information et de recherche cannabique », figurait à la 26^{ème} place sur la liste des Verts. Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts, déclarait lors d'un meeting parisien pour cette campagne : « Si nous disons, 'le cannabis ça fait pas mal et c'est agréable', c'est que nous disons la vérité. » Et d'inciter le ministre de l'Intérieur à essayer.

Cette recherche du plaisir immédiat est toujours présentée comme une libération par rapport aux « valeurs oppressantes » de la société occidentale. En avril 1982, Daniel Cohn-Bendit participait à l'émission télévisée *Apostrophe* pour présenter un livre allemand sur les « communautés alternatives », étant, suivant ses propres dires, sous l'emprise d'un gâteau au haschisch. Devant un Bernard Pivot médusé, il confessait :

« La sexualité d'un gosse est absolument fantastique. Faut être honnête, sérieux... un p'tit gosse... Moi, j'ai travaillé avec des tout-petits et avec des gosses qui avaient entre quatre et six ans. Quand une petite fille de cinq ans, cinq ans et demi commence à vous déshabiller, c'est fantastique. C'est fantastique parce que c'est un jeu éroticomaniaque. On retrouve des choses. On retrouve des choses, on trouve des sentiments. On comprend que tout ce monde de l'enfance, tel que le décrivent surtout les religieux, les catholiques, ça c'est vraiment la répression. » (Les points de suspension correspondent aux hésitations de Daniel Cohn-Bendit.)

La citation est caractéristique de la vision du monde nombriliste de l'écologisme, avec la priorité donnée aux « sentiments ». Toute loi morale venant rappeler le respect de l'autre est qualifiée de fasciste.

Les Amis de la Terre entrent en scène

Le début de la phase de propagation de masse du mouvement écologiste, dans le milieu des années 60, s'accompagne de la création du premier noyau qui en deviendra la composante extrémiste. En 1969, Robert Anderson, président de l'Institut Aspen et d'ARCO, offre 200 000 dollars à David Brower comme base de départ de la création d'un nouveau mouvement radical : les Amis de la Terre (AT). Brower avait été écarté du Sierra Club, l'une des principales sociétés naturalistes américaines, pour avoir gaspillé de l'argent sur des projets écologiques insignifiants. Cette fois, il allait avoir plus de succès.

La plus grande partie des premiers dirigeants des AT venaient des Jeunes fédéralistes

mondiaux et des Citoyens planétaires, deux organisations fondées après-guerre par Robert Hutchins, le mentor d'Anderson, et ses amis anglais Russell et Aldous Huxley. Norman Collins, président honoraire des jeunes fédéralistes mondiaux et membre de l'Aspen, figurait dans le Conseil des AT, aux côtés d'Aurelio Peccei et de Maurice Strong. Sacré patronage pour une organisation écologiste qui va rassembler des milliers de jeunes contestataires croyant lutter « contre la société » : deux P-DG de sociétés pétrolières et un haut responsable de l'OTAN !

Le siège des AT est installé à Londres, où fut organisée en 1971 la première manifestation mondiale contre les centrales nucléaires. À Pâques de la même année, les AT vont protester devant l'ambassade française à Londres contre la centrale de Fessenheim. C'est le début d'une série incalculable de manifestations, qui seront parfois très violentes.

Toujours en 1971, les AT passent un accord avec la revue anglaise *The Ecologist*, qui portait le sous-titre de « Revue de l'ère postindustrielle ». Fondée par Teddy Goldsmith, elle allait vite devenir la « bible » des écologistes anglophones européens. De cette collaboration naîtra le premier manifeste du mouvement écologiste mondial, *Blueprint for Survival* (Projet pour la survie), qui reçut l'éloge public de Julian Huxley et de nombreux membres du Club de Rome.

Amory Lovins, dirigeant des AT anglais, avait quitté sa patrie américaine par amour de l'Angleterre mais avait maintenu des contacts à très haut niveau aux États-Unis. En 1976, il put ainsi publier un article sur l'énergie dans la prestigieuse revue du Council on Foreign Relations (CFR), *Foreign Affairs*. Lovins pris également part au projet du CFR – *Projet pour les années 80* – qui allait devenir la bible de l'administration Carter, comme nous allons le voir par la suite. En 1978, il fut invité avec les dirigeants du Club de Rome à un séminaire de l'Institut Aspen, pour analyser l'évolution passée du mouvement écologiste.

En 1972, les AT sont accréditées auprès de l'Onu comme ONG (organisation non gouvernementale), ce qui va leur permettre de jouer un rôle fondamental à la conférence de l'Onu sur l'environnement, qui se tient en juin de la même année à Stockholm. Le rapport final de cette conférence considère que « les fondements de la civilisation industrielle et urbaine se trouvent remis en cause » et appelle à « une redéfinition des projets de civilisation propres à chaque pays ». On est donc très loin des problèmes techniques de la nature ; Il s'agit de ce que le Club de Rome appelle pompeusement « la première révolution globale ».

Cette conférence de l'Onu n'était pas tombée du ciel. Au printemps 1969, Joseph Slater, ancien directeur des programmes de la Fondation Ford, avait succédé à Robert Anderson à la présidence de l'Aspen. Il appela immédiatement à ses côtés Thomas Wilson et le mit à la tête d'une nouvelle section intitulée « Programme d'action ajustée sur l'environnement et la qualité de la vie ». Wilson était un vieux routier qui avait travaillé au département d'État sous Kennedy et Johnson. Son travail visait à créer le mouvement écologiste international et aboutit à la publication d'un livre, *L'environnement, une vision trop petite*. C'est sur cette base programmatique que Slater prit contact avec l'ambassadeur suédois à l'Onu pour lancer l'idée d'une conférence mondiale sur l'environnement. En 1970, l'idée fut approuvée à l'assemblée générale de l'Onu, après de nombreuses pressions sur les délégations du tiers monde, qui avaient flairé le danger. Maurice Strong fut nommé secrétaire général de cette conférence et nomma immédiatement Wilson comme assistant pour préparer l'événement.

Pour soutenir cette opération, Joseph Slater avait lancé une autre organisation écolomalthusienne, qui jouera un rôle important dans les années 70-80, l'International Institute for Environmental Affairs (IIEA), présidé par lady Jackson (alias Barbara Ward). Thomas Wilson en sera l'un des deux directeurs. Et parmi les membres fondateurs, les éternels Robert Anderson, Maurice Strong, Robert McNamara, auxquels on a adjoint des figures britanniques telles que Roy Jenkins, du parti travailliste anglais.

L'IIEA obtint un gros soutien de la Fondation Ford et de la Banque mondiale pour un projet écologiste qui allait aboutir à un livre, *Une seule Terre*, co-écrit par René Dubos et Lady Jackson. Publié en quinze langues, ce livre contribua à créer un environnement favorable à la conférence de Stockholm.

Celle-ci fut fondamentale pour donner à la thématique écologiste une légitimité qui n'existait pas jusqu'alors. C'est après 1972 que vont être créés la plupart des ministères de l'environnement. Le ministère français, l'un des premiers au monde, sera créé par Georges Pompidou. Autre conséquence importante, la création du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Maurice Strong, secrétaire général de la conférence de Stockholm en est le premier directeur. Avec un budget annuel de quelque 30 millions de dollars, le PNUE va jouer un grand rôle d'intermédiaire entre les ONG (l'UICN, le WWF ou Greenpeace) et les gouvernements. Il va efficacement relayer les exigences des premières en les habillant d'un semblant de légitimité scientifique.

États-Unis : la marche vers le pouvoir

Le 22 avril 1970, des milliers d'étudiants américains descendent dans la rue pour protester contre la « destruction de l'environnement » : c'est le premier « Jour de la Terre », dont les préparatifs furent financés par Robert Anderson, sur son argent personnel. Dennis Hayes, professeur à l'université de Stanford et futur expert du Worldwatch Institute de Lester Brown, s'exprimait ainsi ce jour-là, dans les colonnes du *New York Times* :

« Le 22 avril est un instrument (...) [pour] repousser l'idée stupide que « plus grand » soit mieux, que « plus vite » soit mieux, que le monde est sans limites, Amen. Cela n'a jamais été vrai. C'est la présomption de l'autorité de l'homme sur la nature et sur les lois de la nature. Au lieu de rechercher l'harmonie, l'homme a cherché à soumettre le monde entier. Les conséquences commencent à se faire sentir et nous n'avons plus beaucoup de temps à notre disposition. »

Peu de mois après, un Congrès américain ignorant et naïf adoptait une nouvelle loi, le National Environment Policy Act (NEPA), qui allait donner naissance à la fameuse Environment Protection Agency (EPA). Elle était écrite par Lyndon Caldwell, un disciple du malthusien fanatique Paul Ehrlich, qui dit après coup :

« La NEPA implique une grande modification, et à terme une inversion des priorités dans la politique économique de la nation. (...) Il me semble que le Congrès n'avait pas prévu les effets destructeurs qu'elle aurait sur l'économie traditionnelle. »

Et de fait, en exploitant la nouvelle loi et en créant à partir de rien un lobby écologiste, les

élites malthusiennes américaines réussirent en peu d'années opérer une profonde transformation. Entre autre choses, la NEPA a permis de bloquer le programme nucléaire américain. De 1970 à 1979, à cause de la guerre d'usure basée sur les procédures juridiques chères à la NEPA, le temps moyen de construction d'une centrale nucléaire passait de moins de quatre années à plus de neuf. Au début des années 80, la part du nucléaire dans la consommation électrique nationale aurait dû être de 22% ; ce fut à peine 13%. Le chien de garde qui devait contrôler l'application des nouveaux règlements fixés par la NEPA et exploiter toutes les chicanes juridiques possibles fut le Natural Resource Defense Fund (NERD) fondé en 1970.

Dès 1971, grâce à un juge de Boston, le NRDF obtenait sa première grande victoire : la Commission américaine à l'énergie atomique (AEC), qui concédait au nom du gouvernement les licences d'exploitation et de construction de centrales nucléaires, devait désormais tenir compte de « l'impact sur l'environnement et sur le milieu » avant de donner son accord à une nouvelle implantation. La même année, James Schlesinger fut nommé à la tête de l'AEC. Neuf jours après sa nomination, il décidait que l'AEC ne ferait pas appel contre la décision de justice de Boston. Faire une étude d'impact semble légitime, mais il faut bien voir que la décision ouvrait une boîte de Pandore permettant aux groupements écologistes de contester à plusieurs reprises les termes et la nature de cette étude. Du fait de cette décision juridique, 93 réacteurs furent soit annulés soit ajournés, soit encore contraints à opérer au minimum de leur capacité. Depuis 1979, pas un seul nouveau projet de centrale nucléaire n'a été lancé aux États-Unis. Un an après cette décision, la Fondation Ford lançait en 1972 un projet doté de 4 millions de dollars destiné à prouver que l'énergie nucléaire était dangereuse et non rentable. C'est dans la même fondation que furent élaborés les premiers rapports sur le risque de terrorisme nucléaire.

Jimmy Carter : de l'Unfinished Agenda à Global 2000

En 1975, le Rockefeller Brothers Fund lança un projet intitulé Environment Agenda Taskforce. Dirigé par Gerald Barney, il avait pour tâche de rassembler tout le mouvement écologiste américain dans le but de préparer un « rapport de consensus » du mouvement sur les objectifs des dix prochaines années. Ce groupe de travail des Rockefeller coïncidait avec le lancement d'un autre projet, celui du *Projet pour les années 80* du Council on Foreign Relations. L'idée était de proposer une série d'initiatives économiques et financières face à l'aggravation de la crise économique internationale. Sa stratégie peut se résumer en une phrase choc que l'on trouve dans le rapport : « La désintégration contrôlée de l'économie mondiale ». Le *Projet pour les années 80* allait devenir la politique gouvernementale lorsque ses auteurs furent nommés dans l'administration Carter. Zbigniew Brzezinski à la tête du Conseil de sécurité nationale, Cyrus Vance, qui proposait « un nouvel ordre mondial basé sur l'écologie » au département d'État, et enfin Paul Volcker, gouverneur de la Réserve fédérale.

Les recommandations du *Projet pour les années 80* recoupaient parfaitement celles du groupe Rockefeller : réduire la population mondiale à 2 milliards de personnes pour la fin du XX^e siècle. Les treize membres de ce dernier groupe consultèrent les représentants des principales organisations écologistes américaines ainsi que soixante-douze « experts écologistes ». En 1977, le groupe aboutissait à la publication de ses conclusions, titrées *The Unfinished Agenda*, et formulaient les requêtes suivantes :

- Définir un objectif national pour la réduction de la population ;
- Encourager la stérilisation dans le tiers monde ;
- Restreindre sévèrement l'immigration aux États-Unis
- Lier toute forme d'aide à un pays tiers à la condition que le taux de natalité ne dépasse pas celui de la mortalité ;
- Réduire la productivité de l'agriculture américaine ;
- Renoncer aux intrants chimiques en agriculture (engrais et pesticides) ;
- Abandonner la fission nucléaire comme source d'énergie ;
- Limiter l'augmentation de la consommation d'électricité ;
- Réduire les projets d'expansion du réseau autoroutier.

Le fait que les auteurs s'intéressaient davantage à un changement en profondeur des valeurs de notre société qu'à la « rareté des ressources » émerge de la conclusion du rapport, sous la plume de Gerald Barney :

« La transition de l'abondance à l'austérité requiert un changement de valeurs en profondeur. Dans l'abondance, les intérêts personnels et l'individualisme sont la clef du succès et de la croissance. Dans l'austérité, les valeurs nécessaires à la survie sont paradoxales : il est dans l'intérêt de chaque individu de mettre l'intérêt de la société au-dessus du sien propre ; la survie et la stabilité sont à ce prix. Nous vivons dans le milieu commun de la planète et nous faisons maintenant l'expérience du passage de l'abondance à l'austérité. Le défi immédiat qui est devant nous ne réside pas dans les limites physiques de la croissance, mais plutôt dans la transformation à grande échelle des valeurs humaines. »

Lors de son inauguration en janvier 1977, Jimmy Carter présenta James Schlesinger comme le « tsar de l'énergie » de son administration, chargé de coordonner toutes les politiques de l'énergie et de l'environnement. Peu après, Carter créera d'ailleurs le département de l'Énergie, qui sera dirigé par Schlesinger. Mais dès janvier, ce dernier entamait une série de rencontres avec les dirigeants écologistes comme Dean Abrahamson, Gustave Speth, du NRDF, Jil Kubie, de l'Environment Research Center, pour coordonner les activités de l'administration et des mouvements concernés.

En février 1977, le conseiller en politique intérieure du président, Stuart Eizenstatt, fut invité à l'ultime réunion du groupe qui venait de publier l'Unfinished Agenda. Il commença son intervention en assurant ses auditeurs qu'à la fin du premier mandat de Carter, l'Agenda serait effectif. Et de fait, en avril, lorsque l'administration Carter rendit public son plan énergétique, on découvrit en effet que c'était une copie conforme de l'Agenda.

Le 3 mai 1978, la collaboration entre le gouvernement et les divers mouvements écologistes se renforça au cours de la manifestation du Jour du Soleil, réplique du Jour de la Terre. Des centaines de milliers de personnes célébrèrent ce nouveau culte solaire, soutenu et appuyé par l'administration.

En 1979, le président Carter commandait une étude qui allait devenir internationalement connue sous le nom de *Global 2000*. Coordinée par le secrétaire d'État Cyrus Vance et le conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, un groupe de travail se mettait en place ; il regroupait le Bureau pour les océans, l'environnement international et les questions scientifiques du département d'État et le Conseil pour la qualité de l'environnement de la

Maison Blanche. Le coordinateur du projet était Gus Speth, du NRDF, et le directeur en était Gerald Barney.

Peu de temps après, le rapport de la Commission Nord-Sud de l'Internationale socialiste paraissait, reprenant mot à mot les recommandations programmatiques de *Global 2000* : contrôle des naissances, technologies « appropriées » pour le tiers monde, économies et restrictions énergétiques, etc. Malgré le changement d'administration en 1980, il n'y eut pas d'inversion réelle de cette tendance dans la technocratie américaine, qui y reste hégémonique depuis lors.

L'internationale verte

La conférence de Toronto organisée en juillet 1980 tentait de consolider toutes ces avancées du malthusianisme. 6000 participants de 45 pays prirent part à la « première conférence globale sur le futur ». Le discours inaugural, intitulé « Penser globalement, agir localement » fut prononcé par Maurice Strong, après qu'un message de la reine d'Angleterre eut été lu. Enchanté par les résultats obtenus lors des quinze dernières années, le pétro-financier canadien saluait « les effets combinés du régionalisme et de la pensée globale (...) qui affaiblissent irrémédiablement le rôle de l'État-nation comme système de gouvernement ».

Pendant la conférence, l'écologiste autrichien Robert Jungk, animateur de la Nouvelle Droite, lança un appel à la création d'une « nouvelle internationale, dont les buts seront différents de ceux poursuivis par l'internationale socialiste », l'internationale verte : pacifistes, alternatifs, punks, autonomistes, terroristes, etc. Cette conférence fut entre autres financée par IBM Canada, Royal Bank of Canada, Sun Life Insurance et Rank Xerox. Cette collaboration entre les cercles du capitalisme financier (à l'opposé du capitalisme industriel) et les milieux écologistes a été constante. Nous avons déjà vu le rôle fondamental joué par les fondations de certains groupes industriels dans le financement de divers projets : la Fondation Ford, mais aussi les fondations Volkswagen ou Agnelli (Fiat) pour le Club de Rome. Ces fondations, dont on pourrait penser *a priori* qu'elles aideraient plutôt les intérêts du capitalisme industriel, sont souvent contrôlées par les *fundi*, représentants de l'ancienne oligarchie terrienne et de la rente financière.

En fait, la Conférence de Toronto ne faisait qu'entériner un processus déjà abouti : c'est dès 1977 que commençaient les premières manifestations violentes contre les centrales nucléaires : Seabrook aux Etats-Unis, Creys-Malville en France, Brokdorf en Allemagne. En 1980, le monde industrialisé était déjà envahi par des armées de cette « internationale verte », armées composées de jeunes profondément marqués par le pessimisme culturel propagé par leurs aînés. L'un des slogans les plus connus des Verts allemands était : « Ich habe Angst » (« J'ai peur »). Dans son livre *Cent pages pour l'avenir*, Aurelio Peccei dresse le bilan :

« Ces groupes [écologistes] sont devenus innombrables. Ils sont nés séparément, sur différents fronts et avec des objectifs séparés. Ce sont le mouvement pour la paix, pour la libération de la femme, le soutien aux minorités, le contrôle des naissances, les mouvements de libération nationale, de défense des droits civiques et humains ; les apôtres de la technologie à visage humain et de l'humanisation des postes de travail ; les travailleurs sociaux et les militants pour un changement social ; les écologistes, les amis de la nature et des animaux, les contestataires non-violents, les objecteurs de conscience, etc. (...) C'est une

espèce d'armée populaire, active et potentielle. (...) Un jour, il faudra trouver les moyens de consolider leurs forces éparses et de les diriger contre des objectifs stratégiques. »

Entre-temps, Peccei a disparu, mais son armée populaire est restée et sa puissance est redoutable : capable d'arrêter de grands projets industriels ou scientifiques, de faire tomber des gouvernements, ayant le soutien des plus grands médias (de *CNN* au *Monde*), elle est aujourd'hui arrivée à la réalité du pouvoir : Joschka Fischer, l'ancien squatter et ami des terroristes de la Rote Armee Fraktion, est ministre des Affaires étrangères du plus puissant pays d'Europe. Dominique Voynet a pris en main l'aménagement du territoire en France. Et l'ancien président de Greenpeace-France, Olivier Deleuze, est secrétaire d'État à l'énergie en Belgique.

De la bombe au projet de loi, un partage du travail

« J'ai fondé les Amis de la Terre pour faire paraître le Sierra Club raisonnable. Ensuite, j'ai fondé le Earth Island Institute pour faire paraître les Amis de la Terre raisonnables. Aujourd'hui, c'est le groupe Earth First ! qui nous fait paraître raisonnables. Maintenant nous attendons ce qui pourrait venir et faire paraître Earth First ! raisonnable. »

Celui qui s'exprime ainsi en août 1992, n'est autre que David Brower qui, ayant alors l'âge de 77 ans, pouvait être considéré comme l'un des pères du mouvement écologiste américain. C'est d'ailleurs du respectable Sierra Club que viennent également les fondateurs de Greenpeace et de Earth First !

Que signifie ce genre de déclarations ? Qu'il existe au sein du mouvement écologiste international un certain « partage du travail » entre, d'une part, les groupes dit « raisonnables » qui tels que le Sierra Club ou le WWF vont intervenir directement au niveau des institutions, des lois, des gouvernements pour empêcher, par exemple, que des travaux puissent avoir lieu sur telle région dans laquelle ils prétendent protéger la faune et la flore ; et, d'autre part, les groupes dits « extrémistes » tels que Earth First ! (qui ne s'attaque officiellement qu'à du matériel) ou ALF (qui s'attaque à des personnes) qui poursuivent finalement les mêmes buts que les précédents. Chaque groupe écologiste joue souvent le rôle de « tremplin » vers un autre groupe plus radical et il y a de fait une étroite collaboration entre eux.

Nous ne voulons pas dire par là que tout le mouvement vert est machiavéliquement dirigé par un petit groupe, se servant de telle ou telle organisation selon ses besoins. Bien sûr, il y a une certaine autonomie de pensée et d'action entre ces organisations différentes. Il peut même y avoir des combats de factions très durs. Par exemple, le fondateur de Robin des Bois, Jacky Bonnemaïn, a été exclu de Greenpeace et n'hésite pas à attaquer la corruption des dirigeants de la multinationale verte : « Ils sont tous pourris jusqu'à l'os. C'est foutu ! » ; mais ceci ne signifie pas que les deux organisations ne s'entendent pas sur des actions communes...

Le point sur lequel nous voulons insister, c'est que si l'on veut comprendre le mouvement écologiste international, il faut le considérer comme un tout qui a une « logique » interne et un but global – la fin de la société industrielle – et pas simplement comme la somme d'une multitude d'organisations concurrentes. Car, en fait, si l'on place à l'une des extrémités de la chaîne, les oligarques qui ont créé le Club de Rome, et à l'autre bout le tueur « isolé » Unabomber, qu'y a-t-il de commun entre tous ces acteurs ? Le simple fait que lorsque les

premiers vont dire que « l'homme est un cancer pour la planète », ils façonnent l'environnement culturel d'où est issu le second.

Si l'on considère à titre d'exemple deux groupes tels que le WWF et Greenpeace, *a priori* tout semble les séparer : Greenpeace cultive l'image d'un groupe de combattants, ennemi juré du monde de l'industrie. Le WWF au contraire est dirigé par des « gentlemen » élégants pour qui recevoir des subventions de la part d'un industriel ne pose pas de problème particulier.

Cependant, non seulement Greenpeace n'est pas gêné pour recevoir des fonds de la part du WWF, mais la collaboration entre les deux est suffisamment étroite pour que Greenpeace International ait un lien sur son site Internet avec celui du WWF à la page des sites amis. En France, leur collaboration a été particulièrement étroite dans le collectif SOS-Loire vivante ; en Suisse, elle a été aussi très vivace dans l'organisation des Européens contre Superphénix. En Angleterre, une source proche du prince Philip nous a déclaré en 1995, au moment de la campagne internationale contre les essais nucléaires français (voir ci-dessous), que le WWF, Greenpeace et les Amis de la Terre avaient développé « un triple jeu intéressant ». Le WWF, a-t-il noté, « travaille au niveau du gouvernement et des entreprises ». Dans le cas où les représentants du gouvernement et des entreprises renâclent à lancer des réformes « écologiques », les responsables du WWF avertissent subtilement que cela pourrait provoquer des manifestations des Amis de la Terre :

« Et si cela ne marche pas, les gens du WWF font savoir que Greenpeace pourrait faire une action spectaculaire. (...) Le WWF est capable de faire savoir que, si les choses bougent trop lentement sur certains sujets, Il pourrait être "suggéré" à Greenpeace qu'il est nécessaire d'augmenter la pression. »

Quant au consort royal, cette source a déclaré :

« Le prince Philip aime l'action dramatique, c'est un homme d'action lui-même, il aime donc beaucoup l'orientation de l'action vers Greenpeace. »

Vers une religion écologiste

Au début des années 70, la campagne lancée par le Club de Rome sur la raréfaction des ressources battait son plein. Cependant, il ne suffirait que de quelques années pour prouver scientifiquement que ces prévisions pessimistes étaient totalement fausses. Dans ce cas le mouvement écologiste international aurait risqué de s'éteindre de lui même faute d'une assise « culturelle » suffisamment solide : la peur de la raréfaction des ressources ne pouvant pas jouer ce rôle très longtemps. Cependant la « brèche » ouverte par le Club de Rome avait suffisamment effrayé l'opinion publique pour que s'y engouffre l'irrationnel qui accompagne la peur. Cette peur ayant rendu suspecte la science et sa « prétention de résoudre les problèmes de l'humanité », il fallait du point de vue des malthusiens mettre quelque chose pour combler le vide laissé par la science. La contreculture rock-sexe-drogue visant la jeunesse de l'époque avait contribué en partie à ce changement de paradigme culturel. Une autre attaque touchant plus immédiatement les élites de la société en vue de créer un mouvement de masse fut alors lancée contre la religion. Cette attaque qui cherchait provoquer un sentiment de culpabilité dans la population (« vous avez trop consommé, maintenant vous devez faire pénitence »), visait essentiellement à créer une religion de substitution.

James Lovelock et le culte de Gaïa

Parmi ceux qui ont contribué à la création de ce genre de religions figurent un certain nombre de personnalités ayant acquis une renommée dans le domaine scientifique. On y trouve l'anthropologue Margaret Mead, et surtout, le chimiste britannique James Lovelock, père de l'« hypothèse Gaïa ». Ce nom vient de l'ancienne déesse grecque et signifie la « Mère Terre ». Lovelock reprend en fait l'idée du savant russe Vernadsky – le véritable père de la notion de biosphère – mais qu'il dénature complètement. Selon Vernadsky, l'ensemble de la biosphère doit être considéré comme un tout. Cependant, la principale caractéristique de la vie c'est son développement permanent ; dans une telle perspective, la conquête spatiale et l'action de l'homme sur son environnement pour rendre des déserts habitables sont donc des activités cohérentes avec le développement de la nature. Par contre, chez Lovelock, la notion de biosphère devient prétexte à des thèses malthusiennes.

Au cours d'une interview dans *Orion Nature Quaterly* (Hiver, 1989), Lovelock s'explique :

« Nous savons que la proportion d'oxygène est restée relativement constante sur la Terre pendant des centaines de millions d'années. Donc, puisqu'aucun processus physique ou chimique ne permet aux niveaux d'oxygène de rester constant, il doit y avoir quelque chose qui régule. (...) Une chose qui frappe en Irlande, c'est le nombre d'autels à la Vierge Marie. Ces autels sont merveilleusement décorés, ils sont peints de couleurs vives et toujours entourés de brassées de fleurs fraîches. À l'inverse, les églises sont des endroits poussiéreux plutôt horribles. Peut-être que les gens qui prient auprès de ces autels ne pensent pas seulement à la Vierge chrétienne, mais à une vierge plus ancienne, Gaïa, la mère de la Terre. Après tout, cela concorde merveilleusement bien : Gaïa est à tout point de vue immortelle. Elle a vécu 3500 millions d'années, ce qui est déjà plus que quelques étoiles, et elle semble bien partie pour vivre encore pendant une période de temps d'amplitude stellaire. Elle est la source éternelle de la vie. Elle est certainement vierge, elle n'a pas besoin de se reproduire puisqu'elle est immortelle. Elle est notre mère à tous dans un certain sens y compris de Jésus. »

Lorsqu'il est ensuite question de la relation de l'homme à la nature, Lovelock écrit dans son livre, *The Ages of Gaïa* :

« Gaïa, telle que je la vois, n'est ni une mère tolérante, ni une demoiselle fragile et délicate mise en danger par l'humanité. Elle est directe et dure, gardant le monde chaud et confortable pour ceux qui obéissent aux lois, mais impitoyable pour ceux qui les transgressent. Son but inconscient est de garder une planète adaptée à la vie. Si les humains s'y opposent, ils seront éliminés avec aussi peu de pitié qu'on en trouverait dans le cerveau électronique d'un missile intercontinental arrivant sur sa cible. Gaïa n'est pas antihumaine, mais elle n'hésitera pas à nous remplacer par une espèce plus respectueuse de l'environnement si nous continuons comme cela. Cela dépend de vous et de moi. Si nous considérons le monde comme un organisme vivant dont nous ne sommes qu'une petite partie, et non des propriétaires, ni même les gérants, notre espèce pourrait survivre pendant la durée qui lui a été allouée ».

Lovelock, qui aime se décrire comme un scientifique calme et isolé, appartient à une

curieuse organisation nommée « Lindisfarne » et fondée par Margaret Mead. D'après ses propres dires, il s'agit d'une « communauté de penseurs affiliée à Saint-John the Divine à New York ». « On y trouve des prêtres, des économistes, des écologistes qui intègrent mon idée dans leur philosophies. La cathédrale sert en fait de quartier général au Temple de la Compréhension, un projet religieux du nouvel âge affilié aux Nations unies et qui colporte toutes les variétés possibles de « religions » néopaiennes, sataniques ou lucifériennes. Associée à la cathédrale on trouve également une organisation appelée « Institut Gaïa » dont le but est la création de sectes consacrées à la déesse Mère. Au cours d'une interview au magazine scientifique *21st Century*, Priscilla Peterson, directrice du Temple de la Compréhension, a déclaré que, dans le contexte de la bataille écologique pour sauver la planète, l'Institut Gaïa cherche à créer une nouvelle religion autour d'une déesse : « Beaucoup disent que la tradition religieuse dominante en Europe, le christianisme, est responsable de la dégradation de la nature. »

Les églises, courroies de transmission

Les idées de Lovelock sur la religion ont trouvé de l'écho en particulier auprès de Philip, le duc d'Édimbourg. C'est ainsi qu'en 1986, à l'occasion du 25^{ème} anniversaire du WWF, il organisa à Assise (Italie) une rencontre internationale de trois jours qui a réuni des représentants de toutes les religions pour discuter d'écologie. Ce sommet a vu notamment la création du Religious and Conservation Network. « Ce réseau a généré des centaines de projets de conservation dans le monde », selon un communiqué de presse du WWF de 1995, année au cours de laquelle a été créé un nouveau réseau pour lui succéder : l'Alliance for Religion and Conservation (ARC) lors d'un nouveau « sommet religieux » organisé par le prince Philip.

Les journées d'Assise ont également débouché sur l'organisation de la NACRE, North American Conference on Religion and Ecology (Congrès nord-américain sur la religion et l'écologie), à partir de 1990. Assistèrent à cette première rencontre de NACRE des personnalités telles que son président Donald Conroy, ancien « conseiller éthique » de la Banque mondiale, ainsi que le ministre de l'Environnement américain de l'époque, William Reilly, le scientifique Carl Sagan et Al Gore, qui était alors sénateur du Tennessee. Intitulée « rendre soin de la création », cette réunion qui a eu lieu en la cathédrale épiscopale nationale de Washington avait pour but de répandre le culte de la terre parmi les 650 000 communautés religieuses du continent.

Le prince Philip y a notamment attaqué les religions révélées coupables, selon lui, d'avoir provoqué une catastrophe écologique. « Il est maintenant clair que le pragmatisme écologique des religions soi-disant païennes comme celles des Indiens d'Amérique, des Polynésiens ou des Aborigènes australiens était beaucoup plus réaliste en terme d'éthique de la conservation, que les philosophies monothéistes, plus intellectuelles, des religions révélées ». Le but explicite de NACRE était bien entendu de s'attaquer à l'un des fondements de la religion judéo-chrétienne : l'idée exprimée dans la Genèse (1-28) selon laquelle l'homme a pour mandat d'être fécond, de se multiplier et de dominer la Terre – le principal obstacle culturel aux malthusiens.

Le message de Michael Fox, directeur du Centre pour le respect de la vie et de l'environnement de la Human Society of the United States, consistait essentiellement à dire

que l'attitude « dominatrice » de l'homme par rapport au royaume animal a entraîné un « holocauste ». Déplorant la perte des « traditions religieuses des premiers âges qui liaient l'humanité au royaume animal par l'intermédiaire de la Terre-Mère, la matrice créatrice... Gaïa, Pan Diane » et leur remplacement par les « religions mâles monothéistes de la raison », le Dr Fox regretta également « l'âge d'or de nos ancêtres vivant de la chasse et de la cueillette et l'âge d'argent des peuples vivant de l'agriculture sédentarisée ».

Jürgen Moltmann, professeur de théologie à l'université de Tübingen (Allemagne) et collaborateur de Hans Kung, a insisté sur la nécessité de « changer l'image de Dieu : la vision de Dieu de l'homme moderne, celle qui date de la Renaissance, où Dieu est vu comme le Seigneur du Monde alors que la Terre n'est qu'un objet passif... Il nous faut changer cette image parce que cela détermine comment l'homme se considère dans ses rapports avec la nature ». Moltmann a également appelé à développer une « Écologie divine » et « à intégrer les droits des animaux et les droits de la nature dans la constitution ».

Lester Brown, dirigeant du Worldwatch Institute, a donné une présentation qui portait sur « l'économie globale écologiquement soutenable » : stabiliser la population, éliminer les carburants fossiles et les remplacer par des énergies renouvelables, protéger la couche d'ozone et arrêter le réchauffement de la Terre par une taxe sur les gaz à effet de serre.

Pour donner une idée de l'impact politique à l'échelle internationale que peut avoir une telle conférence, nous citons également le discours que Yves Cochet, l'actuel député Vert et vice-président à l'Assemblée nationale, a donné à l'époque de cette première conférence NACRE, lors du premier parlement vert à Strasbourg tenu par les écologistes de l'Est et de l'Ouest. Cochet a appelé « à la formulation symbolique d'un nouveau mythe sur lequel pourrait se construire l'humanité. (...) Certains auteurs ont noté qu'on assistait au retour des valeurs religieuses à cause du manque de symbolisme dans les relations sociales. Il existe sans aucun doute une lacune politique, sociale et spirituelle que l'on peut combler par un nouveau mythe populaire capable de générer une identité collective et une cohésion sociale. L'écologie pourra-t-elle combler ce manque au niveau mondial ? »

Une réponse œcuménique à la CNUED

Le sommet de la Terre à Rio en 1992 a été également une étape importante dans la propagation du culte de la terre. En effet, en marge de la CNUED (Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement), 176 délégués des Églises du monde entier se sont réunis à Rio pour réfléchir sur le thème : « A la recherche d'un ciel nouveau et d'une terre nouvelle : réponse œcuménique à la CNUED ». Il est sorti de ces réunions un certain nombre de documents émanant du Conseil œcuménique des églises (qui regroupe essentiellement des confessions protestantes et orthodoxes) dont les conclusions sont très brutales : la civilisation a pris un mauvais chemin au cours de la Renaissance. Il faudrait donc revenir à cette époque et supprimer définitivement l'idéal humaniste qu'elle a contribué à promouvoir.

Le Conseil considère – ce qui est correct – que la révolution scientifique et industrielle des cinq derniers siècles découle directement de la vision de l'homme propagée par la Renaissance : *Imago Viva Dei*, l'homme fait à l'image de Dieu, capable d'intervenir dans l'univers en le transformant par la technologie. C'est cette conception, selon le Conseil, qu'il faut détruire : « L'élaboration d'une théologie de la création centrée sur l'écologie demande

que nous réexaminions quelques-uns des présupposés fondamentaux de l'anthropologie théologique. La conception hiérarchique de l'*Imago Viva Dei*, qui place l'être humain loin au-dessus du reste de la création, doit être réinscrite dans une perspective plus relationnelle. (...) La doctrine du péché doit être réinterprétée de façon nouvelle dans le contexte de la crise écologique ».

Cette vision théologique a évidemment des conséquences pratiques. Le Conseil déclare que « la nature anthropocentrique traditionnelle de la théologie chrétienne a contribué à ce qu'une seule de ces espèces – l'espèce humaine – en détruit et en menace beaucoup d'autres ». La première des conséquences est donc le repentir : nous n'avons pas « entendu les cris des populations autochtones qui nous répètent depuis des siècles que la modernité souillera son nid et ira jusqu'à dévorer ses enfants. C'est pourquoi nous devons nous affliger et nous repentir. Nous avons offensé notre Dieu, « créateur du ciel et de la terre », nous avons blasphémé contre la vie. (...) Nous devons veiller à faire pénitence pour les péchés commis contre la nature et éprouver de la compassion pour les êtres auxquels nous faisons mal ». Il en découle naturellement une réduction de l'activité industrielle :

« Si l'on veut réduire le danger que constitue le réchauffement de la planète, il est impératif que les pays industrialisés changent radicalement de mode de vie, diminuent leur consommation d'énergie et réorientent sérieusement leur économie. »

Pour ne pas prendre ce genre de déclaration à la légère, rappelons que le Conseil œcuménique des Églises représente la majorité des églises protestante nord et sud-américaines. Il regroupe également les églises orthodoxes d'Orient et l'ensemble des églises protestantes d'Asie. Parmi ceux qui ont élaboré ce texte extrémiste, on trouve Herman Daly, représentant de la Banque mondiale. On trouve également une représentante du Patriarche de Moscou. Notons également que les quatre derniers présidents américains appartiennent à des confessions représentées au Conseil œcuménique.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie I.3

I. ORIGINES ET FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES

3. L'environnement global, un substitut à la Guerre froide pour parvenir au gouvernement mondial -

L'écroulement du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 ont été perçus comme une catastrophe par un certain nombre de cercles, notamment les héritiers de Russell, qui voyaient dans la menace atomique permanente découlant de l'affrontement Est-Ouest, la possibilité de forcer la création d'une institution supranationale globale. Ces milieux ont immédiatement cherché des « menaces de substitution » et sont rapidement tombés sur l'environnement.

En fait, l'environnement a été très tôt perçu comme un puissant moyen de mobiliser les institutions et de forcer les États-nations à se soumettre à une loi supérieure, celle de la planète. Le rapport *Halte à la croissance ?* cite ainsi un discours du secrétaire général de l'Onu, Ulrich Thant :

« Je ne voudrais pas dramatiser, mais la seule conclusion que je puisse tirer des informations en ma possession, c'est qu'il reste à peine dix ans aux nations membres de l'Onu pour oublier leurs anciennes querelles et s'associer pour mettre un terme la course aux armements ; pour sauver l'environnement, pour freiner l'expansion démographique et pour donner l'impulsion nécessaire au développement des contrées les moins privilégiées.

« Si l'on ne parvient pas à un tel accord au cours de la prochaine décennie, j'ai bien peur que les problèmes que j'ai soulevés aient pris une telle ampleur qu'il sera devenu totalement impossible de les surmonter. »

Ce discours correspondait exactement aux thèses développées dans un rapport qui fit grand bruit aux États-Unis, lorsqu'il parut anonymement en 1967 : *Report from the Iron Mountain on the Possibility and the Desirability of Peace*. Ce texte se présentait comme le résultat du travail d'un groupe d'experts commandité par le gouvernement américain. Il provoqua un tel choc que la Maison Blanche dut démentir toute responsabilité dans sa création. En fait, il semble bien que ce groupe d'experts ait bien été commandité par l'administration Kennedy, sans doute à l'initiative de McGeorge Bundy et McNamara. C'est ce qu'affirme John Kenneth Galbraith, le célèbre économiste, qui fut lui-même invité à participer à ce groupe. Il écrit dans la préface de l'édition française du rapport :

« De même que je prends personnellement la responsabilité de l'authenticité de ce document, je puis témoigner en faveur de la justesse de ses conclusions. Mes réserves ne concernent que l'imprudence avec laquelle il a été mis à la disposition du public, qui n'était évidemment pas prêt à le comprendre ».

De fait, l'un des membres du groupe confia le manuscrit du rapport à Leonard Lewin pour qu'il le publie. Anatole Rappoport, du Tavistock Institute, témoigna également en faveur de l'authenticité de ce rapport, qui aurait été écrit entre 1963 et 1965. Le gouvernement américain souhaitait analyser la situation nouvelle qui découlait de la Guerre froide entre deux superpuissances atomiques. Tout affrontement étant exclu par la doctrine de destruction mutuelle assurée, on allait vers la paix perpétuelle, situation inédite pour l'humanité. En résumé, le rapport soutient que la guerre remplit des fonctions fondamentales dans la société : maintien de la cohésion sociale, fort contrôle gouvernemental sur l'économie, contrôle de la surpopulation, source de progrès scientifique et d'inspiration artistique, etc. La guerre étant devenue impossible, elle ne peut plus assumer ses fonctions sociales de façon crédible, il faut lui trouver un substitut. Le rapport examine de nombreuses possibilités, parmi lesquelles la menace écologique occupe une place de choix :

« Le modèle consistant à polluer le milieu ambiant [volontairement, pour obtenir une menace de substitut] ne paraît pas répondre suffisamment aux exigences d'un contrôle social immédiat, sauf s'il consistait en une accélération arbitraire des tendances actuelles à la pollution, ce qui, en revanche, poserait la question de savoir si de telles pratiques pourraient

être acceptables politiquement. La question poserait une nouvelle attitude à l'égard de la *création d'ennemis fictifs* qui demanderait à être encore sérieusement étudiée. (...)

«La pollution totale du milieu pourrait remplacer la possibilité de destruction en masse par des engins nucléaires en tant que principale menace apparente exercée contre la survie de l'espèce. L'empoisonnement de l'air ainsi que des sources principales de nourriture et d'eau est déjà en bonne voie et, à première vue, pourrait apparaître comme prometteur, vu sous cet angle ; cet empoisonnement constitue une menace contre laquelle on ne peut se défendre qu'en utilisant à fond l'organisation sociale et le pouvoir politique. Mais selon ce qu'on en sait aujourd'hui [en 1967], il faudra encore attendre la vie d'une génération ou d'une génération et demie avant que la pollution du milieu ambiant, si grave qu'elle soit déjà, devienne suffisamment menaçante, à l'échelle mondiale, pour pouvoir offrir une base possible à une solution de ce genre.

« Il est vrai que le taux de pollution pourrait être accru de façon sélective à cette fin ; en fait, la simple modification des programmes actuellement appliqués pour éviter la pollution pourrait accélérer le processus dans une mesure suffisante pour rendre plus rapidement cette menace digne de foi. Mais le problème de la pollution a été si largement exposé au public au cours des dernières années qu'il semble désormais hautement improbable qu'un programme de pollution du milieu, délibérément entrepris, puisse être utilisé d'une manière acceptable à des fins politiques.

« Si invraisemblables que puissent paraître les ennemis de remplacement possibles dont nous venons de parler, il nous faut insister sur le fait qu'il en faudra trouver un, d'une ampleur et d'une crédibilité suffisantes, si l'on veut que la transition vers la paix aboutisse un jour sans désintégration sociale. Il est plus que probable, selon nous, *qu'une telle menace devra être imaginée, plutôt que créée*, à partir de situations inconnues. »

(Leonard Lewin, *Report from the Iron Mountain on the Possibility and Desirability of Peace*, New York, the Dial Press, 1967. Traduit en français sous le titre *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Levy, Paris, 1967. C'est nous qui soulignons.)

Le rapport eut un effet détonant sur une société américaine. Même si de nombreux auteurs l'ont dénoncé comme une plaisanterie malsaine, ou ont relevé ses approximations scientifiques (en économie et en sociologie), il a de toute façon provoqué un débat en profondeur, nourri d'un mélange de fascination et d'horreur qui peut s'expliquer ainsi : même s'il est évident que ses hypothèses sont inhumaines et totalitaires, il ne l'est pas moins que celles-ci ont été acceptées par nos dirigeants et nos sociétés. Le « discours fort », révolutionnaire, sert aussi de justification intellectuelle au totalitarisme en préparation.

Comme le rapport *Halte à la croissance ?* qui le suivra, ce document doit être considéré comme une opération de manipulation psychologique à l'échelle planétaire (quoique son impact immédiat s'est surtout fait sentir aux États-Unis), un épisode majeur de la guerre psychologique et idéologique menée par les malthusiens pour transformer le paradigme des sociétés occidentales.

Les idées de la « Montagne de fer » (Iron Mountain) vont en effet prendre racine et aboutir, *in fine*, à la création d'une nouvelle menace globale, le réchauffement global. Problème transfrontalier, transversal et systémique, ce réchauffement global possédait toutes les qualités requises du point de vue des opposants à la société industrielle : en touchant aux émissions de carbone et de méthane, on touche au cœur de l'industrie et de l'agriculture modernes.

Par sa nature systémique, le problème de réchauffement global force la création

d'institutions supranationales. Le totalitarisme se présente alors comme une nécessité logique parée d'une justification scientifique.

Le rapport que la Commission trilatérale (voir encadré p.46) fit paraître en 1991, juste avant le Sommet de la Terre de Rio, va reprendre les idées maîtresses de la « Montagne de fer » (Jim MacNeill, Pieter Winsemius, Taizo Yakushiji, *Beyond interdependence*, New York, Oxford University Press, 1991) :

« La crainte d'un conflit nucléaire, qui a exercé une pression psychologique considérable à une époque, s'est traduite par un soutien politique à l'effort de défense, est en train de s'estomper. *Mais certaines menaces environnementales pourraient finir par exercer la même pression dans l'esprit des peuples.* Tout comme l'arme nucléaire, certaines formes de dégradation environnementale constituent des menaces mortelles, l'une comparable à une attaque cardiaque, l'autre à un cancer. Les négociations environnementales pourraient ressembler aux négociations en matière de désarmement. Mais elles différeront au moins sur un point fondamental. Une nation ne peut utiliser l'arme nucléaire comme moyen de pression politique que si elle est forte dans les domaines militaire, technologique et économique. Un pays n'a pas besoin d'être riche ou puissant pour se servir des questions environnementales comme moyen de pression [en refusant de coopérer]. » (C'est nous qui soulignons.)

« En résumé, les années 90 seront moins favorables à la coopération entre les pays de la Trilatérale que ne le furent les années 70 et 80. En l'absence d'une menace extérieure suprême, facilement dramatisée, les citoyens des pays démocratiques auront naturellement tendance à se préoccuper des affaires intérieures et à aborder les problèmes dans une perspective paroissiale. *Mais la Commission trilatérale peut aider à dramatiser les coûts d'un manque de coopération trilatérale* et d'une division de l'économie mondiale en blocs séparés. » (C'est nous qui soulignons.)

Et Albert Gore, vice-président américain, popularisera ce thème dans son livre *Earth in the Balance* (Houghton Mifflin Company, Boston, 1992) :

« De plus en plus de gens se joignent au mouvement de résistance [à la destruction écologique], mais le temps est venu de faire de cette lutte *le principe organisateur central de la civilisation mondiale.* (...) »

« J'ai la conviction que nous devons choisir une ligne d'action sans équivoque, il nous faut faire de la sauvegarde de l'environnement l'épine dorsale de notre civilisation. » (C'est nous qui soulignons.)

Le clone français d'Albert Gore, Michel Barnier, ancien ministre et commissaire européen, reprend aussi la thématique trilatérale :

« [L'ampleur du désastre écologique révélé par la faillite de l'empire soviétique] justifierait un véritable "plan Marshall" de l'écologie, financé essentiellement par l'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon. »

Et le Club de Rome, dans son rapport *Question de survie* (1991), entérine l'adoption définitive par les malthusiens de cette stratégie :

« A la recherche d'un nouvel ennemi qui nous ferait nous unir contre lui, nous en sommes venus à penser que la pollution, la menace du réchauffement de la Terre, la pénurie d'eau, la

famine et le reste étaient les bons candidats. Tous ensemble, avec en plus leurs interactions, ces phénomènes constituent effectivement la menace commune qui appelle la solidarité de tous les peuples. »

Des « modifications institutionnelles » pour sauver l'atmosphère

En fait, de tous ces facteurs, c'est la protection de l'atmosphère qui s'est révélé le facteur le plus efficace en termes d'impact médiatique.

Dès 1975 une conférence intitulée « L'atmosphère menacée et menaçante » fut organisée par l'anthropologue Margaret Mead. Cette dernière expliqua que « c'est la croissance sans précédent de la population mondiale qui a certainement l'influence la plus déstabilisante pour la biosphère ». La conclusion était évidemment la nécessité de réduire la population humaine et son activité industrielle.

Pour que l'opinion publique accepte cette réduction, Margaret Mead proposa ce qui suit :

« Ce que nous demandons aux scientifiques, ce sont des estimations présentées avec suffisamment de conservatisme et de plausibilité. (...) C'est ce qui nous permettra de commencer à construire un système d'alerte artificielle, mais d'alerte efficace, le genre d'alerte qui pousse les animaux à fuir avant le cyclone. (...) Il faut rendre clair que les peuples de toutes les nations sont physiquement interdépendants. Ce n'est que comme cela que nous parviendrons à obtenir les sacrifices dont les hommes sont capables. (...) Il faut donc concentrer toute notre attention sur les dangers qui concernent l'humanité dans son ensemble. (...) [Les chercheurs en] sciences de la nature doivent donc développer des manières de décrire le danger qui nous menace d'une façon qui soit plausible entre eux ».

Autrement dit, la vérité scientifique n'a pas d'importance, seules comptent les explications plausibles sur lesquelles se met d'accord un « club » qui détermine ce que doit croire la population.

La menace du réchauffement climatique une fois établie dans les esprits, suite à diverses manipulations, on peut passer à l'étape suivante : la création d'institutions supranationales. C'est ce qu'affirme en 1987 la Commission Brundtland (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du fleuve, Les publications du Québec, 1989) :

« L'important n'est pas vraiment de savoir si ces futurs énergétiques plus modérés et efficaces sont tout à fait réalisables selon le calendrier prévu. Il s'agit plutôt d'opérer de profonds remaniements politiques et institutionnels pour restructurer les investissements afin de pouvoir se lancer sur cette voie. »

Mais la Commission trilatérale, dans *Beyond Interdependence*, avertit « [qu'il] faudra du courage et une vision politique pour surmonter ces obstacles et procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

Et les hommes d'État n'hésitent pas à approuver, tel François Mitterrand :

« Je crois, en effet, qu'il est nécessaire de créer un organisme supranational qui sera seul capable de veiller efficacement au respect des réglementations internationales qui devront être édictées dans ce but [la protection globale de l'atmosphère].
(Changements climatiques, ce qu'en pensent les hommes d'État, OMM, Genève, 1991.)

Vers une dictature écologiste mondiale

Quels seront ces institutions nouvelles, supranationales, et comment opéreront-elles vis-à-vis des États-nations ? Le premier point est qu'elles ne seront pas démocratiques. La plupart des penseurs écologistes sont élitistes et se livrent à des critiques acerbes contre la démocratie et le peuple avachi. La souveraineté nationale et la légitimité démocratique des gouvernements sont généralement dépeintes comme des vestiges du passé qui empêchent les décisions rationnelles et efficaces et qui laissent la planète Terre sans défense face aux agressions écologiques de l'homme. Au mieux, elles sont inefficaces, comme l'affirme la Commission Brundtland :

« En outre, l'idée de souveraineté nationale a été radicalement modifiée du fait de l'interdépendance sur les plans économique, écologique et de la sécurité. Le patrimoine commun de l'humanité ne saurait être géré à partir d'un centre national, quel qu'il soit : un État seul ne saurait maîtriser des menaces contre des écosystèmes s'étendant à plusieurs pays. On ne peut pallier des menaces contre la sécurité de l'environnement que par une gestion commune et que par des procédures et des mécanismes multilatéraux. »

Plus loin, la Commission affirme, citant le ministre canadien de l'Environnement Tom McMillan, qu'il faut établir « entre les pays une coopération qui leur permette de surmonter la souveraineté ».

Dans un communiqué de presse à l'occasion du sommet de Rio, Michel Rocard, membre du groupe de Bilderberg et animateur de la « deuxième gauche » française fit ces déclarations fracassantes :

« Ne nous faisons pas d'illusions. La communauté des nations doit faire pression ou même utiliser la contrainte contre les pays dont les installations menacent l'environnement. Les instruments internationaux doivent être transformés en instruments de coercition, de sanction, de boycott et, d'ici quinze ans peut-être, de confiscation pure et simple de toute installation dangereuse. Pour parler franchement, ce que nous voulons, c'est légitimer le contrôle de l'application des décisions internationales. »

« Il nous faut une véritable autorité mondiale qui aura en charge le suivi des décisions internationales telles les traités signés (...) Cette autorité doit avoir la capacité de faire exécuter ses décisions. Il lui faut des moyens de contrôle et de sanction. Je connais l'appréhension de certains pays quand ils considèrent que leur souveraineté est menacée. Mais nous ne traitons pas de problèmes nationaux. Il s'agit de problèmes internationaux. La pollution ne connaît pas de frontières et le niveau de la mer ne peut varier en un endroit sans varier également ailleurs. (...) Évidemment, cette autorité supranationale devra être une autorité mondiale. C'est précisément ce caractère international qui favorisera les pays les plus pauvres en les faisant bénéficier de ressources supplémentaires. »

Par rapport à ces institutions, la démocratie est un obstacle. La Commission trilatérale avait consacré un rapport entier à ce sujet (*La crise de la démocratie*, Samuel Huntington, Michel Crozier, Joji Watanuki, 1975) :

« Nous en sommes venus à reconnaître qu'il existe des limites potentiellement désirables à l'extension de la croissance économique. Il y a aussi des limites désirables à l'extension illimitée de la démocratie politique. Un gouvernement qui souffre d'un manque d'autorité et qui s'est engagé dans des programmes intérieurs [pour répondre aux demandes de sa « base »] aura peu de moyens, à moins d'une crise cataclysmique, d'imposer à la population des sacrifices pouvant être nécessaires. »

C'est quasiment le même discours que tient le Club de Rome dans *Halte à la croissance ?* :

« A toutes ces difficultés s'en ajoutera une, majeure, dans la pratique : l'homme politique normal et même l'homme d'État n'agit en général qu'en fonction d'horizons purement électoraux ; ces horizons sont naturellement très en deçà des périodes sur lesquelles, face à certaines évolutions, devraient porter notre réflexion et nos actions. Il y a là une contradiction fondamentale dont il convient d'être conscient et qui ne sera surmontée qu'au prix de changements profonds dans les comportements et dans la nature et l'exercice de certains pouvoirs. »

Alexander King fut le deuxième président du Club de Rome, prototype du technocrate international, déclarant n'avoir « plus de nationalité », il a dirigé les affaires scientifiques de l'OCDE. Il estime que ce sont des gens comme lui qui doivent remplacer les gouvernements démocratiques :

« [Les technocrates internationaux] sont les éminences grises de 'plusieurs gouvernements'. Leur existence permet de résoudre le problème constitutionnel classique : comment concilier le pouvoir d'une indispensable mais ésotérique élite d'experts avec les droits des hommes et des parlementaires au sein d'un gouvernement démocratique » [citant Níger Calder, *Technopolis*, Mac Gibbon, 1969] De plus, échappant aux pressions politiques nationales [c'est-à-dire n'ayant pas de compte à rendre aux électeurs], il [le technocrate international] peut être influent [et] faciliter une coordination des différentes politiques nationales. »

Les technocrates internationaux qui officient au sein de l'OCDE, du PNUE, de la CE, des secrétariats des divers traités internationaux sur la protection de l'environnement global et de bien d'autres institutions correspondent effectivement à ce qu'Alexander King attend. Ils peuvent, d'un trait de plume, après des manipulations de couloir, décider que telle substance est cancérigène, qu'il faudra appliquer telle limite aux émissions de tel produit, voire interdire complètement la production et la commercialisation de certaines molécules chimiques. Sauf dans les rares cas où une industrie nationale particulière a su mobiliser ses représentants nationaux et leur faire comprendre l'importance vitale de ce qui peut apparaître comme un détail technique, les réunions internationales au cours desquelles on procède au vote se résument souvent à entériner des décisions déjà prises en petit comité.

Comme exemple caractéristique, nous nous référons à l'annexe 4 où l'on montre comment

un seul chercheur, appuyé par des technocrates internationaux, a pu prétendre parler au nom de toute la communauté scientifique mondiale.

Le protocole de Montréal : précédent

Le protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone, signé en septembre 1987, puis modifié à Londres (juin 1990) et à Copenhague (novembre 1992), est le prototype expérimental des traités internationaux sur l'environnement. La plupart des nations, notamment du tiers monde, n'ont pas signé ce traité parce qu'elles n'étaient pas convaincues de ses fondements scientifiques (à ce sujet, voir le livre *Ozone, un trou pour rien*, Éditions Alcuin, 1992, qui synthétise les critiques scientifiques contre la théorie officielle). On peut citer aussi le directeur de la recherche météorologique de la NOAA (l'agence américaine de l'océan et de l'atmosphère) Melvyn Schapiro, qui déclarait en 1993 :

« S'il n'y avait pas d'argent dans cette affaire, elle serait traitée rationnellement et avec honnêteté intellectuelle. Quand vous déclarez que la menace du trou dans la couche d'ozone est une escroquerie, vous attaquez non seulement l'intégrité scientifique des gens, mais aussi leur porte-monnaie. Il s'agit d'argent, uniquement d'argent. »

Elles l'ont fait parce qu'elles avaient littéralement le revolver de la police mondiale sur la tempe. Il existe en effet une clause dans le traité de Montréal qui exige de ses signataires une guerre économique contre les non-signataires. L'article 4 du traité, intitulé « Contrôle du commerce avec les pays non-parties » décrit en détail les actions qui seront entreprises contre toute nation non-signataire. Il s'agit pour l'essentiel d'un embargo.

Dans un éditorial non signé du 9 mars 1989, la célèbre revue scientifique *Nature* écrivait :

« Selon ce journal, l'intérêt [du protocole de Montréal] vient d'abord du précédent qu'il crée aux conventions beaucoup plus contraignantes qui devront être signées s'il devient un jour nécessaire de parvenir à un accord international sur les émissions de gaz carbonique pour éviter l'effet de serre. »

Et le directeur du PNUE, Mustapha Tolba de confirmer lors de la réunion de Londres :

« Les mécanismes que nous avons conçu pour le protocole serviront – très probablement – de modèle aux institutions créées pour contrôler [les rejets de] gaz effet de serre et l'adaptation au changement climatique. »

Citons enfin ce propos de Richard Benedick, le négociateur américain de la Convention de Vienne (1985) et du protocole de Montréal qui déclare de façon très candide dans son livre *Ozone Diplomacy* :

« L'aspect le plus extraordinaire du traité de Montréal, fut probablement l'imposition à court terme de coûts économiques substantiels pour protéger notre santé et l'environnement de dangers futurs non prouvés qui s'appuient sur des théories scientifiques et non sur des données solides. »

Laissons la conclusion à Paul Crutzen, spécialiste de l'atmosphère, codétenteur du prix

Nobel pour ses travaux sur la couche d'ozone. C'est donc un des pères scientifiques du Protocole qui s'exprime (*Le Monde* du 30 janvier 1997) :

« Lorsque des prévisions apocalyptiques furent avancées, on ne connaissait pas exactement l'ampleur de la détérioration de la couche d'ozone. Maintenant on sait que les dégâts sont très faibles. La démonstration a été faite que la couche d'ozone se détériore à un rythme fort ralenti. »

Encadré : La Commission trilatérale

Fondée en 1973 par David Rockefeller, alors président de la Chase Manhattan Bank, la Commission trilatérale s'est définie dès son début comme un gouvernement mondial « parallèle », regroupant les élites financières et économiques du monde anglo-saxon et les architectes de la « détente » autour d'Henry Kissinger. Outre David Rockefeller, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, Lloyd Cutler, Jimmy Carter, Raymond Barre, George Ball, on trouve parmi les hommes de la Trilatérale les dirigeants de la British Petroleum, de la Royal Dutch Shell, des compagnies pétrolières américaines, de Rio Tinto Zinc, et de l'Anglo-American Corp., etc.

En 1975 paraît le rapport sur la crise de la démocratie, suivi de groupes de travail organisés dans le cadre du Projet pour les années 80. Puis, en 1976, avec l'accession à la présidence de Jimmy Carter, c'est la période reine de la Trilatérale. Tous les ministres de son gouvernement en sont membres et appliquent la politique définie dans deux rapports écrits par la Trilatérale : Global 2000 et Projet pour les années 80.

Si la Trilatérale a vu son influence baisser avec la présidence Reagan, elle reste un rouage essentiel pour ceux qui veulent imposer une politique malthusienne à l'échelle mondiale. Parmi ses membres français, anciens ou actuels, citons Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, Paul Delouvrier, ancien président d'EDF et ancien président de la CECA, Edmond de Rothschild, Didier Pineau Valencienne, Michel David-Weill, Jean Deflassieux, ancien président du Crédit Lyonnais, Alain Gomez, ancien président de Thomson, Michel Crozier, membre des futuribles et ancien directeur de L'Express, Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales, Michel Albert, etc.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie I.4

I. ORIGINES ET FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES

4. L'écologisme en France -

Les fondements historiques et philosophiques de l'écologisme en France ne sont pas différents de ceux que nous avons passés en revue d'un point de vue international. Cependant, quelques spécificités ont contribué à retarder l'apparition dans notre pays d'un courant écologiste de masse. Tout d'abord, l'influence profonde et durable de Jean Jaurès dans le mouvement ouvrier français. Ce n'est que dans les années 60 que la CFDT a commencé à construire un syndicalisme corporatiste, dans lequel toute référence au progrès et à la contribution ouvrière à ce progrès est supprimée au profit d'une conception des intérêts

individuels et des appétits immédiats. Le PSU et la « nouvelle gauche » incarneront aussi cette tendance et joueront un grand rôle pour le développement de l'écologie comme thématique politique. Cette tendance se retrouve maintenant dans la « troisième gauche » que veut développer Daniel Cohn-Bendit, à la fois ultralibérale et anti-industrielle.

Le deuxième élément spécifique tient à ce que les idées de « retour à la Terre » avaient déjà été entendues sous Vichy et étaient donc négativement connotées pour la majorité de la population, au moins pendant l'expansion agricole et industrielle des quatrième et cinquième Républiques. Dans la mesure où Vichy est resté très longtemps un tabou absolu, il était difficile de reprendre ses thèmes, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne. Là-bas, la dénazification a eu l'effet inverse : en insistant avant tout sur les camps de concentration, elle a fait oublier les autres horreurs du nazisme : eugénisme, élimination des faibles et des improductifs et création d'une législation sur la protection de la nature antihumaine. Les premières lois de protection des animaux sont ainsi nées dans l'hitlérisme.

Le troisième élément (sans doute le plus déterminant) est lié à la personnalité du général de Gaulle. Défenseur acharné de la souveraineté nationale, il a livré une guerre sans merci à ceux qui, dans les institutions internationales telles que l'Otan ou l'Onu, préparaient la création d'un gouvernement mondial malthusien. La vie politique de l'après-guerre a été dominée par les gaullistes et le parti Communiste, tous deux défenseurs de l'État-nation et du progrès scientifique. Les écologistes et les fédéralistes sont perçus par eux comme des ennemis contre lesquels il faut s'allier. Cette alliance « gaullo-communiste » va jouer dans le lancement et le développement du nucléaire, dans l'échec de la Communauté européenne de défense, dans le développement de l'aérospatial, etc.

Néanmoins, les forces mises en œuvre au niveau de la transformation culturelle vers le pessimisme de la croissance zéro étaient telles que la France a basculé à son tour. Ce basculement s'opère non pas tant en mai 68 que dans la période qui l'a immédiatement suivi. En effet, si les groupes gauchistes prolifèrent un moment, le soufflé retombe rapidement. Les mouvements trotskistes végètent et les maoïstes explosent, laissant place à une élite qui se dirigera vers le terrorisme, tandis que ceux qui n'osent pas passer à l'acte rejoindront le capitalisme qu'ils avaient tant décrié, investissant notamment le monde de la communication et des médias. Quant à la masse des jeunes « déçus » par l'échec de leur « révolution », elle se dirige vers les paradis artificiels de la drogue et vers l'écologie, l'idéologie la plus à même d'exprimer le « refus de la société » qu'ils veulent manifester.

Des théoriciens ont habilement préparé le terrain. Ce sont Ivan Illitch, Bertrand de Jouvenel, Denis de Rougemont et André Gorz, alias Michel Bosquet. La plupart sont publiés par les éditions du Seuil : *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants* de Barry Commoner (1969), *Libérer l'avenir* d'Illitch (1970), *l'Utopie ou la mort* de René Dumont, etc. Ils ont préparé la voie dans laquelle s'engouffreront ensuite les chefs d'école tels que Serge Moscovici, René Dumont, Pierre Samuel, Brice Lalonde, etc.

Le mouvement gauchiste et écologiste abandonne alors toute référence au marxisme, par trop productiviste. S'il a fallu quelques années à André Gorz pour signer ses *Adieux au Proletariat*, le tournant était pris bien avant. Quelques journaux reflètent cette évolution : *Actuel*, porte-drapeau de la contreculture rock-droque, publie en 1971 le premier dossier sur l'écologie paru dans une revue grand public. Pierre Fournier, journaliste à *Hara-Kiri*, puis à *Charlie Hebdo*, après s'être lancé dans les campagnes antinucléaires, lance en 1972 le premier

magazine purement écologiste : *La gueule ouverte*, « le journal qui annonce la fin du monde ». Quelques mois plus tard, le *Nouvel Observateur*, qui avait déjà préparé le terrain avec André Gorz, lance un supplément intitulé *Le Sauvage*, auquel collaborent Claude Perdriel, Alain Hervé et Brice Lalonde. Ces deux journaux vont servir d'organes du mouvement écologiste pour le reste des années 70. Il faut citer aussi le trimestriel *Combat Nature*, fondé en 1974 par Alain de Swarte, moins gauchiste et davantage orienté vers le naturalisme conservateur dont nous parlerons plus tard.

Le Larzac marque le tournant à partir duquel les organisations gauchistes « traditionnelles » perdront du terrain face au mouvement écologiste montant. En mai 1971, un millier de personnes se réunissent pour manifester contre le camp militaire du Larzac, à l'appel des organisations régionalistes occitanes, du PSU, du Parti socialiste, et du Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté, dirigé par Claude Bourdet. Les maoïstes de la Gauche prolétarienne (*La cause du peuple*) lancent ensuite en été une opération sur le terrain pour tenter de récupérer le mouvement, mais se rendent assez vite impopulaires par leur violence et leur dogmatisme. Les paysans préfèrent suivre la bannière non violente du prophète Lanza del Vasto, qui entame une grève de la faim en mars 1972. En avril 1973, les Amis de la Terre se joignent au mouvement. Désormais, l'idée à la mode dans la jeunesse branchée, ce n'est plus le marxisme, c'est l'écologie. La voie est ouverte pour la candidature de René Dumont qui va faire connaître les thèses écologistes à des millions de français, au cours de la campagne présidentielle de 1974, s'en prenant notamment à la « croissance économique délirante (...) que le monde a connu de 1945 à 1973 ».

Agronome né en 1904, René Dumont n'a pourtant embrassé la cause écologiste qu'au tout début des années 70, sensibilisé par le rapport du Club de Rome et *La bombe P* du couple Ehrlich. Il avait publié en 1973 *L'Utopie ou la mort* (Seuil) dans lequel il reprend la thématique malthusienne, mais y ajoute un tiers-mondisme militant et une vision politique. Si Dumont est favorable à la croissance zéro démographique (il va jusqu'à justifier l'avortement systématique au Japon ou l'abandon des petites filles en Chine), il ne veut pas d'une croissance économique zéro. Contre l'économie de profit, il voit la solution dans une économie distributive au niveau mondial, basée sur l'autogestion au sein de communautés locales.

Dumont fédère autour de sa candidature deux courants très différents : d'un côté, les écologues, écologistes et les naturalistes « classiques » apprécient ce candidat qui met pour la première fois les thèses écologistes sur la table dans un débat politique national ; de l'autre, de nombreuses mouvances post-soixante-huitardes se retrouvent dans l'autogestion et dans ses références à mai 68 et au « président Mao ». Même si le PSU, dont René Dumont fut membre, préfère officiellement soutenir la candidature Mitterrand, nombre de ses militants soutiendront Dumont, à commencer par Brice Lalonde, qui sera son directeur de campagne. Deux tendances donc, que l'on pourrait appeler respectivement naturalisme conservateur et naturalisme subversif.

Le naturalisme conservateur : Bertrand de Jouvenel et Robert Hainard, les précurseurs cachés

Bertrand de Jouvenel peut être considéré comme l'un des précurseurs de l'écologie politique, en tout cas des développements que celle-ci a eu en matière de prospective et de

gestion sociale. Petit problème : il fut aussi l'un des idéologues du Parti populaire français de Jacques Doriot, ardent défenseur de la collaboration avec les nazis. En 1960, il se reconvertit dans la prospective et fonde l'association Futuribles (conjugué des mots futur et possible), avec le soutien de la Fondation Ford, la même qui lança le Club de Rome et de très nombreux autres projets écologistes. Elle acquiert très vite une grande crédibilité et obtient des financements officiels du commissariat au Plan et de la DATAR. On y rencontre plusieurs futurs membres du Club de Rome, comme Jean Saint-Geours et Serge Antoine, mais aussi François Bloch-Lainé et Jacques Delors. Aujourd'hui, même si l'association est moins influente, elle survit sous la houlette d'Hugues de Jouvenel et finance ses activités par des opérations de conseils. Depuis 1975, elle édite la revue mensuelle Futuribles, dans laquelle sont commentés les travaux du Club de Rome et où l'on aborde les grands thèmes de l'écologie réformatrice : développement durable, pouvoir nucléaire, démographie, etc. On y retrouve les signatures d'écologistes tels que René Dumont, Brice Lalonde et Guy Aznar.

Bertrand de Jouvenel a très tôt défini les thèmes qui seront repris par les écologistes, notamment dans deux ouvrages : *Arcadie, essai sur le mieux vivre* (SEDEIS, 1970), et *La civilisation de puissance* (Fayard, 1976). Il y fustige la pensée économique libérale et l'idéologie de la croissance. Il est l'un des premiers à demander à ce que l'on internalise les coûts représentés par la destruction du capital naturel et a cette phrase célèbre pour dénoncer la comptabilité en usage dans le système du PNB : « Selon notre manière de compter, nous nous enrichirions en faisant des Tuileries un parking payant et de Notre-Dame un immeuble de bureaux. » Bertrand de Jouvenel demande donc aux économistes de transformer leurs modes de calculs en prenant en compte de nouveaux paramètres, à commencer par les biens gratuits que sont l'eau douce et l'air. Ensuite, il recommande à l'industrie de se lancer dans le recyclage de ses déchets et de prendre en compte les coûts externes générés par ses activités polluantes.

Plus généralement, de Jouvenel remet en question le productivisme, qu'il soit capitaliste ou soviétique, parce qu'il va à l'encontre d'un enracinement qu'il considère comme fondamental pour l'ordre social :

« Que l'homme soit enraciné dans un lieu géographique, qu'il y soit attaché parce que là sont les tombeaux de ses pères, là se situent les souvenirs de son enfance et de sa jeunesse, là sont noués ses liens familiaux et amicaux, là en un mot sont ses amours et ses responsabilités, qui donnent un sens à sa vie : cela de tout temps et par tous a toujours été jugé un bien. Or cela est devenu un mal au regard de l'exigence productiviste. »

Et Jouvenel voit la solution dans une écologie politique qui se placerait au dessus de la science économique en intégrant celle-ci. Cette nouvelle vision appliquerait à la société les enseignements tirés de l'étude de la nature et de son fonctionnement cyclique.

Parmi ceux qui se réclament explicitement de la pensée de Robert Hainard, notons Antoine Waechter et Solange Fernex, deux responsables des Verts. Antoine Waechter a été jusqu'à prononcer une conférence sur son œuvre en 1998, devant un auditoire de la Nouvelle Droite. Philippe Lebreton, directeur de l'influente FRAPNA, et membre dirigeant de France-Nature-Environnement, préface la seconde édition de *Nature et mécanisme*. En échange, Robert Hainard postfacera en 1988 le livre de Lebreton, *La nature en crise* (Sang de la Terre). Et Jean-François Terrasse, directeur scientifique du WWF France, préface la deuxième édition de *Et la nature ?* Un groupe de réflexion intitulé symboliquement « Diogène » rassemble les

partisans de Robert Hainard de 1970 à 1973. On y retrouve des militants écologistes comme Antoine Waechter et Solange Fernex, mais aussi des technocrates internationaux comme Jacques Delors et Denis de Rougemont.

On retrouve Robert Hainard en 1989 au comité de soutien de l'Association pour la protection des animaux sauvages, ainsi qu'au comité d'honneur du Rassemblement des opposants à la chasse, mais il est assez peu présent sur le terrain de l'écologie politique. Pourtant, c'est directement de lui que va naître le premier parti écologiste français. Directement issu de Diogène et des associations alsaciennes de protection de la nature, le mouvement Écologie et Survie, lancé par Antoine Waechter et Solange Fernex, participe aux élections législatives de 1973 en présentant Henri Jenn, qui obtient 2,7%. À Paris naît peu après le Mouvement écologique, sur les mêmes bases. Ces mouvements, et ceux auxquels ils ont donné naissance dans d'autres régions françaises se retrouvent en 1978 dans une coordination « Écologie 78 » animée par Philippe Lebreton, puis aux européennes de 1979, où ils soutiennent la liste « Europe écologie » avec Solange Fernex pour tête de liste. A chaque fois, sont affirmées des préoccupations essentiellement écologiques : on dénonce la société industrielle et l'atome, on promeut l'agriculture biologique et la lutte contre le gaspillage. Dans cette perspective, on exclut de participer à un vaste front de lutte sociale, notamment avec le PSU, les radicaux de gauche ou des partis d'extrême-gauche. Toute cette tendance va se retrouver dans le Mouvement d'écologie politique (1980-1982) puis dans les Verts-Parti écologiste.

Le naturalisme subversif de Serge Moscovici et Brice Lalonde

L'autre grande tendance est liée à la personnalité de Brice Lalonde et aux idées de Serge Moscovici. Celui-ci a joué un grand rôle dans la déconstruction de la modernité. Moscovici estime que si celle-ci libère l'homme des assauts d'une nature cruelle, elle le soumet en contrepartie à des contraintes pesantes : marché de dupe auquel il faudrait renoncer en revenant aux traditions naturelles et à l'enracinement. Contrairement à la tendance philosophique moderne qui invite l'homme à s'arracher à ses déterminismes, Moscovici refuse de diaboliser la nature et de magnifier la culture. Pour lui, il faut abandonner toute vision universaliste, forcément totalitaire, et favoriser l'expression spontanée de minorités naturelles. C'est ainsi qu'avec *La société contre nature*, (Union générale d'Édition, 1972) Serge Moscovici va poser les fondements d'une philosophie politique de l'écologie.

Cela commence par une remise en cause fondamentale, celle de la domestication. Celle-ci se fonde sur l'idée que la société doit lutter contre la nature pour imposer l'ordre et la paix, l'état de nature étant assimilé à un état de guerre. La domestication implique le contrôle de ce qui est naturel en nous (instincts, pulsions, etc.) et autour de nous (la nature à conquérir). Très vite, les principaux ennemis apparaissent : le judéo-christianisme, du fait de l'injonction biblique demandant à l'homme de « faire du monde un jardin », et la science rationnelle qui instrumentalise la nature.

Il s'agit donc de contester cette coupure nature-culture :

« Qu'est-ce qui permet de soutenir, si on ne le postule pas pour des raisons extrinsèques, religieuses ou philosophiques, que les lois sociales se séparent des lois bio-naturelles et s'y substituent ? »

Si la raison a eu l'avantage de libérer l'homme de craintes irrationnelles et de démystifier nombre de légendes, elle a commis le crime irréparable de « désenchanter le monde ». Il faut donc ensauvager la vie en levant les tabous comme la prohibition de l'inceste, en laissant revenir les pulsions naturelles réprimées et en contestant toute autorité. Dans cette perspective, l'État devient l'ennemi absolu, parce qu'il va de pair avec la militarisation, le progrès scientifique et technologique. A l'inverse, la communauté, la famille élargie à plusieurs générations, le village, sont les lieux naturels de l'épanouissement humain.

Dans son livre *Histoire de l'écologie politique*, Jean Jacob remarque :

« L'éloge de la terre, de l'enracinement, du pays réel contre le pays légal, la référence constante à la nature sont des thèmes ancrés depuis plusieurs décennies à l'extrême-droite. Ce n'est qu'à la suite du mouvement de mai 68 que certaines interrogations proches ont à nouveau pu acquérir droit de cité dans le débat intellectuel et sortir de l'opprobre dans lequel les avait jetés le régime de Vichy. »

Moscovici se revendique de cette filiation subversive et non bien sûr de la tradition réactionnaire. Néanmoins, certains passages de son œuvre font vraiment penser au naturalisme conservateur :

« Le régime des castes est la tentative la plus élaborée qu'on ait faite pour identifier l'ordre naturel à l'ordre social, la reproduction sociale et la reproduction biologique avec la reproduction naturelle, bref pour atteindre l'équilibre parfait. »

Moscovici n'est pas seul. Il gravite dans une nébuleuse contreculturelle l'on trouve les sociologues Edgar Morin et Alain Touraine, les écrivains régionalistes Robert Laffont et Bernard Charbonneau, les écologistes du groupe ECOROPA et le Groupe des Dix de Jacques Robin. Dès le début des années 70, il rejoint les Amis de la Terre où il rencontre Brice Lalonde, qui deviendra son porte-voix en politique. Moscovici, lui, même s'il a été parfois candidat à des élections, ne croit pas à la construction d'un parti écologiste centralisé. Il préfère la notion de réseau fédérant des mouvements féministes, écologistes, régionalistes, pacifistes. Moscovici a eu une certaine influence sur la deuxième gauche, notamment sur Alain Touraine qui travaillera pendant deux ans sur le mouvement antinucléaire. Dans *La Prophétie antinucléaire*, (Seuil, 1980) il écrit :

« Explorant les luttes sociales d'aujourd'hui pour y découvrir le mouvement social et le conflit qui pourraient jouer demain le rôle central qui a été celui du mouvement ouvrier et des conflits du travail dans la société industrielle, nous attendons de la lutte antinucléaire qu'elle soit la plus chargée de mouvement social et de contestation, la plus directement porteuse d'un contre-modèle de société. »

C'était l'époque où André Gorz parlait d'« électrofascisme » à propos d'EDF. Tout un courant de la deuxième gauche et de l'extrême-gauche identifiera ainsi l'énergie nucléaire au totalitarisme, parce qu'elle incarne au plus haut point les valeurs de l'État-nation : armée, centralisation, progrès technique. Le slogan « société nucléaire, société policière, société totalitaire » sera l'un des mots d'ordre qui conduira à des assassinats d'ingénieurs et de dirigeants du secteur nucléaire, au premier rang desquels Georges Besse et René Audran.

En réalité, ce contre-modèle fera long feu. Brice Lalonde commencera sa carrière dans un rôle de « gauchiste romantique » selon sa propre expression. Il la terminera assez lamentablement auprès du libéral Alain Madelin après avoir tenté de manger à tous les râteliers. Entre-temps, il aura été candidat de tous les écologistes à l'élection présidentielle de 1981 (3,9% des voix) ; en 1984, il dirigera la liste ERE (Entente radicale écologiste) aux élections européennes, avec Olivier Stirn et François Doubin. En 1988, il soutient François Mitterrand pour un second mandat, ce qui lui vaudra un portefeuille de ministre de l'Environnement dans le gouvernement Rocard. C'est à cette époque qu'il lance son mouvement Génération Écologie, avec de prestigieux parrainages (Haroun Tazieff, le Pr Minkowski, Jean-Louis Borloo, Bernard Clavel, Noël Mamère, etc.). On trouve aussi des militants écologistes de la première heure tels que Corinne Lepage et son mari Christian Huglo, Hugues de Jouvenel, le responsable des Futuribles, les journalistes Guy Konopnicki et Guy Aznar, ou encore la députée socialiste Marie-Noëlle Lienemann. Le succès initial aux élections régionales de 1992 se révélera être un feu de paille et le mouvement se délitera très vite du fait de la pratique autocratique de Brice Lalonde, qui n'est finalement libertaire que vis-à-vis du pouvoir des autres. La versatilité de la ligne politique de Lalonde et la montée en puissance de Dominique Voynet au sein des Verts feront le reste. L'essentiel des fondateurs quitte le mouvement pour créer des mouvements dissidents qui iront, au bout de quelques années, rejoindre les Verts. Brice Lalonde continuera seul son chemin en soutenant successivement Michel Rocard, Édouard Balladur, Raymond Barre, Jacques Chirac et Alain Madelin.

Naissance et développement des Verts

Le flambeau du naturalisme subversif allait être repris au sein des Verts par des militants qui ne sont pas les héritiers directs de Moscovici mais qui viennent des mêmes cercles. Toutefois, cela allait passer d'abord par une longue période de cohabitation avec des naturalistes conservateurs tels que Waechter. C'est en 1984 que naissent officiellement les Verts, comme fusion de deux tendances bien distinctes : d'un côté, les Verts-Parti écologiste, d'Antoine Waechter, Philippe Lebreton et Solange Fernex ; de l'autre, les Verts-Confédération écologiste, composée de militants des Amis de la Terre ayant choisi, contrairement à leur leader Brice Lalonde, de poursuivre l'action politique de façon fédérative. C'est là que l'on retrouve Yves Cochet et Dominique Voynet.

Au départ, ces derniers sont d'ailleurs majoritaires chez les Verts. Mais très vite, dès 1986, Antoine Waechter va s'imposer avec sa motion « L'écologie n'est pas à marier ». Autrement dit, ni droite ni gauche. Cette victoire d'un partisan revendiqué de Robert Hainard remplit de joie la plupart des écologistes de terrain, souvent réticents devant les restes de gauchisme chez certains soixante-huitards. Un organe comme *Combat-Nature* soutiendra toujours Waechter. Néanmoins, après avoir régné sur les Verts pendant sept ans, Waechter est mis en minorité par Dominique Voynet en 1993, et quitte le parti en 1994 pour fonder le Mouvement écologiste indépendant dont l'influence électorale restera confidentielle. Chez les Verts, Dominique Voynet et Yves Cochet vont imposer l'accueil de l'ancien communiste Pierre Juquin et l'alliance avec les socialistes aux législatives de 1997. Avec six députés et un ministère à la clef.

Quelle que soit l'intérêt qu'il y a à analyser la division en deux tendances qui existe au sein

du mouvement écologiste, il reste que celui-ci se réunit autour de quelques dogmes fondamentaux :

- opposition totale au capitalisme industriel aussi bien qu'au productivisme marxiste ;
- opposition absolue à l'énergie nucléaire ;
- volonté d'arrêter la croissance démographique, voire de promouvoir une baisse de la population mondiale.

D'ailleurs, il reste des naturalistes conservateurs convaincus au sein des Verts, et ceux-ci n'attendent que l'occasion pour reprendre le pouvoir sur une Dominique Voynet affaiblie par les contraintes de la majorité plurielle. Elle a souvent dû accepter ce qui constituait des hérésies pour les Verts : autorisation données aux organismes génétiquement modifiés, extension de l'usine MELOX, création des laboratoires souterrains sur les déchets radioactifs, redémarrages de Phénix, de Civaux, etc.

Certains s'attendent à ce que les Verts éclatent à nouveau, une frange allant rejoindre le PS pour y créer un courant, l'autre revenant à l'intransigeance waechtérienne. Quoi qu'il en soit, l'important n'est pas là, mais dans la diffusion progressive des thématiques écologistes dans tous les partis. Les critiques du productivisme, autrefois limitées au Front national de Jean-Pierre Stirbois et aux Verts, sont désormais entrées chez tous les partis, avec plus ou moins de force. Même au RPR ou au parti communiste, bastions de l'idéologie productiviste, on trouve désormais des opposants au nucléaire ou des chantres du développement durable. Sous cet angle, on peut dire que les écologistes ont réussi leur conquête de la France.

Cette conquête a été largement favorisée par des têtes d'affiche telles que Jacques-Yves Cousteau ou Hubert Reeves. Le premier fut pendant dix ans premier au hit-parade des Français les plus populaires organisé chaque mois par le *Journal du Dimanche*. Ces personnalités étaient déjà des vedettes scientifiques (Cousteau en biologie marine, Haroun Tazieff en volcanologie, Paul-Émile Victor en ethnologie, Reeves en astronomie, etc.) et elles n'ont rencontré les thématiques écologistes que relativement tard. Mais elles ont joué un rôle très important pour les vulgariser et surtout pour les légitimer. Cousteau a été ainsi présenté au Sommet de Rio par le secrétaire général Maurice Strong :

« C'est mon héros. Un homme qui a plus de pouvoir que bien des chefs d'Etat. Je vous présente le Captain Planet. »

Et Cousteau se livre devant les chefs d'État et les milliers de participants à un long discours sur les dangers de la démographie, principale menace pour l'environnement. Cousteau est un malthusien radical, qui ne prend pas de gants pour exprimer sa pensée. Dans la revue de l'Unesco de novembre 1991, le rédacteur en chef du *Courrier de l'Unesco* demande au commandant Cousteau : « Il y a des espèces animales qui constituent des menaces pour l'homme, comme certains serpents, certains moustiques. Peut-on les éliminer comme on tente d'éliminer les virus responsables de telle ou telle maladie ? » Cousteau lui donne la réponse suivante :

« L'élimination des virus relève d'une idée noble, mais elle pose à son tour d'énormes problèmes. Entre l'an 1 et l'an 1400, la population n'a pratiquement pas changé. A travers les épidémies, la nature compensait les abus de la natalité par les abus de la mortalité. (...) Nous voulons éliminer les souffrances et les maladies ? L'idée est belle, mais elle n'est pas tout à

fait bénéfique sur le long terme. Il est à craindre que l'on ne compromette ainsi l'avenir de notre espèce. C'est terrible à dire. Il faut que la population mondiale se stabilise et pour cela, il faudrait éliminer 350 000 personnes par jour. C'est si horrible à dire qu'il ne faudrait même pas le dire. Mais c'est l'ensemble de la situation dans laquelle nous sommes engagés qui est lamentable. »

Cousteau a ensuite nié avoir tenu ces propos. Mais le rédacteur en chef du *Courrier de l'Unesco* conserve soigneusement le texte de l'interview, révisé de la main de Cousteau et portant sa signature ! De plus le journaliste a également gardé la bande magnétique de l'entretien qui, selon lui, contient des choses encore plus extrémistes qu'il n'a pas osé imprimer. Du genre « la vie d'une fourmi vaut celle d'un homme ». Où trouver les 350 000 personnes à éliminer ? Pas dans la famille Cousteau en tout cas : avant de mourir, le commandant s'est mis en ménage avec une hôtesse de l'air de 40 ans sa cadette, et à 70 ans lui a fait deux enfants à ajouter aux deux fils issus de son mariage précédent. La surpopulation c'est les autres ! Et pour être tout à fait clair, lorsqu'on lui demande comment il pose le problème de la surpopulation, il répond (*Quotidien de Paris* du 5 juin 1991) :

« C'est simple. Dans soixante-dix ou quatre-vingts ans, on ne parlera plus anglais aux États-Unis. La deuxième ville du Mexique s'appellera Los Angeles. En France ce sera pareil. L'Europe va être envahie par les musulmans d'Afrique du Nord. Où est ce qu'ils vont aller pendant que le Sahara continue de gagner du terrain ? Ils vont arriver ici avec des bateaux ! Va-t-on leur tirer dessus ? Non... On ne parlera plus français, allemand, espagnol, italien. On parlera arabe. »

Comme la plupart des opérations écologistes, Cousteau a bénéficié du soutien de lobbies financiers de poids. C'est le milliardaire Ted Turner (patron de *CNN*) qui a lancé sa carrière télévisuelle en finançant ses expéditions et ses films dans les années 60 et 70. En 1986, le fonds des films Cousteau est racheté pour 200 millions de francs par la banque Worms.

Même s'il est loin d'être aussi fanatique et extrémiste que Cousteau, Hubert Reeves, astrophysicien au CEA et à la télévision française joue aujourd'hui un rôle similaire. Réagissant à un reportage sur les écoguerriers anglais diffusé sur *France 3*, où l'on voyait notamment des opérations de résistance passive mais aussi des menaces de mort, il a ainsi déclaré :

« Sans aller jusqu'à approuver les actions terroristes, je pense que leur cause est bonne. Je suis très admiratif de leur courage. Je trouve très bien que ces jeunes se mobilisent pour des actions que l'on peut qualifier d'héroïques »
(I&E du 9 mars 1999.)

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.1

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

1. Le WWF –

Origines

Le Fonds mondial de la nature (à l'époque World Wild Life Fund) a été fondé en 1961 dans le but explicite de lever des fonds destinés à financer les activités de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Celle-ci avait été créée en 1948 en Suisse, suivant des statuts rédigés par le Foreign Office britannique. Elle peut se targuer aujourd'hui d'être la plus grande organisation « professionnelle » de conservation à l'échelle internationale, puisque y adhèrent 103 organismes gouvernementaux et plus de 640 ONG.

Sous prétexte de protéger la nature avec sa politique de « parcs naturels » – véritables enclaves coloniales dans lesquelles les indigènes n'ont pas le droit de rentrer – le WWF-UICN poursuit en réalité deux objectifs centraux : la réduction de la population mondiale, notamment dans les pays du Sud, et la concentration des matières premières du monde dans les mains de quelques multinationales, surtout anglo-hollandaises.

Depuis sa création, le WWF est dominé par le prince Philip, prince consort de la reine d'Angleterre Elisabeth II. Que la monarchie britannique dirige le WWF ne doit pas nous étonner car, après tout, le WWF-UICN est la création de deux grandes institutions impériales du Royaume-Uni : la Société eugénique et la Société pour la préservation de la faune de l'Empire (aujourd'hui FFPS, Fédération pour la préservation de la faune et de la flore, sous le patronage de la reine) qui jeta les bases de la création de parcs naturels dans toute l'Afrique.

L'idéologie de ces institutions est très bien reflétée dans les idées du cofondateur du WWF-UICN, Sir Julian Huxley. Il était obsédé par l'explosion démographique, considéré par lui comme le « problème de notre ère ». De 1937 A 1944, il fut vice-président de la Société eugénique et en était président au moment de fonder le WWF en 1961. Il était également vice-président du FFPS.

La philosophie de ces deux institutions, et par extension du WWF, a été inspirée par les idées de sir Francis Galton, qui inventa le terme « eugénisme ». Il essaya d'appliquer au domaine humain le concept de « la loi du plus fort », appelé « sélection naturelle » par son cousin Charles Darwin. L'objectif de son « Mouvement pour l'amélioration de la race » fut explicitement de « créer une nouvelle race supérieure, à l'aide de l'eugénisme », sous-entendu en « triant » les plus faibles.

Nommé premier directeur général de l'Unesco en 1946, Julian Huxley resta fidèle à ses idées eugéniques. Il écrivait dans le document fondateur :

« Même s'il est vrai qu'il sera impossible pour des raisons politiques et psychologiques de

réaliser une politique eugénique radicale pour de nombreuses années, il est important que l'Unesco (...) fasse en sorte que l'opinion publique soit informée des enjeux afin que beaucoup de ce qui est impensable maintenant puisse devenir au moins pensable. »

Un gouvernement mondial était la solution selon Huxley, et la « conservation de la faune » devait constituer un moyen d'arriver à cette fin. Huxley affirmait que « *la propagation de l'homme doit céder la place à la conservation d'autres espèces* ».

En 1960, alors que de nombreux pays africains préparaient leur indépendance, Julian Huxley, alors âgé de 74 ans, fit une tournée de trois mois sur le continent noir pour expliquer que les nouvelles nations ne seraient pas capables de conserver la faune. Il fallait donc que quelqu'un d'autre s'y consacraît. Quelques mois plus tard, avec l'aide du prince Philip, le WWF fut créé.

Qui finance le WWF ?

Le Club 1001, fondé en 1971 pour financer le WWF, par le prince Bernhard des Pays-Bas, conjoint de la reine Juliana de la Maison d'Orange, est restreint tout moment à 1001 membres et seulement sur invitation. Le Club a fait don d'un immeuble dans la ville suisse de Gland, qui abrite actuellement le siège central du WWF et de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Les premiers membres ont été personnellement choisis par le prince Bernhard et le prince Philip, duc d'Édimbourg. Voici un choix de membres actuels et anciens du Club.

Le prince Bernhard des Pays-Bas. En 1934, à l'université de Berlin, Bernhard fut recruté par les services secrets nazis et ensuite affecté chez IG Farben (le géant de la chimie qui maintint des relations d'affaire avec les Industries chimiques impériales de Grande-Bretagne pendant la guerre et produisit Zyklon-B pour les chambres à gaz). En raison de ses antécédents nazis, le mariage de Bernhard avec la reine Juliana créa un scandale aux Pays-Bas. En 1953, Bernhard fonda le groupe de Bilderberg, qui parraine chaque année une conférence secrète réunissant des représentants de l'élite "mondialiste" nord-américaine et européenne. Bernhard fut cofondateur du WWF en 1961. En 1976, lorsqu'il fut révélé qu'il avait accepté un pot-de-vin de 1,1 million de dollars de la part de la société Lockheed, il dut démissionner (formellement) de la direction générale du groupe de Bilderberg, du WWF international et du Club 1001.

Le prince Henrik, président du WWF au Danemark.

Le prince Juan Carlos fut membre fondateur et président d'honneur du WWF Espagne, avant de devenir roi d'Espagne.

Le prince Sadruddin Aga Kahn. Le titre « Altesse » lui fut conféré par la reine Elisabeth II en 1957, alors qu'il était rédacteur de Paris Review, publication cofondée par John Train.

Le prince Johannes Von Thurn und Taxis (décédé). Héritier de l'une des plus puissantes « familles princières » du Saint Empire Romain Germanique. Sa famille possède d'énormes propriétés en Bavière, au Portugal, en Italie et au Brésil. Son père, Max, hébergea pendant longtemps le quartier général de l'Allgemeine SS dans son château de Ratisbonne en Bavière.

Bertold Beitz. Directeur de la Fondation Alfred Krupp Von Bohlen et Halbach. En 1953, il prit la direction de Krupp Industries.

Conrad Black, P-DG de la société Hollinger, conglomérat de presse avec de nombreux journaux en Grande-Bretagne, au Canada, aux États-Unis, en Israël et en Australie. La Hollinger se nommait d'abord l'Argus Corporation et était issue après la Deuxième Guerre mondiale de la War Supplies Ltd, une société écran du renseignement britannique pendant le conflit. Empire de presse au service de la maison Windsor, Hollinger a pris la tête des campagnes de presse contre le président américain Bill Clinton.

Le baron Aubrey Buxton d'Alsa. Vice-président du WWF-Royaume-Uni. La famille Buxton dirige la Barclays Bank.

Peter Cadbury. Président des Preston Publications et du George Cadbury Trust. L'empire du chocolat des Cadbury a une influence dominante sur les économies d'Afrique occidentale.

Le Dr Luc Hoffmann. Vice-président du WWF-International et de l'UICN (1966-1969) ; directeur de Hoffmann-Laroche, la société pharmaceutique suisse.

Alexander King. Cofondateur avec Aurelio Peccei du Club de Rome en 1968, et co-auteur du livre Halte à la croissance ? qui remet en valeur l'argument malthusien en faveur d'une réduction drastique de la population mondiale.

Jonkheer John H. Loudon. Fait chevalier des familles royales britanniques et hollandaises. Choisi personnellement par le prince Bernhard en 1977 pour lui succéder à la présidence du WWF-International, il est l'ancien P-DG du groupe Royal Dutch Shell.

Sir Peter Scott (décédé). Chevalier de l'Empire britannique. Président du WWF depuis ses débuts en 1961. Président de la Commission du service de survie de l'UICN depuis 1963. Fondateur du Wildfowl Trust (fonds du gibier d'eau) en 1964.

Maurice Strong. Vice-président du WWF-International jusqu'en 1975. Premier directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) jusqu'en 1975, et avant cela, secrétaire général de la Conférence sur l'environnement humain de l'Onu pendant deux ans. Président du bureau de l'UICN, sous-secrétaire général des Nations unies (1985-1987), il fut chargé de diriger le sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Nommé par le gouvernement canadien président de Petro-Canada (1976-1978) ; président d'Ontario Hydro.

Gustavo Cisneros. Millionnaire vénézuélien proche de milieux blanchissant l'argent de la drogue. Début 1994, la banque dirigée par sa famille, la Banco Latino, fit faillite et fut saisie par le gouvernement vénézuélien. Son frère Ricardo, directeur de la Banco Latino est depuis lors en fuite. Gustavo dirigeait la principale organisation écologiste du pays (BIOMA), jusqu'à ce que celle-ci fût fermée pour avoir fait réaliser un film truqué dénonçant le massacre des dauphins.

D.K. Ludwig (décédé). Homme d'affaire qui a fait fortune en détruisant les forêts humides d'Amazonie. Il aida par la suite Meyer Lansky, le parrain du syndicat du crime organisé, à établir son empire de blanchiment de narcodollars dans les Bahamas.

Fred Meuser. L'homme qui transmit le pot de vin de 1,1 million de dollars de la société Lockheed au prince Bernhard.

Tibor Rosenbaum (décédé). Premier chef de la logistique du Mossad. Sa Banque du crédit international (BCI) a été qualifiée par le magazine Life en 1967 de « blanchisserie » pour Meyer Lansky.

Louis Mortimer Bloomfield (décédé). Cofondateur du WWF - Canada, il fut un agent de renseignement britannique affecté au FBI américain pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il présida ensuite à Montréal la société Permindex, société que le procureur du district de la Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, accusa d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du président Kennedy. Les services secrets français établirent que Permindex avait recyclé 200 000 dollars à travers la BCI dans le but de financer diverses tentatives d'assassinat contre le général de Gaulle. Permindex fut expulsé de France et d'Italie.

Robert Vesco, fugitif international, considéré comme la « connexion américaine » du cartel de Medellin.

Anton Rupert, cofondateur du Club 1001 et président du WWF-Afrique du Sud. Propriétaire du tabac Rembrandt et protégé de sir Stewart Menzies, chef du MI-6 britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Henry Keswick, président de Jardine Matheson, la société britannique créée par Lord Palmerston pour s'occuper du trafic d'opium en Extrême-Orient au XIX^e siècle. Son frère, John Keswick, est directeur de la Banque d'Angleterre et président de la Hambros Bank, laquelle soutient le WWF.

Edmond Safra, président de la Safra Bank, ancien propriétaire de l'American Express. Soupçonné de blanchir de l'argent sale, il a fait l'objet d'enquêtes de la part des gouvernements suisse et américain.

Ce que pensent les dirigeants du WWF

• Quelques citations choisies du prince Philip, duc d'Edimbourg.

Rapporté par l'agence de presse *Deutsche Press Agentur*, en août 1988 :

« Au cas où je serais réincarné, je souhaiterais l'être sous la forme d'un virus mortel afin d'apporter ma contribution au problème de la surpopulation. »

Introduction au chapitre sur le « facteur démographique » de son livre *Down to the Earth*, 1988 :

« Ce que l'on entend par « l'équilibre de la nature », c'est simplement le système naturel d'autolimitation. La fécondité et la reproduction réussie créent des excédents, une fois les pertes remplacées. Le système des prédateurs, les variations climatiques, la maladie, la famine et dans le cas du mal nommé « homo sapiens » –la guerre et le terrorisme constituent les principaux moyens par lesquels la quantité des populations est restreinte.

Dossier réalisé par Emmanuel Grenier, journaliste de l'environnement, en 1999

Contact : emmanuel.grenier@larecherchedubonheur.com

« Abstraction faite des passions, il doit être évident que la population humaine du monde est devenue si nombreuse qu'elle menace son propre habitat ; et elle a déjà réussi à provoquer la disparition d'un grand nombre d'espèces de faune et de flore. Certaines ont été tout simplement tuées. D'autres ont disparu discrètement parce que des activités humaines avaient occupé ou perturbé leurs habitats. »

Préface du même livre :

« Je ne prétend pas m'intéresser spécialement à l'histoire naturelle mais, lorsque j'étais petit, on a attiré mon attention sur les fluctuations annuelles de la quantité de gibier et sur la nécessité de fixer le nombre d'animaux à supprimer en fonction de la population excédentaire. »

Lors de la réception d'un diplôme honoraire de l'université de l'Ontario (Canada) le 1er juillet 1983 :

« Le projet de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) destiné à éliminer la malaria au Sri Lanka dans les années après la guerre, a réalisé son objectif. Mais le problème, c'est que le Sri Lanka doit aujourd'hui nourrir trois fois plus de bouches, trouver trois fois plus d'emplois, tripler les logements, l'énergie, les écoles, les hôpitaux et les terres habitables, afin de maintenir les mêmes niveaux. Il n'est guère étonnant que l'environnement naturel et la faune dans ce pays en aient souffert. Toujours est-il que (...) les programmes d'aide les mieux intentionnés sont, au moins en partie, responsables de ces problèmes. »

Discours devant la réunion conjointe du Groupe de la population et du développement et de la Commission de conservation de tous les partis à Londres le 11 mars 1987:

« Je crois que (...) la pression exercée par la population humaine – le simple nombre de gens sur cette planète – est la cause la plus importante de la dégradation de l'environnement naturel (...) Tout ceci a été rendu possible par la révolution industrielle et le développement explosif de la science qui a été propagé dans le monde entier par la nouvelle religion économique du développement. »

• Un entretien avec Thomas Lovejoy

L'entretien suivant a été accordé en 1983 à un représentant des Éditions Alcuin par M. Thomas Lovejoy, à l'époque dirigeant du WWF des États-Unis et P-DG de la compagnie d'assurance Metropolitan Life Co.

Thomas Lovejoy : Je veux clarifier les choses d'emblée : il y a des gens qui font circuler des histoires très sales selon lesquelles le WWF essaye d'empêcher le moindre investissement dans le secteur en voie de développement, qu'il rejette toute industrie, que nous ne nous intéressons qu'aux animaux et aux plantes... C'est un mensonge...

Mais le WWF n'a-t-il pas pris le parti des petits animaux et des plantes exotiques contre le développement industriel et le développement des ressources dans certains endroits ?

Thomas Lovejoy : Certes. Mais cela ne veut pas dire que nous nous opposons à tout développement. Nous nous opposons à tout développement désordonné et négligent. Je veux

Dossier réalisé par Emmanuel Grenier, journaliste de l'environnement, en 1999

Contact : emmanuel.grenier@larecherchedubonheur.com

que cela soit clair, parce qu'autrement il y a des gens importants qui vont en tirer une mauvaise impression. Savez-vous qui je suis ? Savez-vous vraiment qui je suis ? Je suis le président du Comité exécutif du conseil d'administration de la Metropolitan Life. Savez-vous qui est vraiment Russel Train [Président du WWF américain et ancien officier de l'Otan] ? Il est membre du conseil d'administration d'Union Carbide. Qui croyez-vous, nom d'un chien, qui fait les investissements dans le secteur en voie de développement ? Qui profite ? Regardez donc le conseil de direction du WWF et vous y trouverez les dirigeants du monde des affaires industrielles et financières. C'est nous qui faisons les investissements. Nous faisons les profits et nous voulons continuer... tout en protégeant les petits animaux... Le problème numéro un, ce sont ces satanés secteurs publics et nationaux des pays en voie de développement Ces pays pensent qu'ils ont le droit de développer leurs ressources comme ils l'entendent. Ils veulent devenir des puissances, des États souverains et ils s'affairent... Nous pensions que nous pourrions mieux contrôler tout cela en raisonnant leurs dirigeants, ces crétins nationalistes. Mais nous avons surestimé la capacité que nous avons de contrôler ces gens-là, nous allons devoir ajuster le tir. L'ajustement sera certainement très douloureux. Le véritable problème, c'est ce stupide nationalisme et les plans de développement auquel il conduit.

Comment en venir à bout ?

Thomas Lovejoy : Ce n'est pas facile. Avant tout, il faut commencer par contrôler le ministère du Plan dans ces pays-là, surtout dans les grands pays. La crise de la dette est particulièrement opportune. Elle présente des risques mais aussi des promesses. Elle va imposer des coupes claires, des choix pénibles. Il devrait être possible de briser certains de ces grands combinats nationaux, comme l'industrie pétrolière mexicaine, parce qu'ils sont inefficaces et gros dévoreurs de capitaux.

Comment ferez-vous pour changer le programme d'investissement ? Ce n'est pas facile...

Thomas Lovejoy : C'est vrai, mais ce n'est pas impossible. Nous suggérons que si vous faites usage des considérations écologiques que nous soulevons, cela permet de retracer le plan des stratégies de développement. Prenez le Brésil, il y a d'ambitieux programmes de développement de l'aluminium. L'idée est excellente, mais on ne peut pas le faire sans une énorme quantité d'énergie. C'est là que les problèmes commencent. Les Brésiliens – je suis au courant, j'ai dix-sept ans d'expérience avec eux – pensent que s'ils développent l'Amazone, ils deviendront une superpuissance. Ils se montent la tête avec tout ça. Alors, il faut être prudent. On peut les acheter avec moins. Laissez-les développer leur bauxite et d'autres choses, et pendant ce temps-là, restructurez les plans afin de diminuer le développement du secteur énergétique, pour des raisons écologiques. A ce moment-là, nos amis du ministère du Développement s'exclament que c'est vraiment une très bonne idée...

Et qui fera les profits sur les développements de la bauxite ?

Thomas Lovejoy : Les fonds pour investir viendront de tous côtés et les profits seront largement répartis, et les amis du WWF seront au beau milieu de tout ça. C'est pour cela que je dis qu'il est absurde de nous présenter comme opposés au développement. Nous avons un problème avec les nations, et certes les nations en tant qu'institutions font obstacle à toutes sortes de choses – font obstacles aux projets profitables et écologiquement sains. Mais c'est un mensonge hystérique de nous accuser d'être antidéveloppement.

Les parcs naturels en Afrique

Le WWF n'a pas innové en matière de parcs naturels. Si l'on étudie de près l'histoire de l'empire colonial britannique, l'on constatera que ce dernier a mis en place vis-à-vis de ses colonies – et en particulier en Afrique – des politiques qui ressemblent étrangement pour certains aspects à ce que le prince Philip propose pour l'écologie de la planète.

La lecture d'une carte d'Afrique où se dessinent les frontières des parcs nationaux peut être une activité enrichissante. D'abord, on est frappé par la simple dimension de ces systèmes : la superficie du parc Kruger en Afrique du Sud est, par exemple, comparable à celle de la Lorraine, tandis que le vaste complexe de parcs en Zambie recouvre une étendue supérieure à la Grande Bretagne. Un autre aspect saisissant de cette carte est le grand nombre de parcs et de réserves qui sont situés sur des réserves nationales. Dans bien des cas, ils constituent des ensembles binationaux ou trinationaux à califourchon sur des frontières communes.

Il n'y a rien de spécifique à conserver précisément sur ces frontières qui ont été tracées arbitrairement par les empires coloniaux. A cette époque, ces zones dans lesquelles les indigènes n'avaient pas le droit de pénétrer, constituaient pour l'oligarchie coloniale des zoos dans lesquels elle pouvait venir librement chasser ou contempler une nature apparemment vierge d'activité humaine. Aujourd'hui, ces réserves constituent de véritables zones d'instabilité politique qui permettent de maintenir l'Afrique dans un état permanent de guerres, de coups d'État, de massacres et... de non-développement. Dans un tel contexte, les richesses naturelles ne sont pas exploitées pour élever le niveau de vie de la population mais demeurent simplement sous le contrôle de quelques cartels miniers du Commonwealth anglo-américain.

Donnons deux exemples :

- Ouganda-Soudan. Le dernier bastion de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) au Soudan est la ville de Nimuli sur la frontière avec l'Ouganda. Il est approvisionné à la fois depuis le parc national tout proche de Nimuli qui se trouve à la frontière avec l'Ouganda, et depuis le parc de la vallée de Kidepo dans le nord de l'Ouganda. Ce dernier sera aussi de centre de commandement et d'entraînement du SPLA.

Depuis au moins les années 60, différents groupes ougandais ont lancé des opérations militaires contre le sud du Soudan à partir du parc Kidepo. Celui-ci a été créé en 1962, contre l'avis des spécialistes de la conservation sur place qui contestaient surtout son emplacement. Certains maintiennent qu'il avait été créé uniquement pour faciliter la subversion par la Grande-Bretagne du Soudan devenu indépendant en 1956. Le fondateur du WWF, Peter Scott, fut aussi pendant longtemps le président du département ougandais des parcs.

- Ouganda/Congo-Zaïre. Pendant les années 60 et 70, le KGB formait des mouvements de libération de l'Afrique australe dans des parcs nationaux de l'Ouganda et du Zaïre. Parmi ces mouvements, il y avait l'Union des peuples du Zimbabwe (ZAPU) et sa scission, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), le Congrès national d'Afrique du Sud (ANC) et sa scission, le Congrès Pan-Africain (PAC).

Les endroits utilisés faisaient partie du complexe des parcs nationaux de l'ouest de

l'Ouganda et de l'est du Zaïre, dont le parc zaïrois Virunga, le complexe de parcs Reine Elisabeth et le parc Gorille d'Ouganda. Ces mêmes parcs devaient servir plus tard aux invasions ougandaises du Rwanda en 1990 et 1994.

Le WWF en Europe

Les projets du WWF en matière de « parcs naturels » et de « zones protégées » ne se limitent pas à l'Afrique, même si c'est sur ce continent qu'ils prennent leur forme la plus brutale – étant donné que c'est justement là que le « mondialisme » prend le plus le pas sur les États et les institutions nationales à l'heure actuelle. En fait, le WWF a prévu pour les cinq continents des projets de redécoupage des frontières, y compris en Europe et en Amérique du Nord, qui visent partout à faire exploser la souveraineté nationale.

La chute du communisme semble, par exemple, avoir constitué un cauchemar pour le prince Philip, car à cette époque, certains milieux industriels en Europe, influencés en cela par des propositions de l'économiste américain Lyndon LaRouche, avaient envisagé de lancer un programme de développement industriel et d'infrastructure comprenant entre autres un vaste réseau ferroviaire entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Le WWF a publié une étude intitulée *Parcs pour la vie : Action en faveur de zones protégées en Europe* qui a été présentée à la presse le 19 septembre 1994 à Bruxelles. A la lecture de ce rapport de 150 pages, on trouve un étonnant éloge du rideau de fer car celui-ci aurait contribué à préserver la pureté écologique en Europe ! Tout au long de ce rapport, les auteurs se prononcent contre « les grands projets d'infrastructure » et pour l'extension des terres non exploitées.

Le WWF en France

Le WWF sert de structure de coordination à l'ensemble des organisations écologistes pour leurs différentes actions contre les projets infrastructurels. Avec un budget annuel de 20 millions de francs, provenant essentiellement du mécénat d'entreprises, il mène une campagne assidue pour instaurer le « développement durable » dans tous les secteurs de la vie française. Par ce terme, le WWF entend surtout la « protection des milieux naturels », à laquelle il consacre 43% de son budget.

C'est ainsi que l'opération qui a permis de bloquer les programmes de l'EPALA (Établissement public de l'aménagement de la Loire et de ses affluents) a été menée par une association, Loire vivante, dont l'essentiel du fonctionnement était assuré par le WWF. C'est en effet lui qui payait le salaire du permanent suisse de cette association, Roberto Epple. Cette opération a d'ailleurs réussi puisque, après moult retournements et tergiversations des gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy, il était finalement décidé en janvier 1994 – donc par le gouvernement Balladur – d'abandonner deux projets de barrage, dont celui de Serre-de-la-Fare, le plus controversé des ouvrages proposés par l'EPALA.

En 1988, le duc d'Édimbourg se rendait même en personne au Bec d'Allier, l'observatoire installé par le WWF au confluent de la Loire et de l'Allier, et y lançait son « Vive la Loire sauvage ! » Se développait ensuite une campagne à l'échelle européenne, dont le cri de ralliement était « Sauvons la Loire, dernier fleuve sauvage d'Europe ». Les organisations écologistes des quatre coins de l'Europe rameutées par le WWF, venaient soutenir les

opposants à l'aménagement de la Loire. Ceux qui ont tout perdu suite aux inondations apprécieront l'éloge ainsi consacré à la « sauvagerie » d'un fleuve qui a accompagné pendant plus de dix siècles l'histoire de France. Sauvagerie qui peut se résumer en deux chiffres : en plein été, le débit de la Loire peut descendre jusqu'à 50 m³/s (le quart de celui de la Seine au mois de juillet sous les ponts de Paris) ; lors d'une grande crue, ce même débit peut soudain s'élever jusqu'à 8 000 m³/s. La grande colère de la Loire de 1980 faisait ainsi 8 morts et plus de 500 millions de francs de dégâts.

Selon la philosophie du WWF, « l'homme doit abandonner les zones dangereuses », ce qui revient essentiellement à dire que l'homme doit disparaître de la surface de la planète. C'est pourquoi le WWF fait abondamment campagne contre les projets de barrage de la Loire, n'hésitant pas à s'allier pour l'occasion une organisation aussi extrémiste que Robin des Bois, fondée par Jacky Bonnemains, un dissident de Greenpeace.

Le WWF travaille aussi directement avec Greenpeace. Le directeur de la communication du WWF, Pierre Mollier, avoue ainsi « rencontrer au minimum une fois par semaine mes collègues de Greenpeace, au moins pendant la période de la conférence de la Commission baleinière internationale ». S'il y a parfois désaccord sur les méthodes entre les deux organisations, il y a complet accord sur le but à atteindre : arrêter ce qu'ils appellent le « développement insoutenable qui détruit la planète. »

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.2

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

2. Greenpeace –

Le créneau de Greenpeace

Dans la galaxie des organisations anti-industrielles, Greenpeace, la légendaire ONG internationale, occupe une place intermédiaire entre les organisations « respectables » telles que le WWF, et les organisations « non respectables » telles que les mouvements écoterroristes du genre de Earth First ! Officiellement, Greenpeace est une association pacifiste, comme son nom semble l'indiquer.

Historiquement, les deux thèmes fondateurs à partir desquels Greenpeace a organisé ses premières campagnes étaient contre la chasse à la baleine et contre les essais nucléaires français. Depuis les thèmes se sont multipliés et l'on peut entre autres citer l'opposition au nucléaire civil, au chlore, aux gaz à effet de serre, aux organismes génétiquement modifiés (OGM), à l'incinération des déchets ménagers, ainsi que la protection de l'écologie marine, des forêts, la protection de l'Antarctique, la protection de la couche d'ozone, etc.

Comme on le voit, Greenpeace occupe le terrain sur toutes les grandes « causes »

écologistes à la mode. Elle lance des actions « sur le terrain » et a une image plus combattante (contrairement à d'autres organisations plus « respectables »).

Une opération de harcèlement de Greenpeace contre tel le ou telle industrie est toujours très spectaculaire (des militants vont, par exemple, s'enchaîner aux grilles d'une centrale nucléaire déguisés avec des tenues de protection contre les radiations) et reçoit systématiquement une couverture abondante dans les médias.

Il faut toutefois chasser l'image idyllique, que Greenpeace aime à cultiver, de la petite organisation courageuse qui ose défier les gros lobbies industriels, pour comprendre la nature de cette « multinationale verte ». En effet, lorsque son ancien dirigeant, David McTaggart quitte officiellement Greenpeace en 1991, l'organisation compte 5 millions de sympathisants dans le monde (aujourd'hui Greenpeace revendique 3 millions de sympathisants) et 43 bureaux. David McTaggart est l'homme qui a fait d'un petit groupe de hippies de Vancouver une multinationale qui affichait en 1993 un budget de 144 millions de dollars.

Il s'agit donc de l'une des ONG les plus riches du monde mais, compte tenu des grosses dépenses qu'elle engage, ce chiffre est vraisemblablement très sous estimé : ils vont, par exemple, dépenser 1,4 million de francs pour mettre en scène l'agonie d'un bébé dauphin dans les filets d'un chalutier, ou faire mener un train de vie luxueux aux dirigeants comme en témoigne Bjorn Okern, l'ex directeur de Greenpeace-Norvège : « Je n'ai jamais autant pris l'avion en première classe, ni couché dans des hôtels de luxe, qu'à l'époque où je travaillais pour Greenpeace. »

Pour caractériser le personnage de David McTaggart, citons simplement sa déclaration au *Time* du 21 août 1989 :

« Je n'ai aucune moralité. Nous combattons pour que nos enfants puissent atteindre le XXI^e siècle. Alors, au diable les règles. »

Avec de tels principes, il devient naturel de décider soi-même pour le reste de l'humanité de ce qui est bon pour elle...

Les véritables motivations de Greenpeace

En juin 1991, Michael Knessler écrivait dans le magazine autrichien *Der Wiener* : « D'un jour à l'autre, une communauté de consommateur de haschich devenait un groupe de combattants écologistes opérant à un niveau international. » Lorsque l'on étudie la manière fulgurante dont Greenpeace s'est développée, il devient naturel de se demander si l'habileté de ses dirigeants y a suffi, ou s'il n'y a pas eu quelque soutien occulte dont on pourrait peut-être trouver l'identité en se demandant à quels intérêts profitent les campagnes ? Des analyses intéressantes mais contradictoires ont voulu faire, par exemple, de Greenpeace un appendice de la CIA ou du KGB.

Il est clair qu'il y a eu une « convergence d'intérêts » entre Greenpeace et le régime soviétique, bien que qualifier la multinationale verte d'agent du KGB serait une vision réductrice. Cependant, au cours des années 80, lorsque Greenpeace manifestait contre les armes nucléaires, c'était en fait contre les armes antimissiles occidentales (l'initiative de

défense stratégique américaine), à une époque où les Soviétiques travaillaient sur des projets similaires, et contre les Pershing en Europe, à une époque où les Soviétiques avaient déjà installé des SS-20 en Allemagne de l'Est. Greenpeace n'a jamais manifesté contre les armes soviétiques mais seulement contre leurs chasseurs de baleine, et de manière très modérée. C'est ainsi que le numéro des 21-27 mars 1989 du magazine soviétique *Temps nouveaux* destiné aux agents extérieurs de l'Union soviétique, contenait un article « *Adhérer à Greenpeace* » où l'on pouvait lire que « *Greenpeace aura prochainement des milliers de nouveaux adhérents en Union soviétique.* »

Il est clair également que toutes les campagnes de Greenpeace contre le nucléaire civil – en particulier en France et au Japon – n'ont pu que servir les intérêts des pétroliers américains comme on l'a souvent rappelé par le passé. Mais la meilleure approche semble bel et bien de considérer que sous l'impulsion de McTaggart, Greenpeace, soit tout d'abord devenue une sorte de mercenaire vert cherchant à « faire de l'argent » en « surfant » sur la vague anti-industrielle issue de la fin des années 60. C'est cet objectif qui peut le mieux expliquer le manque de cohérence des analyses partielles que l'on serait tenté de faire.

Tout ceci nous éloigne de la véritable défense désintéressée de l'environnement et trouve sa confirmation dans les témoignages désabusés d'anciens membres. Citons encore l'ancien président de Greenpeace-Norvège :

« Avec la campagne pour les baleines, on détourne l'attention des vraies questions écologiques. Tout le monde peut s'acheter un peu de bonne conscience verte en soutenant la campagne sur les baleines, y compris les personnes et entreprises qui polluent le plus. Si Greenpeace consacrait son budget annuel d'un milliard de couronnes norvégiennes aux véritables problèmes de l'environnement, la bataille pour la protection de celui-ci ferait un grand pas en avant. »

Écoutons également l'ancien directeur de Greenpeace-France, Philippe Duquenne :

« La seule obligation de résultat de l'organisation est de faire la une des médias de temps en temps. C'est un système très pervers. L'important est de trouver quelques mots magiques qui feront « tilt » dans l'opinion publique. En outre, Greenpeace International décide de ce qui se fera en France et l'organisation fait preuve d'un intégrisme inouï. Son approche des problèmes se veut scientifique mais prend-elle le recul nécessaire ? A aucun moment, il n'y a d'analyse critique. » « Vu la façon dont les campagnes sont choisies, vu la façon dont les actions sont menées, il y a tous les risques d'une dérive. Greenpeace aligne tout le monde sur les besoins des Américains et des Européens du Nord. On peut facilement faire passer des idées dans Greenpeace parce qu'il n'y a pas d'analyse. On n'y fait pas de prospective. On ne se demande jamais quels seront les nouveaux thèmes de campagne. Ceux-ci arrivent sans qu'on les cherche. »

Greenpeace n'est donc pas vraiment une organisation démocratique. Ceci est également confirmé par Bennet Metcalfe, qui a précédé McTaggart à la direction :

« Quand je pense à toutes ces années, à tout ce qui s'est passé depuis que nous avons fondé cette organisation, j'ai vraiment l'impression d'avoir créé un monstre, d'être un peu comme le docteur Frankenstein.

Greenpeace et les médias : un cas d'étude

Examinons sur un exemple particulier récent le *modus operandi* de la multinationale verte : les campagnes menées contre l'usine de retraitement de la Cogema à La Hague.

Greenpeace n'est pas le seul ni le premier intervenant dans ces campagnes. Celles-ci se déroulent d'ailleurs dans un contexte très « chaud » (campagne contre les essais nucléaires français en 1995, rapport Viel sur les leucémies de La Hague etc.). Greenpeace-Cherbourg a même une existence symbolique qui se limite à quelques employés de l'arsenal nucléaire (!). Cependant, Greenpeace International a su investir et contrôler le terrain, créer toute une mobilisation internationale autour des rejets de La Hague, la faire durer plusieurs années sous la forme d'un feuilleton interminable de type *Dallas*... tout cela sans jamais prouver l'existence d'un véritable problème pour la santé publique ou même pour l'environnement !

En effectuant une revue de presse sur les attaques dans la presse française contre le nucléaire français au cours des années 1990-1997, nous pouvons constater que toute la campagne sur les seuls rejets de La Hague (sans tenir compte des « affaires associées » telles que le rapport Viel ou les attaques par les associations locales du centre de l'ANDRA à Cherbourg) a provoqué une avalanche médiatique sans précédent sur un ton la plupart du temps « catastrophiste » (*Sud-Ouest* : « *L'environnement de La Hague est gravement contaminé* », *Le Républicain Lorrain* : « *Nucléaire : La Hague en accusation* », *Le Méridional* : « *Nucléaire : alerte à La Hague* », etc.). Pour la période entre le 15 février 1996 et le 31 décembre 1997, nous avons relevé un échantillon, largement non exhaustif, de 114 extraits de presse sur le sujet, la plupart émanant de médias nationaux ou à grand tirage. Il serait trop long de donner ici une chronologie complète des événements, nous nous contenterons de quelques étapes.

- Le 15 février 1996, Greenpeace présente à la presse une étude qu'elle a commandée à la CRII-RAD : *Contrôles radiologiques dans l'environnement des installations nucléaires de La Hague*. Selon cette étude, l'environnement serait contaminé par plusieurs radioéléments, dont l'iode 129 qui pourrait être inhalé par les populations ou contaminer la chaîne alimentaire, « *c'est la signature des rejets aériens des usines de retraitement de La Hague* ». En fait, ce rapport ne produit rien de nouveau ou de « caché par les nucléocrates ». La Cogema parvient sans peine à montrer que ces radioéléments correspondent aux rejets qu'elle est autorisée à effectuer et que leur impact est insignifiant : « *La radioactivité naturelle est de 2500 μ Sv/an. L'impact de l'usine sur l'environnement est de 10 à 20 μ Sv/an alors que la norme autorisée pour le public est de 5000 μ Sv/an* ».

- Le 28 mai 1997, Greenpeace commande un second rapport à la CRII-RAD pour relancer l'affaire de l'iode 129. Cette étude porte plus particulièrement sur la dilution de l'iode 129 provenant du centre de retraitement, dans l'eau de mer. Le rapport est de nouveau alarmiste et affirme que les mesures officielles « *montrent que les facteurs de dilution prévus par la Cogema conduisent à sous-estimer d'un facteur 10 à 100 les quantités de radionucléides artificiels présents dans l'eau de mer* ». Après enquête, il s'avère que la CRII-RAD a commis dans son rapport une erreur de calcul de débutant... Donc, ici encore, nous avons eu beaucoup de bruit pour rien.

- Le 11 mars 1997, les marées d'équinoxe découvrent la conduite rejetant en mer les effluents liquides de l'usine. Greenpeace effectue des premières mesures de radioactivité et en fait effectuer par la CRII-RAD. Le 8 avril, trente cinq militants de Greenpeace envahissent l'endroit pour effectuer un second contrôle sur la canalisation : « *Nous avons relevé 385 μ Sv par heure. Cela représente une irradiation 3860 fois supérieure à la norme.* » C'est ainsi que démarre « l'affaire du tuyau ». Ce nombre de « 3860 » qui correspond aux premières mesures a en effet de quoi paniquer tout auditeur naïf qui ignore que le dépassement d'une norme ne signifie pas nécessairement danger. On notera cependant le décalage entre le ton dramatique de cette déclaration et le déplacement de trente-cinq militants : si Greenpeace pensait réellement qu'il y avait un danger, aurait-elle organisé une telle mise en scène si éloignée du calme que nécessitent des mesures scientifiques ? Néanmoins, une ambiance de catastrophe est transmise par l'audiovisuel, notamment lors de l'émission de FR3, *Thalassa*, du 18 avril : les représentants de la CRII-RAD sont filmés en train de mesurer la radioactivité. Gros plan sur l'usine avec musique de fin du monde. L'angoisse est mise en scène. Les hommes semblent inquiets, ils sont pressés et silencieux. Dès que les mesures sont prises, l'un d'entre eux déclare : « Allez, on file », comme s'ils se trouvaient près d'une bombe prête à exploser. Invisible, tapi, le danger est là, d'autant plus oppressant qu'on ne le voit pas.

L'enquête sur l'incident donne les résultats suivants.

Sur la réalité de l'incident, la radioactivité détectée est due à la présence de tartre radioactif sur les parois intérieures de la canalisation. Il sera procédé ultérieurement à un détartrage du tuyau. D'après la Cogema : « *Le dépôt de tartre est en effet dû à la formation de silicate à la suite de la mise en contact des eaux de pluie avec les effluents, et il y sera remédié en n'envoyant plus, dorénavant, les unes et les autres simultanément sur la conduite* ».

Sur la réalité du risque, la radioactivité décroît très rapidement dès que l'on s'éloigne de la conduite (quelques mètres) et la conduite n'est découverte qu'une fois tous les cinq ans, donc pour qu'il y ait un problème sanitaire quelconque faudrait imaginer que quelqu'un vienne s'allonger plusieurs heures d'affilées sur la conduite ce qui paraît peu vraisemblable à cette époque de l'année...

- Au cours de la première quinzaine de juin 1997, des hommes-grenouilles de Greenpeace font des plongées et viennent prélever des sédiments et de l'eau au voisinage de la canalisation. Selon Greenpeace, la radioactivité de l'eau se situe à « *un niveau 17 millions de fois supérieur à la radioactivité naturelle de l'eau* ». Ce que Greenpeace ne précise pas c'est que cette radioactivité est strictement localisée à l'embouchure de la canalisation, à 27 m de profondeur et à 1,7 km de la côte, dans un endroit où les courants sont particulièrement forts pour permettre justement la dispersion de cette radioactivité : ces prélèvements reviennent à juger de la qualité de l'air en mettant son nez à la sortie d'un pot d'échappement de voiture. De ce fait les chiffres donnés par Greenpeace ne révèlent donc rien qui ne soit pas déjà connu ; ils ne sont d'ailleurs contestés par personne, mais leur interprétation par l'organisation écologiste est véritablement frauduleuse. Il est intéressant néanmoins de constater que Greenpeace considère que ces prélèvements devraient être qualifiés de déchets nucléaires, et pourtant les expédie pour analyse à un laboratoire en Allemagne au mépris total de la réglementation sur le transport des déchets nucléaires et sans prendre de précaution pour éviter une contamination éventuelle de tierces personnes... Si ces prélèvements sont dangereux, alors il faudrait considérer que Greenpeace est un empoisonneur, s'ils sont inoffensifs, alors toute

cette campagne catastrophiste serait une fraude. De toute façon, cette attitude montre mieux que la véritable préoccupation de Greenpeace n'est pas la santé publique, d'autant plus qu'il n'est pas rare qu'un tel transport de produits « dangereux » soit effectué de manière tapageuse par la multinationale verte.

- Les opérations de détartrage sont effectuées le 6 septembre 1997. Quelques dizaines de kilogrammes de tartre sont détachés au cours de l'opération et entraînés vers la mer. Cette quantité représente moins d'un millième des 100 t de tartre ramenés à terre au cours de l'opération et ne provoque qu'un marquage radioactif de l'entourage immédiat de la conduite (cette radioactivité reste comparable à celle d'un bloc de granit). Cela n'empêche pas Greenpeace d'y envoyer ses plongeurs et de déclarer : « *Ce que nous avons vu s'apparente à un cauchemar nucléaire* ». Cette accusation est relayée et amplifiée par les médias et notamment l'émission *Thalassa* du 27 septembre.

- Le 2 octobre 1997, Greenpeace organise une conférence de presse au sujet des prélèvements que ses plongeurs ont effectués fin septembre. L'organisation écologiste accuse la Cogema de violer le décret du 1er novembre 1980 qui fixe à un maximum de 25 microns de diamètre les particules radioactives rejetées en mer, or les rejets liquides « *fourmillent de particules radioactives d'une taille supérieure à 63 microns* ». Ici encore, l'enquête met en évidence la mauvaise foi de Greenpeace : les particules radioactives de diamètre inférieur à 25 microns sont rejetées en même temps que des particules inertes de toutes tailles.

Que faut-il retenir de cet inventaire fastidieux dont nous n'avons donné qu'une partie ? Tout d'abord que Greenpeace a repris à son compte le fameux proverbe selon lequel, lorsque l'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage : toute cette énergie que Greenpeace a déployée n'a mis en évidence aucun problème réel. Cette constatation suffirait-elle à diminuer l'arrogance et l'agressivité de l'organisation écologiste vis-à-vis de l'industriel ? Certes non puisque dès qu'un épisode s'achève, un autre démarre. L'objectif des écologistes n'est pas ici une recherche de la vérité mais plutôt d'alimenter dans l'esprit du public, à coup de demi-vérités et de véritables mensonges, un sentiment irrationnel de peur et de malaise permanent. De ce point de vue, on peut dire que Greenpeace a parfaitement assimilé les leçons de Joseph Goebbels en matière de manipulation d'informations.

Par ailleurs, et ceci accompagne cela, Greenpeace n'aurait jamais pu déclencher une opération qui a tenu l'Europe entière en haleine pendant plus de deux ans autour d'un ensemble « d'événements » qui se réduisent littéralement à rien, sans une complaisance totale de l'ensemble de l'audiovisuel français.

The Rainbow Man

L'homme qui a sans doute le plus contribué à démythifier Greenpeace est un cinéaste islandais, Magnus Gudmunsson, qui a notamment réalisé pour la télévision danoise, plusieurs films documentaire sur Greenpeace dont l'un est intitulé *The Rainbow Man*. Parmi les choses les plus choquantes que l'on peut y voir, figure notamment l'utilisation par Greenpeace de films truqués et sa collaboration avec des « écoterroristes », collaboration tout à fait contradictoire avec le « pacifisme » affiché par la multinationale verte.

Le documentaire de Gudmunsson analyse notamment un film de propagande de

Greenpeace sur la chasse aux phoques de 1978. Ce film présentait des scènes douloureuses de chasse, impossibles à prendre sur le vif sans mise en scène préalable. Certaines scènes sont tournées plusieurs fois sous des angles différents. Les images sont excellentes et les gros plans très expressifs. Carsten Fledelius, professeur de cinéma à l'université de Copenhague déclare à leur propos : « *On fait souffrir inutilement les animaux pendant le tournage. Tout ceci me rappelle les films de propagande nazis* ». Dans ce contexte, il est bon de rappeler que Greenpeace a également réalisé un film, *Kangaroos Under Fire*, contenant des scènes incroyablement atroces de torture sur les kangourous en Australie. L'idée était de faire passer les adolescents ivres morts qui pratiquaient les tortures pour des chasseurs professionnels.

The Rainbow Man a également montré de manière irréfutable les liens de Greenpeace avec une organisation violente : au cours d'une interview réalisée par deux journalistes danois, la présidente de Greenpeace de l'époque, Uta Bellion, commence par affirmer que le principe de la non violence est très important pour son organisation et qu'il n'existe pas de coopération avec un groupe violent tel que Earth First ! Lorsqu'on lui présente les preuves du contraire et notamment du fait que de nombreux membres de Greenpeace Seattle sont également membres de Earth First !, elle finit par reconnaître les faits mais refuse de s'engager à mettre fin à une telle collaboration. Depuis cet épisode, la stratégie de Greenpeace s'est quelque peu infléchie : il ne s'agit plus maintenant de nier la collaboration entre Greenpeace et Earth First ! mais de soutenir contre vents et marées que Earth First ! n'est pas une organisation violente. A ce sujet, il peut être intéressant de citer Suzanne Pardee, membre du bureau de Greenpeace Seattle et membre de Earth First ! qui s'exprimait le 6 mars 1994 sur la conférence Econet dans les termes suivants :

« Tirez sur les vaches. Elles ne courent pas. Elles ne peuvent pas mordre, elles ne chargent pas, elles ne vous lacèrent pas. Elles ne produisent que 2 % de la viande sur 70 % des terres de l'État. Une livre de bœuf exige 8 000 litres d'eau contre seulement 80 pour une livre de farine. Et puis il y en a beaucoup trop. Bonne chasse ! »

Cette image contraste sérieusement avec l'idée que l'on se fait de Greenpeace habituellement. Dans les pays où les films de Gudmunsson ont pu être diffusés publiquement, le résultat a été désastreux pour la multinationale verte, y compris en Europe du Nord où l'idéologie verte s'est traditionnellement développée plus qu'ailleurs (les films de Gudmunsson n'ont pas été diffusés en France...). Selon les termes de Ruben Almedia, le dirigeant brésilien de Greenpeace, le voyage de Gudmunsson dans son pays en 1994 a été pour lui « *comme une catastrophe nucléaire* ». Des milliers de contributeurs téléphonèrent aux locaux de Greenpeace pour exiger le remboursement de leur cotisation. Selon son propre aveu, Greenpeace a perdu la même année 50 % de ses membres au Danemark. En Suède, ce chiffre est estimé entre 30 et 40 %...

Cependant, c'est sans doute en Norvège, que le film de Gudmunsson a fait le plus de dégâts. En avril 1989, Greenpeace-Norvège avait 15 000 membres et était en rapide croissance. Trois ans plus tard, selon nos sources, il ne restait dans l'organisation norvégienne que 35 membres. Le coup de grâce est venu avec la démission du président de Greenpeace-Norvège Bjorn Okern. Il a déclaré notamment que Greenpeace était devenue une organisation « *écofasciste* ».

Une structure de renseignement et d'infiltration

Fin 1996, Olivier Vermont publiait un livre chez Albin Michel, *La face cachée de Greenpeace*, qui venait compléter de façon très intéressante ce que l'on savait depuis Gudmunsson sur Greenpeace à propos de ses liens avec l'écoterrorisme, mais surtout sur son fonctionnement en tant que réseau de renseignement. Ce livre est en fait l'histoire d'une infiltration : Olivier Vermont, pseudonyme d'un journaliste français, a passé dix mois au sein de la multinationale verte ; il y joue le rôle de secrétaire, ce qui lui permet d'avoir accès aux ordinateurs et à des informations confidentielles.

Tout d'abord, il constate que Greenpeace-France, qui est un nain à côté ses sœurs allemande et britannique, dispose d'un réseau d'informateurs très étendu dans les milieux de la presse, de l'industrie, de la politique... ce qui lui permet d'avoir des fiches très bien renseignées sur beaucoup de personnalités. Celle de Jacques Chirac, par exemple est très complète, avec mise à jour régulière de la maîtresse bien en cour. Ces informations sont utilisées à des fins de lobbying mais, selon Vermont, elles sont « *si détaillées qu'elles ressemblent de façon troublante aux fiches établies par les services d'espionnage* ».

Un document particulier trouvé par Vermont donne le frisson. Il s'agit d'un dossier intitulé *Palais de l'Élysée*, avec des cartes extrêmement précises du palais présidentiel. Des vues d'hélicoptère sur lesquelles sont représentées la loge d'honneur, le vestibule d'honneur, le fameux perron où le président accueille ses hôtes de marque et le bureau du président. Un plan en trois dimensions de l'intérieur de ce dernier détaille la disposition des meubles et la localisation exacte du fauteuil du président. Des notes manuscrites accompagnent le plan pour indiquer le trajet le plus court menant du perron au bureau. Troublant également, le dossier comporte des informations sur le système de protection de l'Élysée. Cela est d'autant plus inquiétant quand on se souvient du spot télévisé britannique *The day of the Jacques*, une opération conjointe de Greenpeace et du WWF réalisée au moment de la campagne contre les essais nucléaires français en 1995, et qui représentait une menace ouverte contre la vie du président puisque celui-ci, joué par un comédien, se trouvait visé par l'objectif d'un fusil à lunette.

En fait, contrairement à ce que l'on pourrait croire à première vue, Greenpeace n'est pas véritablement détachée du monde politique. On savait déjà que l'ancienne ministre de l'Environnement française, Ségolène Royal, reprenait en septembre 1992 presque mot pour mot la propagande de Greenpeace sur le pyralène, à tel point que même *Libération* que l'on ne pourrait vraiment pas qualifier d'anti-écologisme primaire l'avait remarqué : Mme Royal « *laboure politiquement à la remorque de Greenpeace* ». Greenpeace-Allemagne est une telle institution dans ce pays, que son ancienne directrice exécutive, Monika Griefahn, était devenue ministre de l'environnement de la Basse-Saxe.

Dans le même ordre d'idées, le livre d'Olivier Vermont nous apprend que notre ancien ministre de l'Environnement, Brice Lalonde, collaborait avec Greenpeace, y compris à l'époque où il était au gouvernement. Brice Lalonde, qui avait hébergé David McTaggart en 1973, lors de son procès contre l'État français, s'en vante même dans une note découverte par Vermont :

« Quand j'étais secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et

de la Prévention des risques technologiques majeurs, dans le gouvernement de Michel Rocard, on montait nos coups ensemble. C'était amusant. David représentait Greenpeace, moi, l'État français. »

Plus près de nous, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le Premier ministre de Belgique, Guy Verhofstadt, vient de constituer un gouvernement de coalition avec des écologistes. Le nouveau secrétaire d'État à l'Énergie et au Développement durable n'est autre que... Olivier Deleuze, l'ancien président de Greenpeace-France !

L'avenir de Greenpeace ?

Il est certain que les révélations faites sur Greenpeace au cours des années 90 (ainsi que certaines de ses défaites en justice contre le monde industriel comme nous le verrons dans la troisième partie de cette étude) ont considérablement diminué la marge de manœuvre de la multinationale verte. Depuis quelques années, Greenpeace a réduit considérablement ses effectifs dans de nombreux pays et notamment aux États-Unis. Cependant, il serait prématuré de croire que cette organisation est moribonde, elle reste un géant à vocation internationale. Le gros de ses forces se trouve actuellement en Allemagne, en Hollande et en Angleterre. C'est à partir de ces pays qu'elle a pu organiser certains coups d'éclat : par exemple, sa campagne contre l'immersion de la plate-forme Brent Spar du pétrolier Shell a renfloué ses finances à un moment où celles-ci se portaient très mal ; les campagnes contre La Hague connaissent également une forte couverture de presse outre-Rhin.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.3

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

3. L'écoterrorisme –

Le cas Unabomber

Theodore Kaczynski est un cas d'école qui montre que l'écoterrorisme ne peut pas être considéré comme un phénomène en tant que tel, mais qu'il est l'une des composantes nécessaires du mouvement écologiste international. Ce fou qui signait ses méfaits du pseudonyme « Unabomber », a été présenté dans la presse comme un « tueur isolé », mais cette thèse ne tient pas la route.

Rappelons les faits : Kaczynski, qui a été arrêté en 1996, a envoyé au cours des années précédentes des colis piégés à une vingtaine de victimes, tuant ainsi trois personnes et blessant seize autres. Ses cibles qui faisaient partie des élites du monde scientifique et industriel, sont en fait de la même nature que celles du groupe Animal Liberation Front (ALF, voir ci-dessous) et montrent que ce qui est remis en cause c'est le progrès technologique. Ce point a d'ailleurs été confirmé lorsqu'en septembre 1995, Unabomber a exigé que la presse publie son manifeste *La société industrielle et son avenir* faute de quoi, il aurait recommencé

à tuer. Le *Washington Post* et le *New York Times* ayant cédé très complaisamment ce chantage, on put retrouver sous la plume du tueur, des lignes qui portaient très nettement l'influence des pères de l'écologisme :

« La révolution industrielle et ses conséquences ont été un désastre pour l'espèce humaine. Elles ont grandement accru l'espérance de vie de ceux qui vivent dans les pays avancés, mais elles ont également déstabilisé la société, elles ont créé une vie de frustration, et les ont soumis les êtres humains à un état indigne, amené des souffrances psychologiques très répandues (et des souffrances physiques dans le tiers monde) et enfin, provoqué des dommages graves pour la nature. »

Cette complaisance des deux journaux américains vis-à-vis du tueur, met en évidence la responsabilité de la presse dans le développement de l'écoterrorisme : Unabomber est tout d'abord le résultat, en quelque sorte, de la fascination de certains journalistes vis-à-vis des thèses anti-industrielles. Écoutons par exemple Jean-Marie Apostolides qui, en France, a traduit et présenté Unabomber aux Editions du Rocher :

« Unabomber conçoit ses engins comme des signes qu'il envoie, au-delà de la personne particulière de la victime qu'il a choisie, à la société tout entière, et que celle-ci doit déchiffrer pour le comprendre (...). Sa position, qui recouvre jusqu'à un certain point celle de l'artiste dans la tradition romantique, le dote d'une perspective de moraliste qui lui permet de désigner le mal qui nous ronge. (Souligné par Apostolides.) Ce mal, c'est bien entendu l'oppression technologique qui justifie, selon lui, non pas les méthodes d'Unabomber, mais ses thèses... »

En fait, beaucoup de pistes partant d'Unabomber nous conduisent directement à des mouvements écologistes et, en particulier, à des groupes écoterroristes. Par exemple, le Native Forest Network (NFN) a organisé en novembre 1994, une conférence sur le campus de l'université de Montana, à laquelle a assisté Unabomber. Le NFN a été fondé en 1990 dans la région australienne de Tasmanie par la Fondation australienne pour la conservation et par le Rainforest Action Network (RAN). La Fondation australienne pour la conservation a été fondée en 1963 par le prince Philip et le RAN en 1985 par Greenpeace, Earth First !, le Sierra Club et la National Wilderness Society. Phil Knight, fondateur du NFN, est également cadre de Earth First ! et dirige la section occidentale de l'ALF.

David Foreman, l'un des fondateurs d'Earth First! écrivait en 1983 :

« Le sang des cadres des industries du bois est ma boisson naturelle et le dernier soupir des administrateurs forestiers est une douce musique pour mes oreilles ».

Cependant, depuis 1990, Earth First ! essaie de se faire passer pour un mouvement pacifiste. Est-ce crédible ? Si l'on en revient à la conférence de Montana de 1994, l'on constate – outre la présence de groupes criminels tels qu'ALF, aux côtés d'Earth First ! qu'un exemplaire du journal de Earth First ! (*Live Wild or Die*) a été distribué à tous les participants (selon Barry Clausen, le détective qui a infiltré Earth First !). Dans ce journal se trouvait une diatribe contre des sociétés qui détruisent l'environnement comme « Exxon, qui engagea Burson Marsteller pour contrer la publicité négative provoquée par la marée noire de l'Exxon-Valdez ». Le 10 décembre 1994, Thomas Masser, ancien haut responsable de Burson-Marsteller fut tué par un colis d'Unabomber. Dans sa lettre de recommandation, ce dernier déclarait avoir choisi Mosser parce qu'« entre autres méfaits, Burson-Marsteller avait aidé

Exxon à nettoyer son image après l'accident de l'Exxon-Valdez ». Carmelo Ruiz-Marrero, l'auteur de l'article de *Live Wild or Die* a reconnu par ailleurs avoir utilisé des documents de Greenpeace pour l'écrire.

Kaczynski était-il un tueur isolé en dépit de l'arsenal qu'il possédait chez lui et dont on voit mal comment il aurait pu se le procurer seul ? Peut-être a-t-il en effet construit ses bombes lui-même. Cependant, il signait ses revendications en disant « nous » au lieu de « je », ce qui montrerait que dans son esprit malade, il s'identifiait à un groupe. Dans ces conditions, il est clair que les véritables responsables de ses meurtres sont bien ceux qui ont façonné son environnement intellectuel – presse et écologistes. L'écoterrorisme n'est donc pas le fait de quelques fous isolés en Amérique du Nord, mais bel et bien le symptôme d'une maladie culturelle de notre société dans son ensemble.

L'écoterrorisme en Europe

L'écoterrorisme est un phénomène qui s'est surtout développé aux États-Unis et au Canada, notamment sur la côte Pacifique. Cependant, l'Europe n'en a jamais été totalement épargnée comme nous allons le voir sur quelques exemples – de genres très différents – qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie.

- Au cours du premier semestre de l'année 1990, l'Angleterre a été secouée par une série d'incidents dont quatre attentats à la bombe commis par l'ALF. Des scientifiques de l'université de Bristol, dont le laboratoire avait été l'objet de trois attentats en cinq ans, ont reçu des menaces. L'ALF a notamment menacé de mort le 11 juin, un professeur de chirurgie qui avait utilisé des tissus venant du cœur d'un cochon pour sauver la vie d'un enfant de 7 ans. Les « défenseurs des animaux » ont célébré ces attentats avec jubilation dans leur magazine *Arkangel*. Selon *La Croix*, l'ALF a également commis plus de 1000 attentats au cours de l'année 1991 dans la seule ville de Manchester. Les cibles étant des vitrines de boucherie et de pharmacie, des abattoirs, des transports de viande, des fourreurs, des fabricants de cosmétiques, etc. Le credo de l'organisation fut exprimé par Ronnie Lee, son chef spirituel, en ces termes : « Ceux qui font des expériences sur les animaux n'ont rien à envier aux tortionnaires nazis ; et ceux qui veulent les en empêcher ne sont pas des terroristes mais des combattants de la liberté ». Ce type d'opérations qui vise essentiellement la recherche scientifique et le commerce animal a encore lieu régulièrement outre-manche.

- Le nucléaire civil est régulièrement l'objet d'attaques de la part de ses détracteurs sur la question du terrorisme. Selon ces derniers, en effet, un commando pourrait s'introduire dans une centrale et provoquer un nouveau Tchernobyl. C'est ainsi que des la fin des années 80, on a eu par exemple une multiplication d'attaques contre des pylônes et des lignes électriques provenant de Superphénix : ces sabotages, qui ne représentent en tant que tels que de la destruction de matériel sans problème de sécurité nucléaire, sont toutefois un outil de propagande très prisé des antinucléaires. C'est ainsi que certains groupes se sont illustrés en Italie, tels que les Figli della Terra (Les fils de la Terre). On peut également citer d'autre cas en France. Par exemple, le 22 décembre 1990, le pylône qui reliait la première tranche de Golfech au centre de transformation le plus proche a explosé. Le mode de sabotage était celui d'experts en explosifs et en structures métalliques. Des affiches anonymes proclamaient dans la région : « Si Tchernobyl vous a fait rire, ne ratez pas Golfech ». Cette centrale a également été l'objet d'une intrusion le 8 mai 1996, par un groupe d'écologistes qui ont escaladé la tour

de refroidissement du réacteur n°1. Cette tour n'étant pas dans un périmètre « sensible », cette intrusion n'a mis en évidence aucun problème de sécurité, contrairement à ce que prétendaient les antinucléaires. L'« opération » s'est en effet limitée au franchissement d'une clôture qui a déclenché une alarme à cause de laquelle les intrus n'auraient pas pu aller plus loin. Cependant, ces derniers ont bénéficié d'une avalanche médiatique en leur faveur.

- En 1994, des actes de terrorisme ont été commis à Fontainebleau par des écoterroristes dont un « écologiste au-dessus de tout soupçon », Samuel Baunée : des milliers d'arbres arrachés, des machines sabotées, des chênes cloutés, des menaces de mort, etc. En fait, la forêt de Fontainebleau est gérée par l'Office national des forêts (ON F), institution qui est la cible régulière des associations écologistes les plus radicales souhaitant une gestion plus « naturaliste » de la forêt et refusant toute exploitation commerciale du bois. Dans ce cadre, ils contestent toute transformation de la forêt et, en particulier, la plantation d'espèces résineuses en lieu et place des espèces feuillues. Dans le cadre de son procès au terme duquel il a été condamné à 14 jours de prison avec sursis, Samuel Baunée fut soutenu par plusieurs prix Nobel et 80 académiciens, par le WWF-France et le WWF-International, par Greenpeace et par le très officiel CEDI (Collectif Environnement Développement International), l'organisme qui regroupe toutes les ONG françaises ayant préparé la conférence de Rio en 1992.

- Été 1995 : dans le contexte des essais nucléaires français a été diffusé un spot télévisé intitulé *The day of the Jacques* contenant une menace de mort contre Jacques Chirac, nouvellement élu à la présidence française. On y voit un tueur professionnel charger son fusil à lunette. Puis dans le viseur de cette lunette apparaît « Jacques Chirac » (joué par un acteur) assis à la terrasse d'un café devant une bouteille de vin rouge. On entend : « Il n'existe qu'une seule façon d'empêcher Jacques Chirac de poursuivre son programme d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud, c'est de le frapper là où cela fait mal ». Retentit alors un coup de feu, la bouteille de vin éclate et du sang-vin envahit l'image, alors qu'apparaissent les mots : « Envoyez une bombe dans les plans de Chirac, boycotez les vins français ». Ce film a été commandé par la Coalition britannique pour l'interdiction des essais nucléaires, à l'agence Media Natura. L'homme qui a passé cette commande s'appelle Chris Rose. Il est passé des Amis de la Terre au WWF puis est devenu directeur de campagne à Greenpeace-Grande Bretagne. Le conseil d'administration de Media Natura comporte plusieurs membres du WWF.

Même si les écoterroristes ou écoguerriers sont surtout actifs dans les pays anglo-saxons, ils commencent à avoir une certaine publicité en France et, quelque fois très positive. C'était le cas d'un reportage consacré aux écoguerriers qui est passé en juin 1999 à l'émission de Patrick de Carolis *Des racines et des ailes*, diffusée sur France 3, où l'on voyait notamment des opérations de résistance passive mais aussi des menaces de mort. Néanmoins, commentant ce reportage, Hubert Reeves, astrophysicien au CEA, a déclaré :

« Sans aller jusqu'à approuver les actions terroristes, je pense que leur cause est bonne. Je suis très admiratif de leur courage. Je trouve très bien que ces jeunes se mobilisent pour des actions que l'on peut qualifier d'héroïques. »

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.4

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

4. Maurice Strong –

Dans le domaine de l'environnement et des grandes institutions supranationales, Maurice Strong est une personnalité incontournable. En effet, non content d'avoir dirigé la grande conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972 et d'être l'un des principaux promoteurs du manifeste malthusien du Club de Rome *Halte à la croissance ?*, il a été également désigné pour diriger le sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992.

Depuis une trentaine d'années, Maurice Strong a eu deux obsessions : dénoncer les méfaits de l'homme et de son industrie sur la Terre et demander en conséquence une réduction de la population mondiale. Canadien, il a fait sa fortune dans le secteur du pétrole en allant jusqu'au sommet puisqu'il fut nommé en 1976 président de la Pétrocanada. Membre dirigeant du Club de Rome, il a par ailleurs prêté ses services à toute une série d'associations néomalthusiennes : l'UICN, la Fédération mondiale des associations de l'ONU et l'Aspen Institute. Tout ceci est public.

Ce qui est moins connu, c'est le fait que Maurice Strong soit un fervent adepte du « Nouvel Age », ce mouvement pseudo-religieux appartenant à la « Conspiration du Verseau » (d'après leur propre littérature, ce mouvement vise à passer de « l'âge du Poisson » (le Christ) à « l'âge du Verseau » (Lucifer). Strong et sa femme Hanne possèdent un ranch de 25 000 ha dans le sud du Colorado aux États-Unis qui abrite une kyrielle de sectes orientalisantes. Ce centre est situé sur l'immense terrain acheté par le couple en 1978. Strong espère que son centre – le « Baca Grande » – deviendra « le germe d'un renouveau spirituel mondial », car « seul ce facteur pourrait sauver l'humanité de sa folie vis-à-vis de l'environnement ». Hanne Strong a nommé ce centre « la vallée du refuge de la vérité mondiale ». Elle l'a fondé après avoir été inspirée par des visions. « Depuis l'enfance, elle savait qu'elle avait des capacités mystiques. Elle voyait des anges. Elle avait des réminiscences de ses vies antérieures » rapporte Strong. Ce dernier collabore aussi avec Ted Turner dans deux programmes télévisés qui promeuvent le culte de Gaïa.

Pour donner une idée de ce qui se trouve dans la tête de Maurice Strong, nous citons ici un extrait du discours qu'il a prononcé aux rencontres sur la « Théologie de la Terre » de Lenton, tenues en 1989 à la cathédrale Saint John the Divine de New York :

« (...) nous avons beaucoup à apprendre des peuples indigènes auxquels nous avons trop souvent prêché et que nous avons trop peu écoutés. Comme l'un des dirigeants du Conseil mondial des peuples indigènes l'a déclaré récemment, « la Terre est la fondation de nos peuples, c'est un germe de spiritualité, la fontaine à partir de laquelle fleurissent nos langages et nos cultures. La Terre est notre historienne, la gardienne des événements passés et des os de nos ancêtres. La Terre nous donne la nourriture, les médicaments, le gîte et l'habit. C'est la

source de notre indépendance, c'est notre mère. Nous ne devons pas la dominer mais vivre en harmonie avec elle. »

« Et un autre dirigeant indigène nous a lancé le défi avec force : « L'unité de la Terre a été détruite par des entités artificielles que l'on appelle nations qui séparent les peuples l'un de l'autre. » Même chez des peuples qui partagent une même culture, histoire et tradition. L'unité de la Terre a été détruite au sein de ces nations par d'autres frontières artificielles divisant la Terre en lopins de propriétés privées, détruisant la Mère Terre et ses peuples indigènes. Ces exploitants de la Terre se détruisent eux mêmes ; ils détruisent également les générations à venir de plantes, d'animaux et d'êtres humains. »

« Ainsi, nous qui avons fait partie de la culture exploitante qui a mené la Terre au bord du désastre, devons mener la transition vers une nouvelle ère d'intendance (et non plus d'exploitation) et de soin à notre planète. Après tout c'est le bien le plus précieux que nous ayons reçu de Dieu, et notre dépôt le plus sacré. »

« Quelle horrible pensée que de considérer que si notre société chrétienne ne parvient pas à empêcher la mort de la vie sur la Terre, alors la fin de nos sociétés industrielles pourrait en dernière analyse être la seule manière de sauver la Terre. »

Selon un journaliste du magazine *West* qui l'avait interviewé en mai 1990, Strong projetait alors d'écrire un petit roman assez curieux : un petit groupe de gens se réunit tous les ans au sein de l'élite du Forum économique mondial de Davos et ourdit un complot visant à obliger les pays riches à signer un accord sur l'environnement. Ceux-ci refusant, les conspirateurs décident alors que la seule façon de les vaincre est de « provoquer un effondrement économique ». Strong poursuit :

« Nous sommes en février. Ils se trouvent tous à Davos. Ce ne sont pas des terroristes mais des dirigeants du monde. Ils se sont positionnés dans les marchés mondiaux des matières premières et des bourses. Ils ont orchestré une panique. Puis ils empêchent les marchés mondiaux de fermer. Ils bloquent les rouages. Ils engagent des mercenaires qui tiennent en otage les autres dirigeants mondiaux à Davos. Les pays riches... »

Strong fait alors le geste de jeter un mégot par la fenêtre. Notons que Strong est non seulement coprésident du forum économique qui se tient chaque année au mois de février à Davos en Suisse, mais qu'il conseille également le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, tout en étant secrétaire général adjoint des Nations unies ; son « rêve » n'est donc pas à prendre à la légère...

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.5

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

5. Teddy Goldsmith –

En pleine conférence de presse, devant une trentaine de journaliste réunis à Paris à l'occasion de la présentation de son livre, *Le défi du XXI^e siècle*, il affirme fièrement, un brin

provocateur : « *Je suis un dégénéré* ». Qui est ce conservateur radical qui considère qu'il faut revenir à la structure féodale de « l'économie vernaculaire », locale et autosuffisante ?

Edouard (Teddy) Goldsmith est un dilettante. Il n'est pas du tout aussi doué pour les affaires que feu son frère, James (Jimmy). Après quelques tentatives infructueuses dans le commerce, il abandonne définitivement les affaires pour se consacrer à l'anthropologie et à l'écologie. Parcours typique d'un aristocrate britannique... Avec Robin Hanbury Tenison, il lance Survival International, une association consacrée à la défense des peuples indigènes. Le but est de « sauver » ces peuples en les défendant contre l'influence « néfaste » de la civilisation occidentale. Dès lors, il entame très vite une remise en cause globale de celle-ci et en particulier de son système économique. Cette démarche le conduit à passer de la défense des peuples indigènes, à la défense de leur milieu naturel, puis de la planète tout entière. En 1969, il fonde la revue britannique *The Ecologist*, qui est l'ancêtre mondial des revues environnementalistes. *The Ecologist* a aujourd'hui un rayonnement international et les campagnes qu'il lance sont rapidement reprises par les différents mouvements écologistes qui le lisent : campagnes contre la FAO, contre la Banque mondiale, contre les grands barrages, pour sauver les forêts tropicales, etc.

En 1972, il aura un gros succès de librairie avec son ouvrage *Blueprint for Survival*, traduit en seize langues et vendu à 500 000 exemplaires. Avec d'autres amis, Denis de Rougemont, Edouard Kressman, Jean-Marie Pelt, Jacques Ellul, etc., il fonde en 1976 le groupe Ecoropa, dont le *Manifeste pour une démocratie écologique européenne* inspirera fortement les programmes des différents partis verts européens.

La liste des amis de Goldsmith, outre de Rougemont, est intéressante. On y retrouve tout le « réseau Gaïa », à commencer par James Lovelock, le physicien britannique qui fut le père de cette théorie. Selon l'hypothèse Gaïa, la Terre est un être vivant et fonctionne comme une unité dont les différents niveaux interagissent afin de réguler les flux d'énergie et de matière. Cette vision d'une planète vivante amène à des extrémismes redoutables. Ainsi, Lovelock déclare que « *les êtres humains sont devenus trop nombreux et agressent Gaïa. Gaïa n'a pas besoin d'eux pour fonctionner. Un jour, s'ils continuent à transgresser ses lois, Gaïa va s'ébrouer et ils tomberont comme les poux tombent d'un chien* ». Goldsmith partage cette vision de Gaïa. José Lutzenberger, autre grand ami de Goldsmith, dirige la Fondation Gaïa au Brésil.

Nous avons donc planté le décor dans lequel évolue Teddy Goldsmith. C'est l'enfant terrible de l'aristocratie britannique, qui n'hésite pas à investir le siège des Nations unies à la tête d'une délégation de chefs tribaux des forêts tropicales le premier jour de l'Assemblée générale annuelle, pour s'opposer, juché sur un tracteur, au démarrage des travaux de construction d'une centrale nucléaire. Enfant terrible de l'aristocratie, parce qu'il n'en respecte pas les petites règles apparentes. Mais comme tous les enfants terribles, il respecte les « valeurs profondes » de sa famille, celles qui touchent à « l'ordre séculaire » où chacun est à sa place, les aristocrates en haut et la plèbe en bas. Fréquentant les gauchistes de salon qui promeuvent le « droit des indigènes », il fut membre du Parti conservateur britannique et croit « *à la tradition, à l'unité familiale et à l'unité traditionnelle* ». Il a quitté le parti en accusant Reagan, Thatcher et Chirac d'excès de libéralisme.

Quel est le raisonnement de fond de Goldsmith ? Nous allons à la catastrophe à cause de la « désadaptation biologique » de notre société. Il dresse un tableau apocalyptique de tous les

avantages de la vie moderne tout en promouvant les modes de vie tribaux. Ainsi, pour lui, l'hygiène est un désastre et Pasteur un criminel :

« L'obsession moderne de l'hygiène fait apparaître les conditions idéales de prolifération des agents pathogènes. Le lait pasteurisé est facilement colonisé par des microbes dont certains pathogènes – car, dans le milieu stérile où ils se trouvent, ils n'ont pas à soutenir la concurrence d'aucun autre micro-organisme. (...) La poliomyélite est, elle aussi, une « maladie d'hygiène ». Chez les peuples traditionnels, les enfants nourris au lait maternel, qui sont en contact avec les germes du sol et éventuellement avec des crottes d'animaux, ne l'attrapent pas – mais ils deviennent vulnérables dès qu'ils sont alimentés au lait de vache et élevés dans des règles d'hygiène stricte ».

Plus c'est gros, plus ça passe ! Pour lui le cancer est « *une maladie de civilisation* » et l'augmentation du nombre de cancers apporte la preuve définitive de « *notre inadaptation biologique à la civilisation technique* » :

« Rien d'étonnant à ce que nous souffrions d'une multitude de nouvelles maladies, appelées à juste titre maladies de civilisation. »

Évidemment, Goldsmith passe sous silence le fait que, dans l'ordre féodal auquel il souhaiterait bien revenir, l'espérance de vie moyenne n'était que d'une trentaine d'années. Au seuil du XX^e siècle, avant que la révolution pastorienne ne gagne l'ensemble de la société, elle n'était encore que de 38 ans en France, contre 76 ans aujourd'hui. Quant aux peuples indigènes absolument « préservés » des progrès médicaux de la civilisation, leur espérance de vie dépasse rarement les 25 ans. Si Edouard Goldsmith avait suivi les « règles indigènes », sa fille, l'actrice Clio Goldsmith, aurait eu une chance sur deux de mourir avant d'avoir atteint l'âge de deux ans. Bien sûr les indigènes connaissent très peu de « nouvelles maladies de civilisation » comme le cancer puisqu'ils meurent bien avant qu'elles aient eu le temps de se développer.

Pour Goldsmith, la civilisation occidentale technicienne issue de la Renaissance, en amenant la destruction sur la planète, a « *démantelé le monde naturel stable pour le remplacer par un monde artificiel instable* ».

Sur la démographie, il déclare :

« On a délégué le règlement du problème démographique aux quatre cavaliers de l'Apocalypse. L'explosion démographique est essentiellement due au développement technologique. »

Que propose Goldsmith pour empêcher cette Apocalypse ? De revenir cinq cent ans en arrière :

« Il n'y a qu'un seul problème, c'est celui de nos activités économiques. Il n'y a qu'une seule solution, c'est de réduire cet impact. Il faut créer une autre société, une autre économie, basée sur un marché de village, à la limite extrême de région. Il ne peut exister d'économie durable qui ne soit localisée. »

Et de faire un merveilleux éloge du système féodal et nobiliaire :

« Polanyi attribue à la mise en place du système de marché la responsabilité des grandes famines qui ont frappé l'Inde pendant la colonisation britannique. Tandis que dans le régime féodal et celui de la communauté villageoise, noblesse oblige, la solidarité clanique et la régulation du marché des grains tenaient la famine en échec ; sous la loi d'airain du marché, les gens mourraient de faim conformément aux règles du jeu. »

On croit rêver ! La famine n'existait pas dans le système féodal ! Tout était donc mieux « avant ». Bien entendu Goldsmith « oublie » de dire que l'Empire britannique n'a jamais autorisé les populations des colonies à avoir accès au développement technologique, mais qu'il a maintenu un système de pillage en s'appuyant justement sur ces valeurs traditionnelles locales dont Goldsmith fait si grand cas : l'empire a en effet encouragé le maintien du système de castes en Inde pour empêcher les révoltes... Ajoutons que dans son monde féodal, Goldsmith trouverait tout à fait « naturel » d'appartenir à la classe des dirigeants, laissant aux autres le soin de suivre les « lois de la nature » :

« Je suis un dégénéré. J'aime encore les grandes villes et ne pourrais vivre sans voiture ou sans avion. Il nous faut éduquer une génération future qui soit moins dégénérée que nous. »

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.6

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

6. Albert Gore –

Le vice-président américain, Al Gore, s'est depuis longtemps intéressé aux questions d'environnement. C'est l'un des écologistes radicaux qui a toujours cherché à transformer le peuple américain en un troupeau d'adorateurs de Gaïa opposés au développement économique. Au début de l'année 1992, il a publié un ouvrage-manifeste intitulé *Earth in the Balance : Ecology in the Human Spirit (Sauver la planète : l'écologie et l'esprit humain*, Albin Michel, 1993) qui s'attaque à la civilisation occidentale : selon lui, elle est beaucoup trop anthropocentrique et accorde une trop grande valeur au combat de l'homme pour comprendre et maîtriser la nature.

Al Gore a dirigé la délégation parlementaire des États-Unis à la CNUED de Rio en 1992, où il a surtout cherché à faire avancer l'idée d'une police écologique globale. Gore est d'ailleurs un ami intime du président de ce forum, Maurice Strong. Selon le magazine *Newsweek*, « Gore semble croire que la seule attitude correcte est d'appuyer sur le bouton « Panique » à toutes les occasions ». Avec le biologiste malthusien Paul Ehrlich, Gore avait demandé aux journalistes couvrant le forum, de s'autocensurer et de ne pas citer des faits qui démontreraient que la situation n'est pas si catastrophique, parce que « cela détruirait nos efforts visant à construire une base solide de soutien dans le grand public aux difficiles actions que nous devons entreprendre ».

En mai 1992, Gore a sponsorisé la rencontre à Washington de nombreux dirigeants religieux. L'assemblée a voté une déclaration soulignant que la religion avait « *un rôle essentiel à jouer* » dans la promotion de la « *conscience écologique* ». La rencontre était le résultat d'un projet de Carl Sagan, le scientifique mystique auteur de la fraude de l'hiver nucléaire, et du révérend Morton de la cathédrale épiscopaliennne Saint-John the Divine, l'un des centres du mouvement du nouvel âge et du culte de Gaïa. Gore a également participé à l'organisation de NACRE (Conférence Nord-américaine sur la religion et l'écologie) au cours de laquelle le prince Philip avait salué les religions païennes pour leur orientation écologique, tout en rejetant les religions monothéistes à cause de leur orientation antimalthusienne.

Pour l'apartheid technologique

Al Gore ne s'inscrit pas dans la véritable tradition démocrate américaine de Franklin Roosevelt ou John Kennedy. D'ailleurs, lorsqu'en 1977, Al Gore rejoint le Congressional Clearinghouse on the Future, créé par Alvin Toffler et le Club de Rome, l'un des plus fervents supporters de Gore à partir de 1979 sera le républicain ultraconservateur Newt Gingrich. Toffler explique que Gore et Gingrich étaient « *les deux principaux futuristes de la vie politique américaine* » (*Wired magazine*, décembre 1995). Selon lui :

« Gingrich et Gore savaient que l'on vivait une situation révolutionnaire. Si vous considérez que les changements qui sont en train d'avoir lieu au sein de la société correspondent à une extension du vieil ordre industriel, vous vous trompez totalement, et cela ils l'ont compris. Tous les deux ont compris [...] que les règles anciennes et les anciens jeux ne marchent plus ».

De plus, Gore avait été l'un des rares élus démocrates à se déclarer en faveur de la guerre du Golfe. En effet, il avait souligné à plusieurs reprises que « *la principale leçon à retirer de cette crise c'est que l'exportation des technologies avancées vers les pays en voie de développement est une grosse erreur* ». Au cours d'une discussion avec l'un de nos correspondants aux États-Unis, l'un des conseillers de Gore avait déclaré à l'époque que ce dernier était « *très favorable* » aux propositions de l'administration Bush visant à un accord global de contrôle des exportations de toutes sortes de « technologies duales » – pouvant avoir à la fois un usage civil et un usage militaire – allant des camions de fort tonnage jusqu'aux molécules chimiques utilisées dans la production d'engrais. Interrogé sur les conséquences de ce contrôle sur le développement économique des pays visés, le conseiller de Gore répondit :

« Cette question des utilisations duales est trop facilement utilisée comme couverture par les pays qui veulent obtenir des technologies militaires. Je me fiche pas mal de savoir si cela les touche économiquement. Je dis : écrasons-les ».

Le scandale Globe

Au début de 1998, Tom Spencer, eurodéputé britannique du parti conservateur a démissionné du Parlement européen après avoir été rendu coupable d'importation illégale de cocaïne, de haschich et de matériel pornographique homosexuel. Spencer n'était pas seulement un membre important du parti Tory. C'était aussi, depuis 1994, le président de l'organisation *Globe* (*Global Legislators for a Balanced Environment*). Cette organisation avait été fondée en 1989 par Al Gore et il l'avait présidée jusqu'en 1994. Globe a joué un

Dossier réalisé par Emmanuel Grenier, journaliste de l'environnement, en 1999

Contact : emmanuel.grenier@larecherchedubonheur.com

grand rôle dans la préparation des sommets de Kyoto et de Buenos Aires. C'est un rouage essentiel de la grande machine onusienne du climat et de l'environnement. Sa fonction est de relayer les thèses les plus radicales de l'écologie en leur donnant un vernis de respectabilité institutionnelle. *Globe* a ainsi fait campagne contre les essais nucléaires français, pour la taxe sur l'énergie et le carbone, etc.

Globe rejoint également ce mysticisme ultraconservateur promu par Al Gore lui-même. En 1996, Tom Spencer faisait l'éloge de l'église orthodoxe en ces termes :

« L'essentiel des actions irréfléchies de l'humanité contre la planète provient des hypothèses sous-jacentes à notre héritage judéo-chrétien. (...) Seuls parmi les grandes civilisations, nous avons considéré le temps comme une flèche linéaire allant de la Genèse à l'Apocalypse, au lieu de voir en termes cycliques, ce qui implique des ressources renouvelables et maîtrisées ».

Globe compte neuf membres dans l'actuel Parlement français : Michèle Rivasi, Roland Metzinger, Serge Blisko, Jean-Paul Mariot, Philippe Duron (Groupe socialiste) et Noël Mamère, Marie-Hélène Aubert, Christiane Taubira-Delannon, Jean-Michel Marchand (Groupe Radical-Citoyen-Vert).

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.7

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

7. La CRII-RAD –

Origines de la CRII-RAD

CRII-RAD signifie Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité. Officiellement, il s'agit d'une association de scientifiques dont la vocation est d'informer le public sur tout ce qui concerne les rayonnements ionisants, fondée en mai 1986 suite à la catastrophe de Tchernobyl.

A cette époque, les autorités sanitaires françaises ont été pointées du doigt au cours d'une campagne de presse sans précédent sur le nuage radioactif. Cette campagne a été tellement intense, qu'aujourd'hui encore, l'évocation du nuage radioactif provoque un réflexe pavlovien chez l'homme de la rue : « Ah oui ! « Ils » nous avaient raconté que le nuage s'était arrêté à nos frontières ! » Le 12 mai 1986, par exemple, soit deux semaines après la catastrophe, le quotidien *Libération* titrait en première page « *Le mensonge radioactif* », « *Les pouvoirs publics en France ont menti, le nuage radioactif de Tchernobyl a bien survolé une partie de l'hexagone...* »

Le problème dans ce mythe est que le mensonge vient de la presse, et qu'en fait, les autorités sanitaires françaises n'ont jamais prétendu que le nuage s'était arrêté à la frontière. En effet, on peut lire le 2 mai 1986 (soit 10 jours avant l'article précédent et juste après

l'accident) dans un article en bas de la page 4 du même *Libération*, un article dans lequel le professeur Pierre Pellerin, qui dirigeait alors le SCPRI (l'autorité sanitaire française), révélait dès le début, le passage du nuage au-dessus de la France.

Or c'est précisément sur ce « mensonge » qu'une centaine de personnes de la Drôme et de l'Ardèche se sont réunies en association, la CRII-RAD, sous la direction tapageuse de sa présidente-fondatrice, Michèle Rivasi, en vue de mener une expertise « indépendante » sur toutes les questions liées à la radiologie. Il n'y aura donc rien d'étonnant, par la suite, de constater que *Libération* a toujours été un soutien sans faille pour la CRII-RAD, et que l'une de ses journalistes, Hélène Crié, a cosigné en 1998 un ouvrage antinucléaire avec Michèle Rivasi, *Ce nucléaire qu'on nous cache*.

Aujourd'hui, la CRII-RAD reste un organisme dont le champ d'action reste limité au territoire français fortement localisé dans le Sud-est du pays. Elle présentait sur *Le cri du rad* n° 11 (avril 1989) une carte de France sur laquelle étaient indiqués ses antennes et ses relais, répartis sur un peu moins de la moitié de nos départements. Cette date correspond à l'apogée de l'organisation. Depuis, de nombreuses antennes ont cessé de fonctionner, mais il en reste néanmoins des réseaux qui peuvent être réactivés à l'occasion « d'affaires ».

Le créneau de la CRII-RAD

On peut lire dans les statuts de la CRII-RAD :

« Article 4 : l'association se déclare indépendante des pouvoirs publics, civils et militaires, de toute organisation extérieure, quelle qu'elle soit, et de toute tutelle individuelle ou collective, en ce qui concerne les buts qu'elle poursuit et le mode d'action qui lui est propre. »

Le créneau de la CRII-RAD étant la recherche objective de la vérité scientifique en dehors de pressions extérieures, le laboratoire indépendant sera donc à la recherche de respectabilité, de reconnaissance institutionnelle, et l'un de ses lieux d'intervention privilégiés sera les colloques, les débats télévisés, les conférences, etc. Le fait est que lorsque Michèle Rivasi a entamé sa carrière de parlementaire en 1997, elle a démissionné de sa présidence de l'association, tout en demeurant présidente d'honneur et en menant le même type de lobbying mais à un autre niveau.

La conséquence de cela est que l'image que la CRII-RAD va tenter de donner d'elle-même, est le professionnalisme, rigueur que l'on ne s'attend pas à trouver chez les mouvements de protection de l'environnement habituels. Nous ne sommes pas sur le terrain des associations écologistes à vocation violente, religieuse ou écofasciste. Ainsi, la CRII-RAD n'a officiellement aucun parti pris, puisque la vérité ne peut sortir que des « faits » et des appareils de mesure et, par conséquent, elle ne saurait tolérer être qualifiée d'organisme militant ou de mouvement antinucléaire. Il en va de sa survie puisque sa ressource principale vient de la vente d'études radiologiques sur l'environnement qu'elle réalise à la demande d'associations, d'administrations, de collectivités, etc.

C'est ainsi que Michèle Rivasi déclare à *Lyon Mag'*, peu de temps après son élection :

« Je ne suis pas une antinucléaire. C'est EDF et la Cogema qui m'ont collé cette étiquette car ils ne supportent aucune critique. »

La CRII-RAD est un organisme militant antinucléaire

Lorsque l'on voit que la presse française accrédite avec une insistance très lourde l'idée que la CRII-RAD est « indépendante », il nous faut préciser : « indépendante » du « lobby pronucléaire », la CRII-RAD l'est peut-être, mais « indépendante » du « lobby antinucléaire », certainement pas.

Une première constatation s'impose en effet dès que l'on s'intéresse à l'identité des clients qui commandent des études à la CRII-RAD : assez souvent, ces derniers ne sauraient prétendre eux-mêmes être impartiaux en matière de nucléaire. Le cas le plus caricatural est celui de Greenpeace : il est bon de rappeler ici que l'interminable campagne de Greenpeace démarrée début 1996 sur les rejets de l'usine de La Hague n'a pu être entretenue qu'à partir d'études commandées à la CRII-RAD. On peut citer par ailleurs le comité Malville, farouchement opposé à Superphénix, qui commande une étude en 1990. Le Conseil général de la Côte d'Or à la demande d'un élu écologiste Alain Caignol, qui commande une étude sur Valduc en 1994 ; les Verts de la Gironde, qui commandent une étude sur les environs de la centrale du Blayais en 1986, etc. Avec une telle clientèle, on imagine mal la CRII-RAD publiant des rapports ne confirmant pas les « craintes » des antinucléaires ; et le fait est que les clients semblent satisfaits puisqu'ils reviennent.

Il n'y aura donc rien d'étonnant à retrouver la CRII-RAD à toutes les grand-messes écologistes et/ou antinucléaires en France comme, par exemple, le Salon Primevère 1996, où elle avait un stand à côté de ceux de Greenpeace, la FRAPNA, le WWF, le comité Somport, le comité Malville et le MEI d'Antoine Waechter. Quel était le critère pour exposer ? La plaquette de présentation de Primevère 1996 nous l'explique : « Si vous ne voulez pas exposer à Primevère, soyez : fossoyeur de la nature, mensonger sur vos produits, profiteuse de la pauvreté, toujours de mauvaise foi, antisocial, de mauvais caractère, pronucléaire, raciste, recruteur pour secte, arnaco-thérapeute, promoteur de chimie de synthèse... et pour l'heure d'été. »

On voit à travers ce remarquable amalgame que du point de vue des organismes antinucléaires, la CRII-RAD est jugée « respectable »...

Pour achever de se convaincre du fait que la CRII-RAD est antinucléaire, il suffit en fait de lire le livre de Martine Deguillaume, présidente de la CRII-RAD Marche-Limousin, *La Dignité Antinucléaire* (Ed. Lucien Souny, janvier 1995) et celui que Michèle Rivasi a co-signé avec Hélène Crié, *Ce nucléaire qu'on nous cache* (Albin Michel, 1998) dont les titres sont déjà tout un programme.

Il y a cependant une citation extraordinaire dans le livre de Michèle Rivasi qui montre de manière tellement éclatante sa personnalité et ses méthodes, qu'il vaut la peine de la reproduire ici. Dans ce livre elle raconte comment suite à la catastrophe de Tchernobyl, elle en est venue à la conclusion qu'il fallait fonder un laboratoire indépendant. Habitante dans la Drôme, elle décide de vérifier par elle-même l'impact de la catastrophe sur sa région.

Rapidement elle en arrive à la conclusion qu'elle vit dans une zone « *gravement contaminée* » : « *Tous les radioéléments contenus dans le cœur en fusion du réacteur de Tchernobyl se retrouvent dans notre eau* ». Que va faire cette mère de famille, abandonner sa luxueuse maison pour éloigner ses enfants de cette zone sinistrée ? « *Nous envisageons un moment de partir d'ici, l'essentiel étant sans doute de protéger nos enfants. Et puis... nous décidons d'organiser une conférence de presse.* » (Les points de suspension sont de Michèle Rivasi). Peut-on imaginer après un tel passage qu'elle croit réellement à tous les dangers qu'elle dénonce, et devons-nous croire qu'elle met ses enfants en danger pour satisfaire sa reconnaissance médiatique ? Quoi qu'il en soit, la presse française l'a satisfaite sur ce dernier point, compte tenu de la large couverture qu'ont accordée à son livre *Science et Vie, Science et Avenir* et *Libération* pour ne citer que ceux-là.

Mensonges et incompetence scientifique de la CRII-RAD

Les méthodes de la CRII-RAD sont assez faciles à cerner dès que l'on examine quelques cas d'étude tels que ceux qui suivent. Pour résumer, nous dirons que le postulat de base est que toute radioactivité, y compris pour des faibles doses, est en soi dangereuse pour la santé (ce qui est à l'évidence faux puisque les régions comme le Kerala où la radioactivité naturelle est la plus élevée au monde ne présentent pas plus de cas de cancers qu'ailleurs). L'activité principale de la CRII-RAD consistera donc à localiser des endroits dans la nature marqués par de la radioactivité d'origine industrielle, puis avec l'aide d'une presse très complaisante, à crier à la catastrophe. Assez souvent, l'industriel (EDF, CEA, Cogema...) remis en cause par la CRII-RAD ne conteste pas les mesures de celle-ci pour la simple raison que ce qui a été mesuré par la CRII-RAD correspond non seulement à ce que les normes autorisent à l'industriel en matière de rejet, mais en plus à ce que l'industriel a déjà lui-même mesuré et communiqué. On assiste donc à un dialogue de sourd entre un industriel accusé de « cacher la vérité » qui déclare respecter les normes et la CRII-RAD qui dit que les normes sont de toute façon trop laxistes quelle qu'elles soient.

Examinons donc quelques cas particuliers.

En septembre 1990, après avoir effectué des mesures radiologiques dans l'eau de la Garonne, la CRII-RAD accuse la centrale EDF de Golfech de polluer le fleuve dans une lettre adressée à une association antinucléaire locale VSDNG :

« A deux reprises, en aval de la centrale de Golfech, ont été trouvés des niveaux d'iode 131 dans les myriophylles ; le 13/09/90: 137+(-) 34 bq/kg sec d'iode 131; le 13/09/90 : 41+(-) 22 bq/kg sec d'iode 131. Étant données les mesures simultanées en amont, cet iode ne peut provenir que de la centrale. »

Dans cette lettre, la CRII-RAD remplace le terme « amont » qui figure dans le rapport du laboratoire par le terme « aval », affirmant ainsi exactement l'inverse de ce que montraient ses mesures. Après une étude financée par le Conseil régional de Midi-Pyrénées, menée conjointement par la Compagnie générale des eaux, l'Agence régionale de l'environnement, la CRII-RAD et le Laboratoire vétérinaire de Montauban, il s'avère finalement que ce sont des hôpitaux qui sont à l'origine de la pollution.

Voilà comment, quelques années plus tard, Michèle Rivasi raconte l'histoire dans *Info CRII-RAD* n°4 (nov. 1995) :

« Il y a quelques années, grâce aux efforts des associations locales, VSDNG et les Amis de la Terre, qui ont prélevé des échantillons et financé des analyses, nous avons pu mettre en évidence une contamination chronique de la Garonne par de l'iode 131. Les rejets proviennent de l'agglomération toulousaine. En l'absence de centrale nucléaire ou de réacteur de recherche, les hôpitaux sont probablement à l'origine de la contamination. »

On notera la différence de ton entre les deux communications du laboratoire indépendant qui montre bien le but poursuivi par leurs auteurs : « cet iode ne peut provenir que de la centrale » dans la première et « les hôpitaux sont probablement à l'origine de la contamination. » dans la seconde.

En décembre 1990, la CRII-RAD effectue des mesures dans le Rhône. Elle déclare détecter une augmentation d'un facteur 2,3 des activités de plutonium entre l'amont et l'aval de la centrale de Superphénix. Une étude du laboratoire indépendant accuse donc le surgénérateur de rejeter du plutonium dans le Rhône, ce qui lui est interdit.

En fait, compte tenu des niveaux extrêmement faibles des quantités mesurées et de la grande variation que présente ce genre de mesure au cours de l'année, prétendre détecter une augmentation à partir des prélèvements de la CRII-RAD est tout aussi réaliste que de vouloir donner la distance séparant deux villes au millimètre près. Mais il y a mieux : compte tenu de son rapport isotopique $^{238}\text{Pu}/^{239}\text{Pu}$, il a pu être finalement prouvé que le plutonium mesuré dans ces prélèvements provenait des essais nucléaires militaires atmosphériques effectués dans les années 60. Pourtant, ici encore, le laboratoire indépendant avait été catégorique dans ses accusations contre l'industrie nucléaire.

En mars 1996, la CRII-RAD s'insurge contre la présence de tritium dans la nappe phréatique qui court sous le CEA de Saclay. Le CEA ne conteste d'autant moins cette présence de tritium et les niveaux annoncés par la CRII-RAD que c'est lui-même qui les a signalés. Cette affaire est un cas typique où la CRII-RAD, qui prétend généralement que l'on « cache la vérité aux Français », annonce des chiffres déjà connus, de manière tapageuse comme s'il s'agissait là d'une révélation de sa part.

Quant à l'importance de « l'événement », les chiffres parlent d'eux-mêmes : les niveaux de tritium mesurés sont de 200 Bq/l d'eau avec des pointes à 800, alors que selon la loi française a fixé une limite de 62 000 Bq/l et que l'OMS a fixé une limite de 6000 Bq/l. La différence entre la limite de la France et celle de l'OMS montre qu'en réalité, on connaît très mal les effets des faibles doses c'est justement sur cette méconnaissance que repose la peur que des organismes comme la CRII-RAD cherchent à entretenir dans le public. Bruno Chareyron de la CRII-RAD fait d'ailleurs cette déclaration qui, par son manque de précision et ses suppositions, ne dit absolument rien de concret mais suggère qu'il faut avoir peur :

« Quant aux effets du tritium sur l'organisme humain, ils sont encore mal connus. Des études menées au Japon sur des cellules de mammifères ont toutefois montré qu'ils pouvaient être à l'origine de certains cancers et provoquer des maladies génétiques. »

Néanmoins, cet effet de peur fonctionne bien, puisque c'est à peu près l'époque de cette affaire qu'a été adoptée en France la norme CIPR 60 applicable à partir de l'an 2000, selon laquelle la dose de radiation applicable au public doit être inférieure à 1 mSv/an. Lorsque l'on considère que la dose naturelle, relativement faible, de radiation en France est en moyenne de 2,5 mSv/an, on doit en conclure qu'avec une telle norme, il faudrait évacuer immédiatement le Limousin et la Bretagne.

En mai 1997, la CRII-RAD publie une étude à la demande de Greenpeace sur la présence d'iode 129 dans l'eau de mer au voisinage du centre de retraitement de La Hague. Dans son rapport, la CRII-RAD affirme que ses mesures et certaines mesures officielles « *montrent que les facteurs de dilution prévus par la Cogema conduisent à sous-estimer d'un facteur 10 à 100 les quantités de radionucléides présents dans l'eau de mer* » et leur reconcentration dans les poissons, crustacés et végétaux intervenant dans la chaîne alimentaire qui conduit à l'homme.

Ici encore, « la rigueur scientifique » de la CRII-RAD est mise en défaut : la CRII-RAD a surestimé l'impact sanitaire réel de l'iode 129 dilué dans l'eau de mer d'un facteur 10 à 100 oubliant de tenir compte de la présence d'iode stable dans l'eau de mer qui diminuerait considérablement l'assimilation de l'iode radioactif par l'organisme. Selon M. Jean-Louis Ricaud de la Cogema : « *C'est une manipulation, ou alors une erreur de débutant* ». Selon Roland Masse de l'OPRI : « *C'est une erreur classique, ils n'ont pas tenu compte de la dilution isotopique* ».

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.8

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

8. WISE -

Présentation générale

Le Service mondial d'information sur l'énergie (WISE) a été fondé en 1978 par un ensemble d'organisations non gouvernementales antinucléaires parmi lesquelles l'on peut citer Greenpeace, les Amis de la Terre, Natural Resources Defence Council et le Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland. Il s'agissait à l'origine d'un réseau mondial permettant de coordonner la communication de toutes les ONG antinucléaires. WISE a eu des bureaux dans toutes les grandes capitales occidentales mais le nombre de ses collaborateurs est toujours resté très restreint (jamais plus de trente personnes à temps plein, environ douze en 1994 dont cinq à Paris).

L'évaluation des commanditaires de WISE étant que leur but initial – la défaite mondiale du nucléaire civil – a été atteint, la plupart des bureaux de l'organisme ont été fermés (Washington, Bruxelles, Londres en 1992). La principale activité de WISE demeure donc à Paris, sous la direction de Mycle Schneider. WISE-Paris est une association loi 1901.

Officiellement, WISE est une agence de presse dont la compétence ne se limite pas au domaine du nucléaire. Selon Mycle Schneider :

« Nous pouvons fournir des rubriques environnement clef en main, comme nous l'avons fait pour le magazine *Politis*, où nous avons même créé cette rubrique. Nous collaborons avec des hebdomadaires comme *l'Express* (nos relations avec Sylvie O'dy sont très bonnes) ou *l'Événement du Jeudi* (...) mais la plupart du temps, il s'agit de dossiers. Un journaliste travaillant sur un sujet nous appelle et nous réalisons pour lui un dossier (...). Nous faisons ensuite du conseil sur la rédaction. C'est la raison pour laquelle nous sommes pratiquement inconnus : nous travaillons à un niveau invisible et nous sommes rarement mentionnés. A la limite, nous préférons ne pas l'être parce que nous n'avons pas une vocation grand public. »

Cependant, la principale activité de WISE reste « l'expertise ». Les clients sont le plus souvent des organismes militants, le principal étant Greenpeace, pour lequel WISE a réalisé de nombreuses études et pour lequel il est intervenu comme « expert » dans de nombreux débats contradictoires, parlementaires ou autres.

On trouve néanmoins d'autres clients dans les milieux institutionnels tels que le ministère de l'Environnement sous Brice Lalonde, la DSIN (Direction de sûreté des installations nucléaires) ou la municipalité de Nantes pour laquelle Mycle Schneider a écrit un rapport de 400 000 francs qui démolissait le projet de centre de traitement et d'incinération des déchets industriels de la municipalité. Dupont de Nemours a également demandé à Schneider via l'INESTENE, d'évaluer son projet d'usine de fabrication de pesticides à Dunkerque.

Un organisme antinucléaire militant

La stratégie de WISE présente certaines analogies avec celle de la CRII-RAD dans les deux cas, il s'agit d'organismes militant contre le nucléaire, qui s'attribuent la casquette d'objectivité de l'expert scientifique indépendant.

Comme on peut le voir, WISE a un nom tout à fait neutre dans lequel la relation avec le nucléaire n'apparaît même pas. Cependant, alors que tous les acteurs du nucléaire français connaissent WISE, même si certains tels que la DSIN semblent encore se faire des illusions sur son compte, il est frappant de constater qu'en dehors de ce secteur, l'organisation de Mycle Schneider est parfaitement inconnue. Par exemple, au service de presse de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), personne n'a jamais entendu parler du « Service mondial de l'information sur l'énergie » alors que l'AIE est l'un des principaux producteurs de documents d'étude sur les question d'énergie mondiale ! Nous avons pris contact avec les grandes compagnies pétrolières françaises, anglo-américaines : Elf-Aquitaine, Total, Esso, Shell, ARCO, BP : « Jamais entendu parler de WISE. Il semble donc bien que sous des dehors neutres, le principal intérêt de WISE soit le nucléaire.

Ceci étant dit, du côté des écologistes les choses semblent plus claires ; Martin Nypels, le coordinateur des opérations mondiales de WISE déclare :

« Il n'y a pas de problème, nous sommes entièrement antinucléaires ».

Il est intéressant ensuite de constater que non seulement WISE a été constitué par des organisations antinucléaires, mais qu'en plus il partage les locaux de certaines de ces organisations, ce qui donne une indication sur les objectifs partagés. Par exemple, les bureaux de WISE en Angleterre, en Allemagne et en Belgique ont été fermés en 1992 et 1993, mais si l'on regarde qui y avait accueilli WISE, on trouve les Amis de la Terre à Londres, Greenpeace à Bruxelles et Strahlenblox (association locale spécialisée dans la lutte antinucléaire, avec des actions allant jusqu'au sabotage) à Berlin. A Paris, WISE partage ses bureaux avec l'INESTENE de Pierre Radanne, un vieux routier des luttes écologistes, passé par le ministère de l'Environnement de Dominique Voynet.

Pour les antinucléaires, WISE est « du bon côté ». Les liens avec Greenpeace ne sont un secret pour personne : « *Nous travaillons étroitement avec Greenpeace* », déclare Martin Nypels, ou encore « *Nous sommes plus proches de Greenpeace que du WWF car, au WWF, ils ne sont pas assez radicaux* » entendez : « pas assez antinucléaires ».

Cas d'étude

Nous allons maintenant examiner les qualités « d'expertise » de Mycle Schneider sur quelques exemples.

• Débat parlementaire sur le nucléaire belge

Entre juin et décembre 1993 ont eu lieu des débats parlementaires en Belgique en vue de l'élaboration de la *Résolution relative à l'utilisation de combustibles contenant du plutonium et de l'uranium dans les centrales nucléaires belges, ainsi qu'à l'opportunité du retraitement des barres de combustible*. Au cours de ces débats donnant la parole à tous les intervenants (industriels, associations, etc.), Mycle Schneider est intervenu en tant que rédacteur d'un document commandé par Greenpeace-Belgique à WISE-Paris : *Le Mox ou l'aberration du plutonium belge, réflexions sur un projet de l'industrie belge* dont le titre indique très clairement qu'il prend une position antinucléaire.

Il faut savoir que l'option du retraitement du combustible est l'une des bêtes noires des antinucléaires car elle permet de répondre à l'une de leur principales objections, l'avenir des déchets radioactifs. La stratégie actuelle des écologistes est de stopper le nucléaire en rendant le problème des déchets insoluble, c'est pour cela qu'ils s'acharnent principalement contre les solutions potentielles : le retraitement (La Hague), la surgénération (Superphénix), le stockage (laboratoires d'enfouissement), etc.

Parmi les contre-vérités contenues dans son rapport, notons que Mycle Schneider affirme qu'une partie de l'uranium récupéré au retraitement est non recyclable et « *viendra sans doute s'ajouter aux montagnes de déchets nucléaires* ». La réalité est que c'est bien la totalité de l'uranium de retraitement qui est recyclable, et qui doit donc être considéré comme une matière première énergétique et non comme un déchet.

Le rapport de Mycle Schneider prétend encore que « *le potentiel théorique de recyclage des matières fissibles de l'option retraitement semble dérisoire* ». Pour ce qui est de la Belgique, qui génère 120 t de combustible usé par an, le retraitement permet de récupérer 96% des

matières recyclables, l'uranium et le plutonium. Ces matières ont un potentiel énergétique équivalent, chaque année, à celui de 2 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit 20% de la consommation annuelle totale de gaz (chauffage, production d'électricité et autres usages) en Belgique. Il n'y a rien là de dérisoire.

Un dernier exemple : « *La réalisation d'un programme Mox est une aberration économique. Aux conditions économiques actuelles, l'option Mox revient onze fois plus chère que l'option No-Mox* ». Le rapport pour ce faire s'appuie sur un tableau présenté en page 115 comparant les coûts des deux options. Dans le calcul de l'option No-Mox que Schneider estime à 2,7 milliards de francs belges, il y a plusieurs oublis qui le faussent complètement. D'abord il « oublie » que dans l'option No-Mox résultant d'une annulation du contrat de retraitement de 1978 passé entre Synatom et la Cogema, les 28 milliards de ce contrat doivent être payés de toute façon. Cette somme doit donc s'ajouter aux 2,7 milliards. A cela, il faut ajouter le coût du stockage du plutonium déjà séparé à La Hague, le coût de son conditionnement en vue de son évacuation et le coût du conditionnement des assemblages irradiés non retraités et réimportés de La Hague. Synatom évalue l'ensemble à environ 50 milliards de francs belges, à comparer aux 30,1 milliards calculés par Schneider pour l'option Mox...

• **Mycle Schneider et la DSIN.**

La revue *Contrôle* de la DSIN du ministère de l'Industrie a publié dans son numéro 102 un dossier consacré à la gestion des déchets faiblement radioactifs. Parmi les auteurs de ce dossier, on retrouve Mycle Schneider. Son article est une gigantesque manipulation comme nous allons le voir sur un passage particulier.

Il commence par faire la liste de trois accidents liés à des matières radioactives :

« En 1983, au Mexique et aux États-Unis, plusieurs morts, plusieurs dizaines de maisons contaminées, une prison d'État et un centre médical sont détruits suite à la contamination au cobalt de métal recyclé. Au Brésil, en 1987 : plusieurs morts suite l'éparpillement d'une source au césium en provenance d'un appareil de radiothérapie abandonné. A Taiwan, en 1992, doses significatives suite a la contamination grave d'un immeuble d'habitation. 10 000 immeubles supplémentaires seront testés, etc. La liste des événements concernant des accidents impliquant des sources de radioactivité qui appartiennent à la catégorie dite de faible voire de très faible activité est longue. Dès l'ouverture du dossier, ce qui frappe c'est que, d'une part, les déchets dits de faible activité sont très souvent liés aux événements les plus meurtriers et, d'autre part, qu'un pourcentage élevé des accidents est provoqué en dehors de l'industrie nucléaire. »

Le lecteur non informé des détails techniques sera forcé de penser que les sources au cobalt et au césium auxquelles il est fait référence sont assimilables à des déchets de faible ou de très faible activité. Or c'est faux ! Ces sources ont une très haute activité, qui se situe classiquement entre 1000 et 2000 curies. Un « expert » comme Mycle Schneider ne peut pas l'ignorer : c'est donc sciemment qu'il cherche à faire croire à ses lecteurs que les déchets faiblement radioactifs peuvent tuer. Or l'activité de ces déchets est de l'ordre du microcurie, soit du milliard de fois inférieure à celle des sources utilisées en curiethérapie.

Les doses auquel les ont été exposées les victimes des accidents du Mexique et du Brésil sont de l'ordre de celles encourues par les quelque trente personnes des services de secours

Dossier réalisé par Emmanuel Grenier, journaliste de l'environnement, en 1999

Contact : emmanuel.grenier@larecherchedubonheur.com

qui sont mortes dans les premières semaines ayant suivi l'accident de Tchernobyl. Les victimes ne sont pas mortes de cancers déclenchés des années plus tard, mais de maladies des rayons provoquant un décès très rapide...

- **Le « scandale » des transports radioactifs.**

Les convois ferroviaires acheminant du combustible nucléaire issu des centrales et à destination de La Hague, à l'origine du scandale à dimension européenne qui s'est déclenché au début de 1998, n'ont jamais présenté le moindre risque sanitaire. Les doses relevées sur la surface des châteaux étaient certes anormalement élevées, mais d'un niveau tellement bas qu'elles représentaient un problème de propreté, non un problème sanitaire. Cependant, l'EDF qui connaissait ce problème depuis plusieurs années, n'avait pas réussi à en identifier la cause et a préféré se taire – erreur majeure lorsque l'on joue la carte de la « transparence » !

En décembre 1997, André-Claude Lacoste qui vient d'obtenir du gouvernement le contrôle de la sûreté du transport des matières nucléaires, se voit « révéler » par un journaliste allemand, Mycle Schneider, le contenu d'un compte rendu d'une réunion de travail entre EDF, la Cogema et Transnucléaire faisant état du problème. Selon nos sources, Schneider a peut-être obtenu ce rapport par l'intermédiaire de ses contacts à la CFDT-Cogema. Si ce rapport n'était pas public, il n'est pas non plus secret. Quoi qu'il en soit, on comprend qu'un directeur français soit mécontent d'être informé par un journaliste allemand d'un problème qu'il est sensé contrôler. Tout ceci a permis à la presse d'épiloguer sur les « mensonges » et le manque de transparence du « lobby nucléaire »... En mentant elle-même allègrement, puisqu'on peut lire par exemple dans *Libération* lorsqu'il titre : « *Une radioactivité très élevée, risquée pour ceux qui manipulent* » les conteneurs.

De toute cette histoire, il faut retenir que l'homme qui est à l'origine de ce déferlement médiatique c'est Mycle Schneider. En fait, « l'affaire » a été rapidement oubliée en France mais a perduré en Suisse et surtout dans la presse allemande : c'est là que se trouve la principale cause de cette campagne (dans un contexte pré-électoral). Il faut savoir que ce pays a souvent connu des déferlements de violence autour du transport des combustibles. Cependant, au moment où « l'affaire » éclate, la mobilisation allemande contre les convois commençait sérieusement à marquer le pas. Les écologistes allemands ont trouvé chez Schneider un homme capable de transformer un simple problème d'hygiène en catastrophe internationale et relancer ainsi une mobilisation en perte de vitesse.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.9

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

9. France-Nature-Environnement –

France-Nature-Environnement (son nom officiel est la Fédération française des sociétés de protection de la nature) est un réseau. Plus précisément, une fédération d'associations de protection de l'environnement extrêmement diverses. Cela peut aller d'associations bien

Dossier réalisé par Emmanuel Grenier, journaliste de l'environnement, en 1999

Contact : emmanuel.grenier@larecherchedubonheur.com

structurées autour d'un but bien précis (la Ligue pour la protection des oiseaux) à des groupuscules ad hoc, créés dans le seul but de s'opposer à un projet particulier de centre industriel ou d'infrastructure (par exemple, « Corpoyer-les-Moines vivra »). Chez Alsace-Nature, l'un des groupes régionaux de France-Nature-Environnement, on retrouve ainsi les deux fédérations alsaciennes de chasse, qui y siègent aux côtés de membres du Rassemblement des opposants à la chasse.

Se côtoient donc des personnalités venues d'horizons très différents, ce qui fait la force et la faiblesse de France-Nature-Environnement. Force parce que c'est dans cette structure que s'opère l'interface entre le monde de la science et celui des militants. De nombreux universitaires, particulièrement dans les domaines de la biologie, de la géographie, de l'écologie scientifique, de l'hydrologie, se retrouvent au sein des associations de protection de la nature, alors qu'ils ne se commettraient pas avec les Verts ou avec Greenpeace.

Faiblesse parce que France-Nature-Environnement est peu structurée et dispose de moyens relativement faibles, en tout cas inférieurs à ceux de certains de ses membres régionaux, comme la FRAPNA (la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) ou la SEPENSO (Sud-Ouest).

Néanmoins, elle joue un rôle important dans la construction de l'argumentation des mouvements écologistes. Bien souvent, ceux-ci s'appuient sur l'autorité que confèrent les scientifiques de France-Nature-Environnement. Celle-ci siège d'ailleurs au prestigieux Muséum national d'histoire naturelle.

France-Nature-Environnement est un partenaire privilégié des entreprises pour des opérations de mécénat dans le domaine de la nature. Contrairement à des mouvements comme Greenpeace, qui refusent par idéologie ce type de collaboration, ou la CRII-RAD, qui joue le plus souvent un double jeu en se retournant contre son commanditaire, France-Nature-Environnement est généralement un partenaire « fiable ». Au niveau national, ses représentants sont souvent invités comme orateurs aux différents colloques qui se déroulent en France sur l'environnement.

France-Nature-Environnement, 57, rue Cuvier, 75005 Paris.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie II.10

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

10. Réseau « Sortir du nucléaire » -

Présentation générale

Le jeune réseau « Sortir du nucléaire » est né en France en octobre 1997, suite à la fermeture annoncée de Superphénix et l'abandon du site du Carnet en Loire-Atlantique, au

moment de l'arrivée d'une représentante des Verts, Dominique Voynet, au gouvernement Jospin.

Il s'agit en fait d'un collectif d'associations antinucléaires (bien que des particuliers peuvent également y adhérer) dont l'objectif affiché est de coordonner les actions de ces groupes locaux afin d'obtenir l'abandon du nucléaire en France. Donc une stratégie de guérilla et de harcèlement inspirée des modèles « Greenpeace » et « Européens contre Superphénix ».

Parmi les quelque 250 associations signataires de la charte du réseau à ce jour, on retrouve pratiquement tout ce que la France compte d'associations antinucléaires : Greenpeace, FRAPNA, le MEI, WISE, le CRILAN, la Coordination nationale contre l'enfouissement, les Européens contre Superphénix, etc. il faut toutefois signaler que la multiplication du nombre de groupes est un outil de propagande. En effet, par exemple, chaque section locale du parti des Verts est adhérente ce qui représente déjà une petite centaine de membres...

Le réseau a publié un bilan financier pour la période du 1er novembre 1997 au 30 août 1998. Le montant des recettes y est d'environ 1,1 million de francs, dont 43% proviennent de dons. Au chapitre des dépenses, on trouve un montant total d'environ 930 000 francs dont 41,1% sont consacrés à l'édition de matériel pour les campagnes du réseau.

Liens politiques

Il semble que le réseau reprenne à son compte un argument de propagande qui a déjà déclenché des scènes de violence dans le passé : l'idée selon laquelle la défense du nucléaire serait apparentée à un comportement de fasciste ou de nazi ! Rappelons que le 30 juillet 1977, une manifestation contre Superphénix a dégénéré en faisant un mort. Dans les semaines qui avaient précédé, la presse écologiste de l'époque avait jeté de l'huile sur le feu : *La gueule ouverte* avait qualifié Superphénix d'*Auschwitz nucléaire*, et avait appelé à la violence. Ainsi dans le n°141, le rédacteur en chef qui signa courageusement « Arthur » écrivait :

« L'EDF est une version moderne et avenante du fascisme et doit être traitée comme telle (...) ceci nous amène au débat sur le terrorisme et la violence (...). Le « terroriste » est un « résistant » à qui l'histoire n'a pas encore rendu hommage. On ne vaincra pas en condamnant les attentats, mais en soulignant la justesse de leurs objectifs. »

Les pionniers communistes du nucléaire français tels que les Joliot-Curie, pour qui le nucléaire était une chance pour le tiers monde d'avoir enfin droit au développement, grâce à une énergie abondante, peuvent se retourner dans leurs tombes...

Ce qui nous laisse présager l'éventualité d'une telle évolution du réseau est tout d'abord que des représentants de la partie violente de l'extrême-gauche, la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) font partie du réseau. Par ailleurs, on trouve dans les sources d'information de Pascal Braud du réseau, des références au journal *Politis* et surtout au Réseau Voltaire.

Le Réseau Voltaire, fondé en 1994 par Thierry Meyssan, a pour vocation officielle de lutter contre l'intolérance et l'extrême-droite. Il réalise en fait un trait d'union entre :

- des mouvements écologistes (Greenpeace-France, Robin des bois, etc.)

- des mouvements pour la légalisation de la drogue (CIRC, Act-up, ASSUD, Limiter la casse, etc.)
- l'extrême-gauche violente (Scalp-reflex, No passaran, EZLN, etc.)
- des associations « des droits de l'homme » (AEC, Amnesty, etc.)
- des médias (*Maintenant*, *Politis*, *Charlie Hebdo*, etc.)
- des partis politiques (*les Verts*, *les Radicaux de gauche*, etc.).

On voit donc le réseau Voltaire jouer le rôle de source « d'information » pour cet ensemble de groupes à la manière de WISE pour le mouvement antinucléaire.

Le réseau à l'action dans la Meuse

Les 30 et 31 mai 1998, l'un des membres du réseau « Sortir du nucléaire », la Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires a organisé un rassemblement à Bure dans la Meuse, contre le projet de l'ANDRA de laboratoire de recherche sur l'enfouissement des déchets radioactifs (le site de Bure qui était alors pressenti parmi d'autres a finalement été retenu).

Cette opération avait été préparée plus de six mois à l'avance par le réseau et représentait un budget d'environ 1 million de francs. En dehors de l'opération « Terre vivante » au cours de laquelle il était prévu d'inviter les manifestants à semer 100 000 grains de blés sur un terrain voisin de celui de l'ANDRA, une grande fête se déroulait pendant les deux jours à 30 km de là, au cours de laquelle est intervenu tout ce que le petit monde antinucléaire français compte de personnalités (CRII-RAD, Verts, GSIEN, WISE, Greenpeace, etc.).

L'événement n'a pourtant pas été à la hauteur des espérances puisque sur les 10 000 personnes attendues, 2500 environ sont venues. Deux faits sont cependant à signaler sur cet exemple pour mettre en évidence le fossé qui sépare les écologistes de cette nature qu'ils prétendent protéger.

- Le projet a le soutien des élus locaux qui représentent l'un des milieux les plus ruraux du pays. A ce sujet, certains d'entre eux ont écrit un communiqué de presse qui disait : « (...) planter du blé au 31 mai, alors que les semailles sont avant l'hiver, c'est comme aller planter des palmiers au Pôle Nord ! Que ces prétendus écologistes commencent par apprendre ce qu'est la nature avant de vouloir donner des leçons. »

- Des actes de vandalisme ont été commis quelques jours avant le rassemblement : du désherbant a été jeté dans des champs cultivés à proximité, de manière à faire apparaître des dessins de cinq à dix mètres de diamètre représentant le trèfle nucléaire. Les quantités de désherbant utilisées sont dérisoires, mais lorsque l'on voit Greenpeace provoquer des scandales à La Hague pour des niveaux de radioactivité encore plus dérisoires, on ne peut que constater l'incohérence des antinucléaires.

Que faut-il conclure de cet échec ? L'impuissance du réseau à mobiliser contre le nucléaire ? Peut-être. Son impuissance à faire sortir la France du nucléaire ? Il serait téméraire de croire cela ; en effet, c'est le harcèlement associatif contre Superphénix et son relais favorable dans la presse qui a eu raison du surgénérateur ; ce n'est pas la population française qui a provoqué cette décision, mais une minorité déterminée.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie III

III. L'ATTITUDE DES INDUSTRIELS FACE AUX ÉCOLOGISTES

Quelle attitude adopter ?

Parvenus au terme de notre voyage dans la galaxie écologiste, nous sommes mieux en mesure de comprendre d'où vient le mouvement, quels sont ses véritables buts et comment le contrer. Nous abordons dans cette partie quelques recommandations pratiques à l'intention des acteurs du monde industriel et des collectivités locales, qui ont à y faire face, en nous appuyant sur des exemples concrets.

1) Respecter la loi, même si elle est stupide

Il est bien entendu que nos recommandations se situent dans un contexte légal. La réglementation en matière d'environnement, même si elle est parfois sans fondement scientifique, même si elle fait parfois plus de mal que de bien, doit être respectée.

Cette obligation en entraîne une autre : il faut avoir auparavant tout fait pour empêcher qu'une mauvaise réglementation s'établisse, par une veille permanente et par des campagnes de lobbying. A suivre tout particulièrement : les institutions parallèles, comme l'OCDE, qui ne prennent pas directement part à l'élaboration de la réglementation mais qui fabriquent des « listes noires » qui vont ensuite servir aux gouvernements nationaux ou à la Commission européenne. Lorsque l'on découvre que son produit ou son procédé est inscrit sur une telle liste, il est bien souvent trop tard.

L'autre stratégie consiste évidemment à utiliser la recherche & développement pour trouver des procédés ayant la même efficacité avec un moindre impact sur l'environnement. Néanmoins, cette stratégie a ses limites : nous avons vu que l'écologie fonctionne souvent comme une religion. Lorsque Greenpeace déclare que la « division du sel et de l'atome sont les deux péchés mortels de l'humanité » parce qu'elle donne naissance au chlore et à la radioactivité, toute démonstration scientifique est devenue inutile. Greenpeace et le WWF seront opposés au PVC et à l'énergie nucléaire même si ceux-ci parvenaient un jour au « rejet zéro » ce qui n'existe de toute façon pas dans le monde réel.

Nous nous préoccupons donc ici de situations dans lesquelles l'entreprise agit dans un cadre légal, ses opposants écologistes ayant recours soit à des moyens illégaux (attentats matériels, occupation, blocage de la production), soit à une guérilla juridique, soit à une campagne médiatique visant à déconsidérer l'entreprise. Comment alors se défendre ?

2) Retourner l'arme de la guérilla juridique : quand des industriels se défendent contre Greenpeace.

Greenpeace est l'exemple type d'un groupe écologiste qui se donne le droit de décider lui-même ce qui est bon et mauvais pour l'environnement et la santé publique et qui n'hésite pas, le cas échéant, à violer la loi au cours d'opérations lancées contre des industriels accusés d'être des pollueurs. C'est ainsi que dans Greenpeace Magazine de printemps 1994, André Ruwet écrit : « (...) il faut malheureusement constater que le « droit à l'environnement » est encore balbutiant. Cela signifie que l'association peut devoir agir dans une certaine illégalité. Lorsque les valeurs écologiques à défendre sont évidentes. L'entorse à la loi est alors légitime. Car elle est nécessaire pour faire cesser une agression contre l'environnement ». (Souligné par André Ruwet).

L'exemple que nous donnons ci-dessous concerne un industriel qui ayant respecté la législation en vigueur a néanmoins été victime d'opérations de la part de Greenpeace, telles que des occupations illégales d'usines. Rompant avec son ancienne stratégie qui consistait à éviter de faire des vagues, dans ce genre de situation, l'industriel que nous citons ici a choisi de se défendre.

Le 23 mars 1993, l'usine de Solvay d'Anvers a été la victime d'une action antichlore menée par des militants de Greenpeace, qui bloquaient d'un côté la voie ferrée et, de l'autre, le quai de l'usine ainsi qu'une grue servant au déchargement du sel.

Le 26 mars 1993, le président du Tribunal de première instance d'Anvers, statuant en référé, a condamné Greenpeace à mettre un terme immédiat à son occupation illégale, sous peine d'une astreinte de 100 000 francs belges par personne, par jour et par infraction.

Le 29 mars 1993, à 3 heures du matin, les militants de Greenpeace ont été évacués par la gendarmerie.

Le 15 avril 1993, Solvay a fait bloquer le montant de l'astreinte sur un compte en banque de Greenpeace-Belgique. Cette dernière a fait appel du jugement initial et a en particulier nié être à l'origine de l'action prétendant que les militants impliqués étaient venus de Greenpeace-Hollande.

La Cour a confirmé le premier juge dans son opinion selon laquelle Greenpeace est d'autant moins habilitée à se faire justice elle-même que la loi accordant aux associations de protection de l'environnement le droit d'ester en justice venait d'entrer en vigueur le 12 janvier 1993. La Cour a rejeté en tous points l'appel de Greenpeace-Belgique et l'a condamnée en outre aux dépens.

Ce cas est exemplaire dans la mesure où, selon le propre aveu des dirigeants de Solvay, un an auparavant, ils n'auraient pas fait jouer la justice, pour ne pas donner de publicité supplémentaire à Greenpeace.

Cette action de Solvay, a inspiré à la même époque d'autres chimistes tels qu'Elf-Atochem en France et Akzo en Hollande, cibles de Greenpeace pour des campagnes analogues. Le cas d'Akzo est particulièrement intéressant puisque, sur cette affaire, la multinationale verte a été condamnée proactivement ce qui signifie qu'à l'avenir, pour une action similaire d'occupation

d'usine, Greenpeace sera condamnée immédiatement à payer une amende, sans nouveau jugement. Depuis que les chimistes ont décidé de répondre immédiatement à toute occupation d'usine par un procès, ces actions de Greenpeace se sont arrêtées. Greenpeace-Belgique, étranglé financièrement par les saisies-arrêts sur ses comptes, n'est plus qu'une ombre.

Cependant, au-delà des jugements, la meilleure méthode reste bien la résistance active, consistant à s'adresser au potentiel de raison existant dans la population plutôt que de biaiser par des plans élaborés de « communication ». Le bus Solvay le démontre bien : alors que les bateaux de Greenpeace remontaient les fleuves de Belgique et de Hollande au cours d'une campagne tapageuse attaquant la production des PVC par Solvay, il les suivait par la route et s'arrêtait le plus près possible de leur point de mouillage en affichant des banderoles « Greenpeace vous trompe Solvay vous informe ». Des petits panneaux d'information étaient également placés dans la rue non loin du bus ; chacun d'entre eux dénonçant un point de la propagande de Greenpeace : « Le PVC serait dangereux à la production, C'EST FAUX ! », « Les produits emballés en PVC seraient cancérigènes, C'EST FAUX ! », « Le PVC serait dangereux dans les décharges, C'EST FAUX ! », « Un incendie avec du PVC dégagerait d'importantes quantités de dioxine, C'EST FAUX ! », « Le PVC est difficilement recyclable, C'EST FAUX ! », etc. Ce message simple et direct, appuyé sur un argumentaire réduit à trois ou quatre faits pour chaque point a reçu un excellent accueil dans la population ainsi que chez les journalistes locaux, à l'intention desquels on avait organisé une conférence de presse dans le bus intitulée « Greenpeace vous mène en bateau ». Cette contre-offensive basée sur des dialogues avec les populations directement touchées par la campagne de Greenpeace a eu également pour effet de redonner le moral au personnel dans la bataille. En effet, le pire pour une entreprise est de se voir attaquée sans réagir. Cela laisse l'impression dans le public comme chez les collaborateurs de l'entreprise, que « au fond, il y a peut-être du vrai dans ce qu'ils disent... »

Le fait est qu'après ces quelques affaires coûteuses pour son prestige et ses finances, Greenpeace a limité ses attaques contre les industriels de la chimie pour recentrer ses actions sur d'autres sujets tels que les OGM ou le nucléaire. Cette simple constatation montre au passage que ce n'est pas l'impact d'une certaine activité industrielle sur l'environnement et la santé publique qui préoccupe Greenpeace et qui détermine ses campagnes, mais des considérations beaucoup plus terre à terre de rentabilité financière...

Prenons maintenant un autre cas, celui de l'« affaire » du tuyau de La Hague, qui a été un sujet très « porteur » pour les mouvements antinucléaires en général et pour Greenpeace en particulier, surtout au cours des années 1996 et 1997. Rappelons qu'au bout de deux ans de harcèlement quasi-permanent, Greenpeace après avoir prétendu constater que la canalisation de la Cogema rejetait des particules plus grosses que la taille maximale autorisée, avait agit en référé pour obtenir qu'une expertise fût ordonnée. Elle souhaitait notamment que le dispositif de contrôle des rejets fût décrit de manière aussi précise que possible. L'enquête ayant prouvé que l'industriel respectait la législation en vigueur, le Tribunal de grande instance de Cherbourg a débouté Greenpeace de sa plainte et a rendu un jugement qui pourra faire jurisprudence en France. La décision du TGI reconnaît en effet juridiquement un point fondamental : Greenpeace ne peut prétendre représenter l'intérêt collectif, et ceci s'applique aux associations agréées pour la protection de l'environnement en général.

Que nous dit le jugement ? Que l'agrément par le ministère ne permet pas à une association de faire n'importe quoi n'importe où : « Cet agrément administratif reconnu aux associations

de protection de l'environnement leur permet d'exercer les droits reconnus à la partie civile devant les seules juridictions répressives à l'occasion des poursuites exercées contre les auteurs d'infractions aux dispositions réglementaires relatives à la protection de la nature et de l'environnement. » Ce fut le cas, par exemple, lorsque l'association Eaux et Rivières de Bretagne a fait condamner à une peine de prison un éleveur de porcs qui avait enfreint pour la quatrième fois la législation. Mais le jugement précise immédiatement que l'agrément « ne saurait les autoriser à exercer toute action à caractère « civil » devant toutes les juridictions de quelque nature qu'elles soient en dehors des modalités définies par l'article 31 du nouveau code de procédure civile ». Celui-ci, et l'on touche au point fondamental, « ne saurait être interprété comme autorisant une association, fut-elle investie par ses statuts du pouvoir « d'œuvrer par tous les moyens non violents en faveur de la protection et de la conservation de la nature et de l'environnement, de la faune et de la flore » (extrait des statuts de Greenpeace, NdR), à agir au nom et pour le compte d'un intérêt collectif qui dépasse largement la somme des intérêts individuels et déterminés de ses membres, qui en l'espèce, se confond avec l'intérêt général et alors même que le pouvoir réglementaire, seul garant de l'intérêt général, (...)a investi le SCPRI (devenu l'OPRI) de la mission de surveiller, pour le compte de l'État, les rejets d'effluents en mer provenant de l'usine Cogema de La Hague ».

Encouragée par ce succès, la Cogema a par la suite pris elle-même l'initiative de procès contre Greenpeace, obtenant notamment que celle-ci soit condamnée si ses militants franchissaient le périmètre de sécurité lors des opérations de chargement de combustible usagé ou de plutonium à Cherbourg.

3) Au-delà des procès, mobiliser d'abord les collaborateurs de l'entreprise.

« Soyez fiers de votre métier, de vos produits et ayez le courage de les défendre s'ils servent le bien commun. » Dixie Lee Ray (Discours aux électriciens lors d'une visite en France, 1993.)

Dixie Lee Ray (1915-1994), écologue spécialiste en biologie marine, ancienne présidente de la Commission à l'énergie atomique américaine, gouverneur de l'État de Washington, cette femme d'État a passé la fin de sa vie à lutter contre les dérives écologistes, avec un message très clair : « Si vous ne luttez pas contre les réglementations écologistes sans fondement, vous vous retrouverez rapidement dans un état fasciste ». Comme Haroun Tazieff, elle a été qualifiée de « traître » par des écologistes parce qu'elle n'a jamais cédé au catastrophisme et qu'elle a résisté aux modes. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages dont les deux derniers sont particulièrement à recommander, *Trashing the Planet* et *Environmental Overkill* : des dénonciations factuelles, puissantes et souvent drôles des errements écologistes.

L'exemple malheureux des incidents survenus lors de la visite de Daniel Cohn-Bendit à l'usine de La Hague montre ce qui arrive lorsqu'une direction ne répond pas ou mal aux attaques dont son entreprise est l'objet. Pendant des années, les collaborateurs de la Cogema se sont fait traiter de pollueurs, de vendus aux fascistes nucléaires et même d'assassins. Dans les cars qui les menaient à leur entreprise, ils ont souvent subi les huées et les jets de tomates des manifestants écologistes. Face à l'offensive médiatique totale qui visait La Hague, la direction de la Cogema n'a réagi que par des communiqués sibyllins, se contentant de réaffirmer qu'elle respectait la réglementation, engendrant ainsi une grande frustration chez

ses collaborateurs. Cette frustration a explosé lorsque Cohn-Bendit et les Verts ont visité l'usine, dans une opération de manipulation-provocation dont ils ont le secret. Avec une fausse ingénuité, ils se sont étonnés que les ouvriers d'une usine dont ils demandaient la fermeture les reçoivent aussi mal... Mais ils ont marqué des points en apparaissant une fois de plus comme des victimes. Cette défaite sur le plan médiatique aurait pu être évitée par une politique de communication plus agressive.

De façon générale, les travailleurs d'une entreprise sont aussi des citoyens soumis à toutes les influences qui circulent dans la société en général, y compris aux changements de paradigme que nous avons décrit dans cette étude. Ce sont donc les premiers à convaincre du bien fondé de l'activité que mène l'entreprise, les premiers à mobiliser. Il est très dommageable de laisser cette tâche au seul salaire, car on peut aboutir à des situations schizophréniques, dans lesquelles le salarié continue à travailler « parce qu'il faut bien manger », mais dénonce par ailleurs l'activité de son entreprise. Le CEA en est un exemple où la majorité syndicale revient à la CFDT, un syndicat explicitement antinucléaire ! L'opération 200 000 ambassadeurs, lancée en 1992 par la plasturgie française auprès de ses collaborateurs est en ce sens exemplaire. Le plastique a longtemps été un bouc émissaire des écologistes. Matériau de synthèse, il n'avait pas bonne presse et on lui préférait les matériaux « nobles » ou « naturels » comme le cuir, le bois, le papier ou les métaux. Et toutes sortes de mythes couraient autour du plastique (« ça donne le cancer ») y compris dans des lycées professionnels où étaient formés les futurs plasturgistes. La fédération française de la plasturgie a décidé de passer à l'offensive, d'abord en organisant une grande journée Plasturgie & Environnement où les 700 industriels présents réfléchirent à la thématique. Il s'agissait de décliner tous les secteurs de la vie moderne associés au plastique, avec le souci constant de rétablir la vérité, de témoigner de la volonté de la profession de reconnaître le problème posé par les déchets et de trouver des solutions pratiques pour le recyclage.

Ensuite, sur la base des conclusions de cette journée, la fédération de la plasturgie a décidé de faire appel à ses « 200 000 ambassadeurs » (les 200 000 personnes qui travaillent dans ce secteur) pour que, en tant que plasturgistes, « ils expliquent autour d'eux, à chaque occasion, la réalité des choses », notamment les raisons qui ont amené au choix du plastique, « qu'ils rappellent les utilisations indispensables du plastique », comme les poches à sang en PVC, qu'ils « adoptent un comportement exemplaire » et, en tant que citoyens, qu'ils « participent au niveau de leurs collectivités locales à la mise en place des solutions » concernant les déchets d'emballages plastiques.

L'opération a eu d'excellents résultats, notamment en accompagnant la conquête de la vie quotidienne par le plastique, de moins en moins considéré comme un ersatz à faible coût (comme c'était le cas dans les années 60), et de plus en plus comme un matériau à la fois moderne et ludique ouvrant de nouvelles possibilités. Les opérations de démonstration sur le recyclage ont été également réussies et les problèmes spécifiques que pose l'élimination des plastiques ont été résolus.

Notons enfin que la mobilisation des collaborateurs peut s'appuyer sur une action juridique, à condition que celle-ci ne soit pas menée de façon secrète et honteuse, mais qu'elle soit rendue publique et expliquée, dans l'entreprise comme à l'extérieur. Il s'agit là encore de donner un sens que l'on est fier de ce que l'on fait et que l'on est prêt à le défendre contre des attaques injustifiées.

4) Répondre au niveau requis.

L'une des grandes fautes d'EDF dans les années 70 a sans doute été de refuser le dialogue avec ses opposants, en considérant que toute question était illégitime dès lors que le plan nucléaire avait été décidé en haut lieu.

Les écologistes posent explicitement ou implicitement un véritable défi à la société en remettant en cause un certain nombre de ses valeurs fondamentales. Leur répondre uniquement sur des détails techniques, c'est manquer la cible. Il faut bien sûr être en mesure de répondre de façon détaillée à des critiques techniques ponctuelles, sur les nanogrammes de dioxine émis par telle cheminée ou sur les quelques becquerels que l'on retrouve dans l'environnement d'une centrale. Mais c'est largement insuffisant. Si l'on prend l'exemple d'une usine d'incinération, les écologistes choisissent de remettre en cause les rejets contenus dans les fumées d'incinération des ordures ménagères, les accusant d'avoir un impact sanitaire négatif. Mais très vite, on voit généralement apparaître des critiques sur le « gigantisme » de l'installation, auquel on préférerait des « petites unités ». Et toujours, de façon sous-jacente, c'est la « société de consommation » qui se trouve condamnée, avec la multiplication de ses déchets.

Il faut bien entendu montrer que les dioxines ne sont pas le poison que l'on a dit, rappeler que les expositions à très forte dose qui ont eu lieu à Seveso ont tué de nombreux rongeurs mais aucun être humain, montrer en quoi les normes sont extraordinairement sévères et garantissent une sécurité totale pour les habitants des environs. Mais il faut aussi et surtout faire appel à la raison de ces habitants, en leur montrant qu'effectivement, cette usine est directement liée leur mode de vie urbain développé et que c'est pourquoi elle est non seulement nécessaire mais souhaitable ! Les populations ultra-pauvres qui vivent de recyclage, dans les cimetières du Caire ou sur les décharges de Dakar, peuvent facilement se passer d'usine d'incinération. Leur sort est-il pour autant enviable ? Autre exemple, pour les installations de production d'énergie. Il existe une corrélation très forte entre le niveau de vie et le niveau de consommation électrique d'un pays. La même corrélation se retrouve pour l'espérance de vie. Corrélation n'est bien sûr pas causalité, mais n'empêche : il n'existe pas d'exemple de pays à faible niveau de consommation électrique ayant atteint un haut niveau de vie ou une espérance de vie moyenne élevée. Or, bien souvent, dans les manifestations contre les centrales nucléaires ou les barrages hydro-électriques, c'est l'utilité même de l'électricité qui est remise en cause. On parle de surproduction ou de la possibilité d'une civilisation « sobre », ou encore des communautés autonomes.

5) Montrer le véritable visage des écologistes

Ces enjeux de société ne sont pas toujours aussi clairement exprimés. Il faut donc tenter de les mettre à jour, des les faire sortir du bois. Pour cela, il est impératif de bien connaître le terrain sur lequel se placent les écologistes, d'avoir une documentation conséquente sur leurs propositions et sur leurs failles. C'est dans la mesure où l'on connaît un peu ce terrain que l'on peut déplacer le débat en les interrogeant sur leurs valeurs.

Cette tactique permet alors de faire le tri entre écologistes intellectuellement honnêtes et

ceux qui sont profondément malhonnêtes. On peut citer comme exemple des premiers Jacky Bonnemaïn, qui a quitté Greenpeace, jugé « trop pourri », pour fonder le mouvement Robin des Bois. Il n'hésite pas à défendre en public la nécessité d'une décharge de classe 1 (pour les déchets dangereux) en expliquant à une audience pourtant hostile que cette décharge est la conséquence légitime de leur mode de vie (voitures, téléphones portables, etc.). Bonnemaïn est bien un écologiste, au sens où il propose un autre mode de vie, mais il est cohérent et sait reconnaître que, dans la mesure où la société ne suit pas complètement ses choix, il faut adopter des solutions techniques qui ne sont pas forcément celles qu'il aurait choisi, mais dont il reconnaît la nécessité. Il entretient ainsi un dialogue critique avec le monde industriel qui profite finalement aux deux parties. A l'inverse, Greenpeace ou la CRII-RAD sont des exemples de mouvements malhonnêtes (quoique l'on puisse trouver en leur sein des personnes honnêtes) qui s'appuient sur la manipulation de demi-vérités et de mensonges pour parvenir à leur fin. Ceux-là n'ont aucun intérêt à voir les choses s'améliorer, dans la mesure où cela sape leur base de puissance.

Lorsque l'on doit faire face à un mouvement écologiste, la tentative de dialogue permet assez vite de se rendre compte à qui l'on a affaire. Dans le cas d'opposants honnêtes, le dialogue est toujours possible. Dans le cas contraire, il est parfaitement inutile. Quant à tenter d'acheter les écologistes, cela se termine généralement par un échec retentissant. En Allemagne, certaines entreprises ont fait l'objet d'un véritable racket de la part d'organisations écologistes. Celles-ci publiaient des baromètres de l'environnement dans lesquels la position d'une entreprise donnée était directement liée à la hauteur de sa contribution au « centre de recherches sur l'environnement ». En France, de nombreuses entreprises et collectivités locales se sont mordu les doigts d'avoir collaboré avec la CRII-RAD, celle-ci se retournant contre elles après avoir perçu ses honoraires.

Une fois établi que l'on a affaire à un adversaire malhonnête, il faut alors mener une véritable guerre (c'est le terme qu'emploient d'ailleurs ceux qui se considèrent comme des écoguerriers). Les principes classiques de la stratégie s'appliquent ici. Nous en soulignerons particulièrement trois.

- Semer la discorde chez l'ennemi. Il s'agit de profiter d'oppositions idéologiques au sein du mouvement écologiste pour l'affaiblir.

- Attaquer sur les flancs. La question du développement du tiers monde est particulièrement intéressante à soulever auprès des écologistes. Nous avons vu que leurs maîtres idéologiques ont tout fait pour empêcher ce développement, le considérant comme une menace. Il n'empêche que la plupart des militants écologistes de base restent attachés à l'idée du développement et de justice Nord-Sud. En leur montrant que certaines de leurs actions vont directement l'encontre de la santé ou du développement (par exemple lorsqu'ils luttent contre la chloration de l'eau de boisson ou pour interdire le DDT), on les confronte à leurs responsabilités. Ceux qui choisissent de l'ignorer peuvent alors être dénoncés.

- Profiter des points faibles de l'ennemi. En le prenant au mot sur ses propres thèmes. Ainsi, lors d'une manifestation contre la construction d'un laboratoire d'études sur le stockage souterrain des déchets radioactifs, les écologistes antinucléaires se sont-ils ridiculisés en organisant des semailles symboliques contre « l'empoisonnement de la Terre ». Ils se sont ridiculisés aux yeux des vrais connaisseurs de la nature, parce que ces semailles ont eu lieu en

juin ! Lorsque l'ennemi commet une telle erreur, il ne faut pas hésiter à s'en moquer, en mettant les rieurs de son côté.

Mais quelle que soit l'utilité de ces conseils pratiques, il est clair qu'une entreprise industrielle ne peut pas résister seule contre un changement de paradigme affectant l'ensemble de la société. Lorsque les politiques démissionnent de leurs responsabilités éducatives sur ce point, il faut que les entreprises, par leurs fédérations, les pallient. C'est ce qu'a commencé à faire l'Union des industries métallurgiques et minières, avec son opération Jeunes-Industrie, qui visait à revaloriser l'image des métiers de l'industrie dans les lycées. C'est aussi ce qu'a fait l'Union des industries chimiques, avec son opération Chimie-la Classe. Cette fois, il s'agissait de contrer, avec du matériel pédagogique, la propagande de Greenpeace et du WWF, très présente dans les écoles. En montrant par exemple que tout est de la chimie, que le corps humain ou l'alimentation sont régis par des processus chimiques, en montrant que la chimie joue un rôle essentiel dans les bienfaits de la vie moderne, on réhabilite auprès des enfants comme des professeurs l'image de la chimie. De façon plus générale, les Journées de l'industrie, organisées pour la première fois en juin 1999 par le Cercle de l'industrie avec de nombreuses fédérations industrielles, visent au même but. Elles ont permis à de très nombreuses personnes de rentrer pour la première fois de leur vie dans une usine et de constater la transformation profonde qu'a connue le monde industriel. De même, le tourisme industriel qu'a lancé EDF autour de ses centrales nucléaires et de ses barrages a joué un rôle certain dans l'acceptation des centrales déjà existantes.

Toutes ces initiatives sont nécessaires dans le contexte d'une remise en cause permanente de l'industrie, mais plus généralement de l'action humaine sur la nature. Les enfants actuellement soumis à un bombardement idéologique, avec des dessins animés transmettant des valeurs écologistes : les héros de ces dessins sont généralement des animaux, col laborant avec des enfants à qui ils apprennent l'harmonie avec la nature. Les « méchants » sont la plupart du temps des adultes industriels...

On aurait tort de penser que ce changement est inéluctable et que l'on ne peut rien y faire, puisqu'il s'agit d'un mouvement de société. De la même façon que le Club de Rome et ses prédécesseurs ont pu opérer un changement de paradigmes, soutenus par certains cercles financiers et chefs d'entreprise, il est parfaitement possible d'opérer un changement inverse. Après tout, la Renaissance du XV^e siècle, celle qui est tant détestée par les patrons des écologistes, est l'exemple d'un tel changement.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie IV.1

IV. ANNEXES

1 . La galaxie du prince Philip –

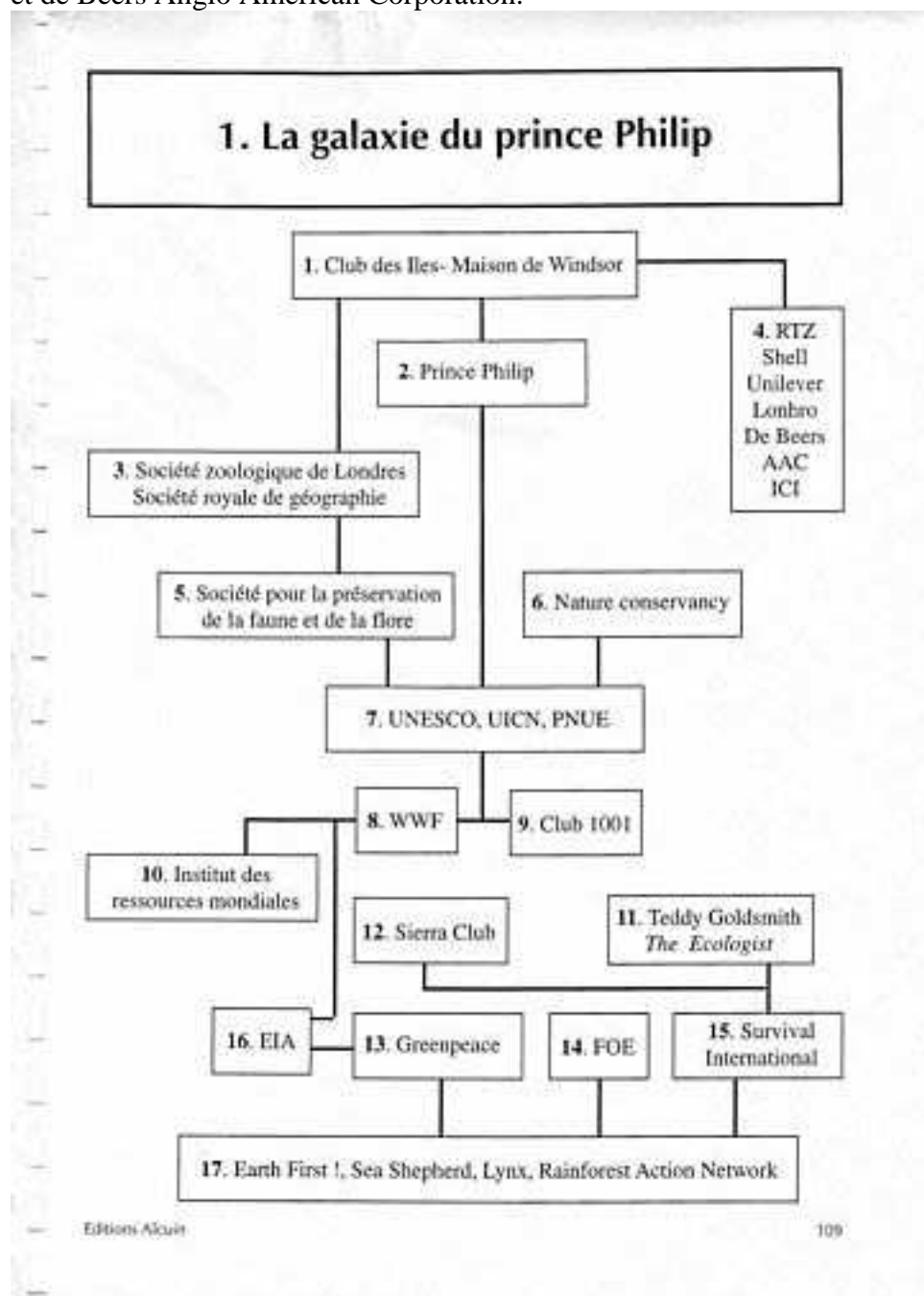
Le prince consort, Philip Mountbatten, duc d'Édimbourg, joue un rôle de tout premier plan en sa qualité de « directeur des opérations » du Club des Iles et ancien président du World Wildlife Fund for Nature (WWF). Le Club des Iles représente le « poids » politique et

Dossier réalisé par Emmanuel Grenier, journaliste de l'environnement, en 1999

Contact : emmanuel.grenier@larecherchedubonheur.com

financier des différentes familles royales et princières d'Europe, depuis la Scandinavie jusqu'à la Grèce. Le poids financier des membres du Club est évalué à environ 1000 milliards de dollars, tandis que la valeur totale des sociétés dans lesquelles les membres ont une part dominante dépasserait les 9 000 milliards de dollars.

L'approvisionnement mondial en pétrole, en matières premières et en métaux rares est dominé par des cartels au service de la couronne britannique, tels que Rio Tinto Zinc, Lonrho et de Beers Anglo American Corporation.



1) Le Club des Îles-maison de Windsor.

De par sa « présidence » du Club des Îles, la dynastie de Windsor fonctionne comme

primus inter pares des différentes branches de familles royales qui règnent actuellement aux Pays-Bas, en Suède, au Danemark, en Norvège et en Belgique, et de celles qui revendiquent les trônes de Bulgarie, de Roumanie, d'Italie, de Russie, de Grèce et de Yougoslavie.

2) Le prince Philip de Grèce et du Danemark, baron de Greenwich, comte de Merioneth, duc d'Édimbourg.

Consort royal de la reine Elisabeth II, le prince Philip fonda le WWF en 1961. Il en est l'ancien président ainsi que l'ancien président de la Zoological Society of London.

3) La Zoological Society of London (ZSL, Société zoologique de Londres).

Fondée en 1826 par sir Stamford Raffles, ancien vice-roi des Indes et fondateur de Singapour, la ZSL devait servir de modèle pour les sociétés zoologiques de New-York et de Francfort. Elle administre le jardin zoologique de Londres. Le prince Philip en a été son président dans les années 70. Quant à la Royal Geographical Society (RGS), fondée en 1830, elle obtint le privilège royal en 1859 et finança d'importantes expéditions coloniales telles que celle de Livingstone en Afrique. Les comités directeurs des ZSL et RGS sont quasiment identiques à celui du WWF.

La ZSL et la RGS se situent aux plus hauts rangs de l'establishment du renseignement britannique. Des dirigeants de la RGS ainsi que sir Peter Scott du WWF sont à l'origine de Survival International.

4) RTZ, Shell, Lonrho, ICI, Unilever, de Beers, AAC.

Les multinationales comme Royal Dutch Shell, Unilever et Rio Tinto Zinc (RTZ) qui ont tant pillé les ressources de l'Afrique et d'autres parties du monde dans l'après-guerre, représentent une version moderne, à peine déguisée, des « aventuriers pirates » qui dirigeaient les compagnies à charte à l'époque de l'Angleterre élisabéthaine. Comme leurs prédécesseurs élisabéthains, des reçoivent par « privilège royal », pour ainsi dire, le droit de commercer pour la Couronne et les familles qui lui sont associées. La création de la Royal Dutch Shell anglo-hollandaise, par exemple, qui est si présente en Afrique, date des accords financiers établis à l'époque où le hollandais Guillaume d'Orange accéda à la couronne britannique en 1688, avec l'aide des Vénitiens.

A partir de 1880, la colonisation de l'Afrique par les puissances européennes s'effectua grâce aux compagnies ayant la charte royale dont la Royal Niger Compagny, la British East Africa Compagny et la British South Africa Compagny de Cecil Rhodes. Parmi leurs descendants directs, on trouve les multinationales citées ci dessus. L'exemple le plus frappant est celui de Lonrho (LONDresRHodésie) : depuis 1990, avec 10 000 employés en Afrique, elle est la principale productrice alimentaire privée du continent noir et un important négociant de métaux précieux. En 1961, les opérations de cette société se renforcèrent rapidement dans le but de subvertir les nations africaines nouvellement indépendantes.

L'argent et les relations nécessaires pour effectuer la création de cette nouvelle Compagnie des Indes orientales pour l'Afrique furent fournis par un financier de la City, Harley Drayton, et son groupe de l'Old Broad Street, représentant de la Couronne dans les colonies et gérant de la fortune privée de la reine. L'adjoint personnel de Harley Drayton fut pendant longtemps l'aristocrate écossais Angus Ogilvy, dont l'épouse, la princesse Alexandra de Kent, dirige actuellement le WWF du Royaume Uni.

5) Fauna and Flora Preservation Society (FFPS).

Explicitement fondée en 1903 pour la préservation de la faune sauvage de l'Empire, elle est dotée d'un comité de 108 consultants honoraires d'outre-mer établis dans 70 pays et maintient des liens avec les autres organisations de protection de la nature. Elle est, avec la Société eugénique, à l'origine de l'UICN et du WWF.

Le but principal de la FFPS consiste à étendre dans le monde le système des parcs nationaux et elle organisa à cet effet des conférences internationales en 1933, en 1938 et en 1953.

6) Nature Conservancy (NC).

Créé par privilège royal en 1949, le « conservatoire » est un des quatre organes de recherche officiels gérés par le Private Council de la Couronne. Premier organisme mondial de protection de la nature à être « établi par la loi », il a servi dans l'après-guerre de paravent à des opérations clandestines de la Couronne. De son influent poste de secrétaire permanent du vice-Premier ministre, Max Nicholson rédigea les statuts du « conservatoire » avant de quitter ses fonctions officielles pour en prendre la direction de 1952 à 1966. C'est Nicholson qui élaborait la plupart des stratégies et des tactiques adoptées par le mouvement écologiste mondial dans les années qui suivirent. Il fut à l'origine d'une campagne virulente contre le DDT, cause que Rachel Carson allait populariser plus tard dans son roman *The Silent Spring*. (L'interdiction de cet insecticide qui avait pratiquement laminé les insectes vecteur du paludisme, a stoppé l'éradication de cette maladie ; aujourd'hui, le paludisme tue 2 millions de personnes dans le monde chaque année.) En outre, il rédigea les statuts de l'UICN, mit sur pieds et dirigea le comité qui devait fonder le WWF en 1961, et choisit sir Peter Scott pour diriger le conseil international de celui-ci. Le sous-titre du livre de Nicholson sur l'histoire du mouvement écologiste est révélateur : *Guide pour les nouveaux maîtres de la Terre*.

7) UICN, Unesco, PNUE.

- L'UICN (Union internationale pour la préservation de la nature) fut fondée en 1948 par sir Julian Huxley. L'UICN dépend officiellement de l'ONU, mais échappe à sa surveillance. De nombreuses commissions de l'UICN sont gérées par des membres du FFPS. L'UICN avec le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) et le World Resource Institute ont lancé la « stratégie pour une biodiversité globale », laquelle sert de référence pour de nombreux pays. L'UICN continue à ce jour à planifier les stratégies et à gérer les parcs nationaux de beaucoup d'anciennes colonies.

- L'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) a été conçue par Sir Julian Huxley qui en fut le premier directeur général. Dans le document fondateur (1946), Huxley définit deux missions prioritaires pour l'organisation : rendre populaire la nécessité de mesures eugéniques et protéger la nature sauvage par la création de parcs nationaux, en particulier en Afrique. Avec un budget de 500 millions de dollars, l'Unesco finance un vaste réseau de groupes écologistes et la protection de l'environnement est déclarée l'un de ses trois objectifs principaux.

- Le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) vit le jour lors de la conférence de l'Onu sur l'environnement de 1972, organisée par le fondateur du WWF-

Canada, Maurice Strong. Siégeant au Kenya, le PNUE travaille en étroite collaboration avec l'Unesco, l'UICN et le WWF. Son Centre mondial pour la surveillance de la conservation de la nature à Cambridge constitue une véritable agence centrale de renseignements pour les mouvements écologistes.

8) Le World Wide Fund for Nature (WWF : Fond mondial pour la nature).

Le WWF a été fondé en 1961 dans le but explicite de lever des fonds destinés à financer les activités de l'UICN. Depuis sa création, le WWF est dominé par le prince Philip, qui était le président de la plus importante branche nationale, le WWF-Royaume-Uni. C'est lui qui convainquit le prince Bernhard des Pays-Bas d'accepter la présidence du WWF-International. Mais celui-ci dut démissionner à la suite du scandale Lockheed au milieu des années 70. Quatre ans plus tard, le prince Philip assura lui-même la présidence du WWF-International.

9) Le Club des 1001.

Le Club 1001 fondé en 1971 par le prince Bernhard est restreint à 1001 membres très soigneusement sélectionnés. Tous les membres paient un droit d'inscription de 10 000 dollars qui est reversé à un fonds de 10 millions de dollars servant à financer les opérations du WWF.

10) World Resource Institute (WRI).

Créé en 1982 sous la direction du président du WWF-États-Unis, Russel Train, le WRI est le grand inspirateur des initiatives prises par les diverses organisations écologistes américaines et publie régulièrement des études prônant un nouvel ordre écologique et une stratégie pour une biodiversité globale.

11) Teddy Goldsmith.

Teddy Goldsmith – ainsi qu'autrefois feu son frère James (Jimmy) – apporte sa contribution à toute la « galaxie » du WWF (en particulier à Survival International et aux Amis de la Terre). En 1970, il fonda *The Ecologist*, magazine de la branche radicale du mouvement vert. Il lança également le parti Vert de Grande-Bretagne, qui permit l'apparition rapide d'autres organisations en Europe.

12) Le Sierra Club.

Dès 1892, un adepte américain de la préservation des espèces, John Muir, fonda ce club grâce aux fonds apportés par E.H. Harriman, qui avait fait fortune en spéculant sur les chemins de fer. Essentiellement organisateur d'excursions jusqu'aux années 50, le Sierra Club se transforma en un lobby écologiste militant sous la direction de David Brower. En 1969, celui-ci le quitta cependant pour créer une organisation encore plus novatrice, les Amis de la Terre, puis, plus tard, l'Earth Island Institute. Michael McCloskey, qui remplaça Brower à la tête du Sierra Club, modifia l'orientation du Club lui donnant comme objectif principal d'empêcher toute utilisation commerciale des terres appartenant à l'État américain. En 1971, des dirigeants du Sierra Club créèrent Greenpeace. Huit ans plus tard, le Sierra Club et la Wilderness Society accordèrent à David Foreman un contrat de dix ans pour la création et la direction d'une organisation écologiste ouvertement terroriste qui allait devenir Earth First !

13) Greenpeace.

Greenpeace fut fondé en 1971 à partir du Don't Make a Wave Committee et devint une opération de recrutement à « l'action directe » pour les causes écologistes. Greenpeace-Grande-Bretagne est dirigée par lord Peter Melchett, héritier de la fortune d'ICI. Le directeur exécutif du WWF, sir Peter Scott, a financé Greenpeace pour l'achat de ses bateaux.

14) Friends of the Earth (FOE, les Amis de la Terre).

Créés en 1969 par David Ross Brower, ancien directeur exécutif du Sierra Club, les Amis de la Terre fusionnèrent en 1990 avec l'Environmental Policy Institute et l'Oceanic Society. Leurs « actions directes » et d'autres activités sont dirigées essentiellement contre l'énergie nucléaire. Le fondateur des Amis de la Terre en France, Brice Lalonde, a été ministre de l'Environnement.

15) Survival International (SI).

Créée en 1969 à Londres sous le nom de Primitive Peoples Funds, sous l'égide de sir Peter Scott, directeur du WWF, cette association a pour but d'apporter des aides financières à des tribus pour la « protection de leurs terres, leur environnement et leur façon de vivre ». Elle collabore étroitement avec le WWF et la RGS. Parmi les autres membres fondateurs, on trouve Teddy Goldsmith, John Aspinall, Nicolas Guppy, Francis Huxley et John Hemming, directeur de la RGS.

16) Environmental Investigative Agency (EIA).

Cette agence de détectives privés fut mise sur pieds à Londres par Alan Thornton, ex-dirigeant de Greenpeace. Elle est financée par l'Institut du bien-être des animaux et par d'autres organisations écrivains du WWF pour mener des enquêtes serrées sur les infractions aux lois sur l'environnement.

17) Sea Shepherd.

Sa croisade contre la chasse à la baleine est un exemple typique des actions spectaculaires médiatisées, souvent violentes, menées par ce groupe. Cette organisation fut fondée par Paul Watson, un ancien membre du Front de libération de Vancouver. Il fut impliqué en 1973 dans la fusillade avec la police américaine dans la réserve indienne de Wounded Knee. Membre fondateur de Greenpeace, Watson décida en 1977 de fonder un groupe plus radical, le Sea Shepherd Conservation Society. Il reçut des fonds de Cleveland Amory, dirigeant du Fonds des animaux et de la Société royale pour la prévention de la cruauté envers les animaux. L'argent servit entre autres à acheter un bateau de pêche utilisé pour faire la chasse au baleinier portugais le Sierra.

Le Sea Shepherd a mené depuis le début une campagne de terreur contre les bateaux de pêche. Watson se vante d'avoir fait couler plusieurs baleiniers islandais et norvégiens. En outre, le Sea Shepherd a percuté des dizaines d'autres vaisseaux, détruit d'innombrables filets de pêche et menés d'autres actions considérées par le droit international comme des actes de piraterie. Malgré ces actes et malgré une condamnation en Norvège au criminel, Watson reste libre de ses mouvements et n'a pas été inquiété par les autorités policières américaines.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie IV.2

IV. ANNEXES

2. EarthFirst ! vue de l'intérieur –

Nous reproduisons ici l'article écrit par Barry Clausen pour le numéro de printemps 1994 du magazine scientifique américain 21st Century Science & Technology. Barry Clausen est un détective privé engagé par certains groupements professionnels pour infiltrer le groupe écoterroriste Earth First ! (La Terre d'abord !). C'est lui qui a permis d'établir la connexion entre Greenpeace et Earth First! (voir ce sujet notre chapitre sur Greenpeace). Rappelons qu'Earth First! West plus un phénomène purement américain. Il est établi que des antennes existent en Angleterre et en Allemagne.

Signalons également que le fondateur d'Earth First !, Dave Foreman, qui considère les êtres humains comme « un cancer sur la planète », s'est fait l'avocat de la famine en Éthiopie dans le magazine australien en 1990. Interrogé à ce sujet, il a déclaré que « la meilleure chose serait de laisser ces gens mourir » et a demandé de cesser l'aide au tiers monde et les recherches sur le SIDA pour « lutter contre l'explosion démographique », rejoignant en cela les souhaits des fondateurs du respectable » WWF (voir notre chapitre sur le WWF).

Un certain nombre de personnes, que j'appelle « des victimes d'Earth First ! », m'ont engagé parce qu'ils estimaient que les services publics américains ne faisaient rien pour enquêter sur les crimes commis contre eux. Au départ, je n'avais jamais entendu parler du mouvement Earth First ! et ma première priorité fut donc de lire un maximum d'informations disponibles pour savoir à qui j'allais avoir affaire. Ceci me conduisit rapidement à la conclusion qu'Earth First ! n'est rien d'autre qu'une organisation terroriste qui se cache derrière un mouvement écologiste.

Avant mon enquête, j'avais contacté les autorités fédérales en espérant qu'elles m'aideraient et qu'elles utiliseraient les informations que je leur fournirait pour stopper Earth First ! Aussi bien le FBI que le service légal de la Direction des forêts des États-Unis me dirent qu'ils m'aideraient dès que j'aurais des informations sur un acte criminel spécifique.

Au début de 1990, j'ai infiltré Earth First ! dans l'État du Montana. Ceci me donna les références nécessaires pour voyager au sein de l'organisation. Je passai six mois dans le Montana, puis j'allai enquêter dans d'autres États. A partir de ce moment, je fus assisté par deux autres détectives privés. Nous avons passé toute l'année 1990 à amasser des informations.

Au sein d'Earth First !, nous passions la plupart de notre temps à porter des pancartes et des banderoles sur la côte Ouest, de Seattle à San Francisco. Nous avons empêché des camions de

rejoindre ou de quitter des exploitations forestières. J'ai personnellement arrêté des bûcherons armés de tronçonneuses en marche pour les empêcher de couper des arbres. Tout cela était destiné bien sûr gagner la confiance et à pouvoir accéder au noyau dur d'Earth First ! Il existe plusieurs petits groupes organisés qui voyagent à travers le pays pour commettre des actes criminels contre des sociétés liées aux mines, aux forêts ou contre d'autres cibles. Un membre m'a expliqué qu'il était responsable du sabotage d'hélicoptères d'exploration forestière dans le Montana. Un autre (qui assurait être présent au moment du crime) m'a raconté le massacre de bétail de Garfield County, dans l'Utah, où vingt-et-un veaux et vaches furent tués par Earth First ! parce qu'ils avaient pénétré sur les terres de l'Etat.

Des actes criminels

Un autre membre encore m'apprit qu'il était responsable du sabotage d'un pylône électrique à Santa Cruz, en Californie, qui laissa 80 000 personnes dans l'obscurité pendant trois jours. Une autre fois, les membres me racontèrent comment ils mirent du fil de fer barbelé en travers des pistes de motoneige dans le Yellowstone. D'autres encore admirent qu'ils étaient responsables du sabotage d'équipement forestier pour des millions de dollars.

En septembre 1990, lors d'un meeting secret d'Earth First ! à Baker Lake (dans l'État de Washington), on me demanda si je voulais participer au sabotage d'un hélicoptère appartenant à Colombia Helicopters, une société spécialisée dans le service aux bûcherons. C'est au cours de ce meeting que George Daffran, chef d'Earth First ! pour l'État de Washington, a déclaré que nous devrions nous infiltrer dans d'autres groupes écologistes et utiliser d'autres noms pour nos groupes du fait de la couverture de presse négative qu'Earth First ! avait eue.

Avec l'information en notre possession sur le sabotage potentiel d'un hélicoptère, nous essayâmes d'obtenir, sans succès, l'aide des autorités fédérales. Celles-ci ne répondaient même pas à nos appels téléphoniques. Notre enquête prit donc fin à ce moment : sans l'aide des autorités fédérales, nous ne pouvions réussir. Ce fut une année intéressante.

Earth First ! et le Mouvement de libération des animaux

La documentation que nous avons compilée comprend aussi des informations sur le Front de libération des animaux (ALF, dans son acronyme anglais). La plupart des individus que nous avons rencontrés dans Earth First ! sont aussi membres de l'ALF et m'ont raconté les actes criminels qu'ils avaient commis pour « sauver les animaux ». L'ALF est classé par le FBI dans les dix principales organisations terroristes en Amérique. Pourquoi Earth First ! n'est-il pas classé lui aussi avec l'ALF ?

Pendant l'épidémie d'E. coli 0157-H7 sur la côte ouest, j'ai parlé à des représentants de Food Maker, la société à laquelle appartient Jack in the Box, la chaîne de restauration impliquée dans cette épidémie. L'un des avocats de Food Maker m'a conseillé de lire un livre intitulé *Déclaration de guerre : tuer les gens pour sauver les animaux et l'environnement*. L'ouvrage affirme qu'un groupe terroriste se nommant « les libérateurs » est une branche de l'ALF et il donne plusieurs exemples de choses à faire pour « sauver les animaux ». Il conseille de se procurer un livre publié par Dave Foreman, le fondateur d'Earth First !, et Bill Haywood : *Ecodéfense : un guide pratique du sabotage*, qui peut s'appliquer facilement à la défense des animaux.

Tuer les gens pour sauver les animaux ?

Voici quelques exemples tirés de la *Déclaration de guerre*, associés à des incidents récents qui semblent correspondre au mode d'action suggéré :

1. Le livre conseille d'envoyer des lettres de menace aux universités et aux laboratoires de recherche qui utilisent les animaux. Si la personne envoyant la menace d'attentat à la bombe ne trouve pas le courage de mettre sa menace à exécution, le livre suggère de trouver un ami volontaire en qui elle a toute confiance pour le faire ; de cette façon, les menaces suivantes sont encore plus efficaces.

Le 25 juin 1993, un professeur de la fameuse université de Yale dans le Connecticut, a été gravement blessé par une lettre piégée, tandis que son frère, généticien au Yale Medical Center, recevait un appel téléphonique menaçant. Deux jours plus tôt, un autre généticien de l'université de Californie à San Francisco avait perdu plusieurs doigts suite à l'explosion d'une lettre piégée.

2. Le livre suggère de se procurer des armes semi-automatiques et d'aller dans les bois pendant la saison de chasse afin d'abattre « *un de ces gros pleins de soupe buveurs de bière* ».

Plusieurs chasseurs ont été tués dans les bois des États-Unis. Le meurtre le plus récent a eu lieu en Floride cet automne, où deux chasseurs ont été retrouvés morts à deux endroits différents.

3. Le livre suggère de faire passer des informations aux médias selon lesquelles la viande de certains supermarchés a été traitée au cyanure.

En décembre 1990, au cours d'une discussion avec un membre de Earth First !-ALF au sujet du mouvement « *Cattle free by 93* » (Il s'agissait d'empêcher les éleveurs américains d'utiliser les terres de l'État pour y faire paître leur bétail), le militant me dit « *qu'en 1993 nous porterons un coup dévastateur l'industrie de l'élevage et aux restaurants fast food de ce pays* ».

Déclaration de guerre se termine par un véritable appel au meurtre : « *Nous ne pouvons pas stopper la vivisection, Mais nous pouvons stopper un vivisecteur. Nous ne pouvons pas mettre fin à la chasse, mais nous pouvons arrêter certains chasseurs. Nous ne pouvons pas handicaper l'industrie de la fourrure, mais nous pouvons handicaper certains trappeurs* ».

On n'a jamais pu déterminer d'où venait la souche d'E. coli 0157-H7. Je ne peux m'empêcher de me demander si c'est l'action à laquelle faisait référence le militant d'Earth First !-ALF.

Des groupes terroristes paravents

J'ai continué à surveiller les activités d'Earth First ! jusqu'en juin 1993, date à laquelle j'ai révélé mon activité d'infiltrateur dans un discours à Columbia Falls. Jusqu'alors j'étais libre de participer aux réunions et de continuer à surveiller les activités de nombreux membres d'Earth First !-ALF. En me souvenant des remarques de George Draffan, leader local d'Earth First !,

concernant l'utilisation de noms différents et l'infiltration de groupes écologistes, j'ai continué à suivre les actions de certains des individus que j'avais connus au sein de Earth First ! Voici quelques-uns de mes résultats.

Greater Ecosystem Alliance. Cette organisation est basée à Bellingham, Washington. Son secrétaire est George Draffan lui-même. Mitch Friedman, autre membre d'Earth First !, en est le directeur exécutif. Parmi les conseillers, on retrouve Dave Foreman ; s'agit-il du même Dave Foreman qui fonda Earth First ! ?

Des informations récentes obtenues de Greater Ecosystem Alliance montrent que l'organisation a étendu ses opérations jusqu'au Canada où, selon mes sources, ils ont ouvert un bureau dans la Colombie britannique. Les militants de Greater Ecosystem Alliance se vantent également de leur connexion au Western Canada Wilderness Committee, qui est basé à Vancouver. Mes contacts canadiens m'ont dit que ce groupe a toujours été « raisonnable » dans le passé et qu'ils étaient très surpris d'apprendre cette connexion avec Earth First ! Greater Ecosystem Alliance est-il le nouveau nom qu'Earth First ! a adopté, suivant la méthode George Draffan, pour éviter l'image négative d'Earth First ! ?

Greater Yellowstone Coalition, Sierra Club¹, Wilderness Society. Le rapport sur l'ours Grizzly publié par ces trois organisations dresse la liste de tous ceux qui ont contribué à la campagne sur le Grizzly. Beaucoup sont membres d'Earth First !, y compris le groupe Keep it Wild (Gardez la sauvage). Ce groupe est basé à Whitefish, dans le Montana. Ses dirigeants sont Michael et Daniel Carter qui viennent d'être condamnés pour « *tree spiking* »².

Quand j'ai demandé au Greater Yellowstone Coalition et au Sierra Club s'ils savaient que certaines personnes mentionnées dans leur document appartenaient à Earth First !, leur réponse fut : « *Ils ont fait du bon travail sur cette question et nous ne sommes pas responsables de ce qu'ils font par ailleurs* ».

Environmental Grantmake Associations. Ce groupe est le plus important centre de pouvoir financier du mouvement écologiste américain : Il rassemble 138 sociétés et fondations d'entreprise et gère des contributions écologiques de plusieurs centaines de millions de dollars. Deux des fondations au sein de cette organisation ont contribué au Greater Ecosystem Alliance. Il s'agit de la Fondation W. Alton Jones, à Charlottesville, pour 30 000 dollars et de la fondation Weeden, pour 5000 dollars³. Ces fondations connaissent-elles la connexion entre le Greater Ecosystem Alliance et Earth First ! ?

Notes de la rédaction

1. Le Sierra Club est l'une des plus anciennes organisations écologistes américaines et est considéré comme très « honorable ».

2. Le *tree spiking* est une pratique adoptée par Earth First ! consistant à insérer des morceaux de métal dans les troncs des arbres afin de briser la chaîne des tronçonneuses ou de blesser les bûcherons. Cette pratique a déjà fait plusieurs blesses graves, dont l'un, défiguré, a témoigné dans un film danois sur Greenpeace.

3. Ces noms ne disant rien au lecteur européen, il nous faut prendre une comparaison. C'est un peu comme si l'on apprenait que la Fondation Marcel Dassault, à travers un groupe écran, finançait l'alliance rouge-verte. Ou encore que le CEA finance la CRII-RAD à travers France-Nature-Environnement. Ce qui est d'ailleurs le cas...

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie IV.3

IV. ANNEXES

3. L'interdiction du DDT a tué des millions d'hommes –

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un article de J. Gordon Edwards paru dans le magazine Fusion n°48 de novembre-décembre 1993. L'auteur, professeur émérite d'entomologie l'université de Californie à San José, a enseigné la biologie et l'entomologie en ces lieux pendant quarante-quatre ans. Il est un membre très ancien du Sierra Club et de la Société Audubon et membre à vie de l'Académie des sciences de Californie. Il est l'auteur de plusieurs articles ornithologiques publiés par la Société Audubon et par d'autres groupes écologistes.

Le paludisme, qui aurait pu être éradiqué il y a vingt ans, est de nos jours encore la maladie tropicale la plus grave et un obstacle insurmontable au développement économique et social d'une grande partie du monde. Avant la découverte du DDT au début des années 40, on recensait plus de 300 millions de cas par an, et plus de 3 millions d'hommes en mouraient chaque année. Grâce au DDT, des millions de vies humaines furent arrachées aux griffes du paludisme au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. On espérait que le DDT mettrait fin à ce tueur en masse, une fois pour toutes.

Il n'en fut rien, à cause d'une campagne irrationnelle contre les insecticides, lancée aux Etats-Unis par Rachel Carson dans son livre *Silent Spring*. Aujourd'hui plus de 2 milliards d'hommes – 40% de la population mondiale – vivent en territoires infestés. 270 millions d'êtres humains sont paludéens. On estime l'augmentation des cas recensés à plus de 100 millions par an (environ 300 000 cas par jour). Cette maladie constitue pour les voyageurs dans ces pays un danger plus important que toutes les autres maladies réunies. On déplore toujours plusieurs millions de morts par an, plus que par toutes autres maladies, et la plupart des victimes sont des enfants. L'Afrique est la plus touchée, avec plus de 85 % des cas connus dans le monde. Plus de 30% de la mortalité infantile doit lui être attribuée directement.

C'est à juste titre que le paludisme est la « reine des maladies ». Son taux de mortalité est effrayant. En 1923, la grande épidémie de paludisme qui ravagea l'Union soviétique frappa plus de 5 millions de personnes et en tua 60 000. En Égypte, en 1942, juste après l'invasion du moustique *Anopheles gambiae* dans la fertile vallée du Nil, 135 000 victimes. Aux États-Unis dans les années 30, il y avait 6 ou 7 millions de cas chaque année. Des milliers de gens faisaient la grimace en avalant l'amère quinine quotidienne pour se protéger des fièvres et des frissons qui sont le signe de la maladie. Dès l'invention du DDT, ce fléau disparut d'Amérique du Nord.

Le DDT en guerre contre le paludisme

En 1943 on dispose du DDT pour la lutte contre les moustiques vecteurs du paludisme et de la fièvre jaune, les poux de corps vecteurs du typhus, les puces vectrices de la peste, et bien d'autres insectes nuisibles. Cette découverte changea le monde, elle ouvrait une ère d'espoir pour ses habitants.

Dès 1945, les Centres des maladies contagieuses du Service américain de santé publique assumèrent la responsabilité d'administrations locales de centres nationaux antipaludéens dans dix-huit pays, par le truchement de l'Agence internationale pour le développement (AID) du département d'État. En Grèce, par exemple, un programme de contrôle débuta en 1946 et, en trois ans, le nombre de cas tomba de 2 millions à environ 50 000. (...)

L'arme essentielle contre l'anophèle (le seul vecteur du paludisme) était le DDT. Le programme se proposait aussi d'éliminer du sang humain le *Plasmodium*, protozoaire infectieux cause directe de la maladie, au moyen de différents médicaments. (...)

En 1960, 1,5 milliard de personnes vivaient dans des zones anciennement impaludées dont le DDT avait éradiqué le fléau. En 1969, l'éradication était chose faite dans 36 des 146 pays insalubres. Dans 53 d'entre eux, le programme d'éradication était en pleine expansion, et 27 autres pays se mettaient à la tâche. Le Pakistan, par exemple, comptait 7 millions de cas en 1961, mais 9 000 seulement en 1969. L'AID américaine avait donné au gouvernement pakistanais plus de 25 millions de dollars, et avait prêté 35 millions de plus pour financer le programme d'éradication par le DDT. « *Ce résultat sans comparaison possible est dû presque entièrement à l'utilisation du DDT* » firent savoir les Centres américains de lutte contre les maladies contagieuses, « *le DDT est le seul produit sûr et économique disponible à ce jour* ».

Rachel Carson entre en scène

Ces « résultats sans comparaison possible » furent stoppés par les écrits de Rachel Carson. Ces mensonges avec lesquels elle mobilisa les mouvements écologistes naissants mirent fin à l'utilisation du DDT. En 1962, Rachel Carson fit paraître *Silent Spring (Printemps sans oiseaux)*, livre qui accusait à tort le DDT de provoquer de nombreux maux pour les humains, les animaux utiles et l'environnement. L'hystérie déclenchée par Rachel Carson et ses disciples amena l'interdiction du DDT. Le bilan de cette interdiction se calcule en millions de morts et une somme de souffrances qui ne peut pas s'exprimer par les statistiques.

La campagne de Rachel Carson frappa durement la lutte antipaludéenne et réussit à y mettre fin. En 1967, l'OMS modifia ses objectifs : il n'était plus question d'« éradication », mais « *de contrôle de la maladie, là où c'était possible* ». Quelque 63 pays, qui avaient engagé d'énormes dépenses, abandonnèrent simplement la lutte. Une résolution approuvée par un grand nombre de biologistes lors de la 22^{ème} session de l'Assemblée de l'OMS, en 1969, supplia les fabricants de « *poursuivre la production de cet insecticide salvateur en vue de pouvoir continuer à protéger les populations de la malaria* ». Un arrêt de la fabrication du DDT aux États-Unis, disaient-ils, les priveraient d'un approvisionnement normal dans la plupart des régions impaludées. Le résultat serait « *un retour en force de la maladie dans les*

pays concernés, des centaines de millions de malades, des millions de morts, et ce dans la décennie ».

En dépit de la preuve scientifique de l'innocuité du DDT sur les humains, William Ruckelshaus, l'administrateur de l'Agence pour la protection de l'environnement américaine interdit le DDT en 1972. Malheureusement, quand les programmes de lutte antimoustique furent arrêtés, le paludisme resurgit, avec des taux de morbidité plus élevés qu'auparavant, à cause d'une densité de population humaine plus grande dans les zones anciennement impaludées (davantage de monde s'y était installé, sous la protection du DDT). En 1976, les cas de paludisme déclarés étaient montés à 800 millions, et les morts annuels plus de 8 millions. Jetons un coup d'œil sur deux exemples, l'Inde et Ceylan.

L'Inde comptait plus de 100 millions de malades dans les années 40, et 2,5 millions de morts par an. Après le début du programme DDT, les malades tombèrent à moins de 100 000, et les décès annuels à moins de 1000. Le gouvernement indien consacrait 60 % de son budget de santé publique au contrôle du paludisme, et cela fut payant. Les personnels de santé pensaient que la maladie avait été éliminée. Changement de flux à la fin des années 60, du fait de la panique déclenchée par Rachel Carson et les pseudo-écologistes. En 1972, l'Inde compte à nouveau plus de 1 million de malades. Il y en a plus de 4 millions en 1974, et plus de 6 millions en 1976 (et les personnels de santé croient que le nombre était plus près de 12 millions). Le gouvernement de l'Inde est en train de regagner du terrain avec du DDT fabriqué au Sri Lanka et au Bangladesh, mais il reste beaucoup à faire.

Ceylan, l'actuel Sri Lanka, déplorait 3 millions de malades par an au début des années 50, et plus de 12 000 morts. L'épandage de DDT commence en 1946, et en 1962 le pays compte seulement 31 cas au total, en 1963 seulement 17, et pas un seul décès. Quand les campagnes de lutte furent arrêtées, suite au livre terrifiant de Rachel Carson, et aux protestations publiques qu'il engendra, les taux de paludisme recommencèrent à monter : 308 en 1965, 3 466 en 1967, 17 000 pendant le seul mois de janvier 1968, suivi d'un mois de février qui en compta 42 000. En 1969 et 1970, des millions de malades. (...)

Un produit chimique très utile

Beaucoup d'autres maladies furent jugulées par l'emploi du DDT, y compris trois types de leishmanioses transmises par des moucheron du genre *Phlebotomus*. Les cas de leishmanioses disparurent dans les zones de lutte antipaludéenne. Les problèmes liés aux punaises et autres parasites diminuèrent près des habitations traitées.

La communauté scientifique du monde entier a reconnu ce qu'elle devait aux bienfaits du DDT. « *Le DDT est encore le moyen le plus radical et le moins cher pour faire baisser ou même éradiquer le paludisme, et ceci reste vrai en dépit de la résistance au produit (qui n'est pas totale)* » disait le directeur de l'OMS en 1969, et concluait ainsi : « *Le produit est tellement sûr que nous n'avons jamais rencontré de syndrome d'empoisonnement chez nos 130 000 épandeurs, ou parmi les 535 millions d'habitants des maisons traitées. Aucune toxicité ne se manifesta dans la population animale sauvage des pays participant à la lutte antipaludéenne. L'OMS n'a aucune raison d'abandonner ce produit qui a sauvé des millions de vies humaines, et si on cessait de le fabriquer il y aurait des milliers de morts et des millions de malades. Il a été utile pour au moins 2 milliards de gens sans coûter une seule vie*

humaine par intoxication. L'arrêt de l'usage du DDT serait un désastre pour la santé mondiale ». L'OMS a aussi mis l'accent sur le fait « qu'on n'a jamais constaté d'effet nocif du DDT pour le cheptel domestique ». En 1970, l'Académie des Sciences américaine fit cette déclaration officielle : « L'homme n'a jamais contracté une dette aussi énorme envers un produit chimique que celle qu'il doit au DDT. On estime que le DDT a sauvé 500 millions de vies humaines en un peu plus de deux décennies, vies que la malaria aurait emportées, et d'une manière inévitable ».

En dépit de ces déclarations scientifiques, en 1972, pendant les audiences de la Chambre des représentants, il fut à craindre que William Ruckelshaus ne fit interdire le DDT, et ce quel que soit le résultat des enquêtes. Il était à prévoir que l'interdiction du DDT aux États-Unis aurait des répercussions sur les programmes internationaux de lutte contre le paludisme, en créant des peurs infondées dans d'autres pays. L'interdiction du DDT aux États-Unis obligerait de fait les autres pays à suivre la même voie... avec toutes les suites tragiques qu'entraînerait une telle mesure. Comme c'était à craindre, William Ruckelshaus passa outre à la décision du juge Edmund Sweeney nommé aux auditions des Représentants, et décida seul l'interdiction de l'utilisation du DDT sur le territoire américain à compter du 1er janvier 1973. (On trouve les détails de tout ceci dans le *Congressional Record* du 24 juillet 1972, pages S 11545-46, intervention du Sénateur Goldwater). Bien que Ruckelshaus ait avoué dans une lettre au président de l'Association des bureaux fermiers américains (26 avril 1979) que « la décision était politique plutôt que scientifique », cette interdiction est toujours en vigueur aux États-Unis. (...)

Le facteur malthusien

Le but essentiel du livre si violemment controversé de Rachel Carson, *Silent Spring*, était de jeter le discrédit sur les pesticides, et plus particulièrement le DDT. On y trouve, et par dizaines, des erreurs sérieuses, des distorsions, des omissions des faits dans presque tous les chapitres, et elles alarmèrent et terrifièrent le lecteur de bonne foi¹. Plus grave, des organismes de protection de l'environnement écologique jusque là animés du seul sens des responsabilités, répercutèrent ces contre-vérités pour s'attacher un plus grand nombre de donateurs au milieu d'un public injustement alarmé. Le résultat en est une plus grande somme de souffrances et de morts humaines dans le monde entier.

Rachel Carson, très maligne, dédia son livre « à Albert Schweitzer, qui a dit que "l'homme a perdu la capacité de prévoir et de prévenir. Il finira par détruire la Terre" ». Comme le thème majeur du livre est la suppression des insecticides en tant que danger pour l'environnement et la santé humaine, les lecteurs crurent à une désapprobation implicite de Schweitzer envers les insecticides. Mais dans sa biographie ce grand humaniste écrit explicitement : « Comme ces insectes diaboliques nous font perdre du temps et nous coûtent de travail !... un rayon d'espoir nous est donné par le DDT. »² (...)

Quelques autorités de santé allèrent jusqu'à affirmer qu'une éradication du paludisme à l'échelle du globe déclencherait une explosion démographique et ouvrirait la boîte de Pandore. Les pilules anticonceptionnelles n'étaient pas encore disponibles dans les années 50, et nombreux étaient ceux qui pensaient que le contrôle de la population ne pouvait être obtenu que par une mortalité infantile élevée due au paludisme (de l'ordre de 40 % dans le tiers monde). Comme le dit un fonctionnaire de l'AID : « Mieux vaut qu'ils meurent plutôt qu'ils ne se reproduisent de façon anarchique. »³

Les organisations écologiques les plus connues se rangèrent du côté des moustiques et des micro-organismes qu'ils transmettent. La Société Audubon s'opposa explicitement à la campagne antipaludéenne, et, en juillet 1969, distribua 17 000 tracts pour mobiliser ses membres dans son combat contre le DDT « ... *qu'il soit banni dans tout le territoire et interdit à l'exportation* ». Un manque de sensibilité envers les souffrances de millions de non-blancs des pays les plus pauvres se fait entendre dans les paroles de Michael McCloskey, directeur du Sierra Club, qui écrit en toutes lettres en février 1972 : « *Le Sierra Club demande l'arrêt de l'utilisation des insecticides, même dans les pays où le DDT a réussi à juguler la malaria... Avec le DDT nous faisons chuter le taux de mortalité dans les pays sous-développés sans avoir considéré la manière dont nous pourrions nourrir ces populations en surnombre.* »

Le Dr Alexander King, chef du Club de Rome malthusien, qui a des activités dans plus de quarante pays sur les cinq continents, émit une opinion semblable dans un livre, *The Discipline of Curiosity* (Publications scientifiques Elsevier, page 43). Il avait été de ceux qui avaient aidé à l'expansion du DDT pendant la Deuxième Guerre mondiale, écrit-il, et était saisi par « *le nombre énorme de vie sauvées. Mes doutes commencèrent quand le DDT fut introduit dans les circuits civils. En Guyane, en deux ans, la malaria avait presque entièrement disparue, mais le taux de natalité avait doublé. Le principal reproche que je fais au DDT est que, après coup, je constate qu'il a grandement contribué au problème de surpopulation.* »

Quant à l'Environmental Defense Fund, qui profita de la controverse à propos du DDT pour devenir une riche organisation écologiste américaine, le congressiste John Rarick rapporte à son propos, dans une audience de la Chambre des représentants le 3 mars 1971, une remarque de son principal biologiste, le Dr Charles Wunster. Un reporter demanda à Wunster si la suppression du DDT entraînerait l'utilisation d'insecticides plus toxiques, et il répondit : « *Et alors ? Ce sont les gens qui sont la cause de tous les problèmes. Il y en a trop. Nous devons nous débarrasser de cet excès, et ce moyen est aussi bon qu'un autre.* »⁴

Après la suppression du DDT aux États-Unis, les activistes écologistes accélérèrent leur campagne pour en interdire aussi l'exportation. De 1974 à 1976, l'Export-Import Bank finança pour plus de 3 milliards de dollars d'exportation de pesticides, ce qui préserva de nombreuses vies humaines dans les pays tropicaux. En 1976, la Société Audubon et le Conseil national de la défense des ressources naturelles (NRDC) traîna l'Export-Import Bank devant les tribunaux fédéraux pour obtenir qu'elle cesse ses financements d'insecticides dans les pays sous-développés. Le Centre juridique national pour la défense des intérêts publics se porta au secours de la défense et, en 1980, la Cour rendit son arrêt contre les pseudo-écologistes. Comme le dit le porte-parole du Centre juridique : « *L'arrêt de la Cour fédérale dit en substance que les exportations ne seront pas diminuées et que notre nation ne se pose pas en impérialiste écologiste.* »

En 1977, les groupes écologistes firent un autre procès dans le but d'obliger l'AID à soumettre des résultats de recherche d'impact sur l'environnement pour chaque pesticide avant son exportation vers le tiers monde. Cela aurait retardé les chargements urgents pendant des semaines où des mois tandis que mouraient des milliers de victimes du paludisme.

En 1980, les pseudo-écologistes poussèrent les gouverneurs John Brown (Californie), Patrick Leahy (Vermont), Howard Metzenbaum (Ohio) et William Proxmire (Wisconsin) à

déposer un projet de loi qui aurait imposé au département d'État de signaler aux gouvernements étrangers tout retrait de pesticide du marché américain, que ce soit de manière délibérée ou autrement. Des projets de lois des représentants Cecil Heftel (Hawaii) et Michael Barnes (Maryland) tendaient à restreindre les exportations américaines et renforcer les règlements sur les produits comestibles importés quant à leur teneur en insecticides. L'effet indirect aurait été la cessation totale et immédiate de l'épandage d'insecticides dans les pays qui en avaient le plus urgent besoin dans leurs programmes de santé publique et de protection agricole, mais qui avaient aussi besoin des dollars de la vente de leur production agricole.

Un effet néfaste plus direct sur la santé et le bien-être fut causé par le fait que les États-Unis suspendirent leur aide financière pour la santé publique et la lutte anti-acridienne pour tous les pays qui faisaient usage d'insecticides condamnés ou d'emploi restreint par le gouvernement américain. En Afrique, une grande famine a suivi la perte des récoltes dues aux invasions de criquets incontrôlés.

Quoi qu'il en soit, les groupes écologistes continuèrent leur pression pour l'interdiction des exportations d'insecticides. En 1986, l'AID prit ses dispositions pour se conformer à la loi sur la Politique environnementale nationale en publiant « Comment se conformer à la Réglementation 16 ». Le secrétaire d'État George Shultz, prenant ce texte explicatif au pied de la lettre, télégraphia aux ambassades américaines outre-mer : « *Les États-Unis ne peuvent pas, je répète ne peuvent pas, cautionner une politique de programmes dormant lieu à l'emploi des pesticides suivants : lindane, HCH, DDT et dieldrine.* » Les pays incapables de mettre en œuvre leurs programmes sans l'aide financière des États-Unis furent ainsi empêchés de réaliser des programmes importants de santé publique et de bien-être pour leurs malheureux citoyens.

Les lecteurs des publications luxueuses qui émanent des organisations écologistes sont ravis des photographies en couleurs d'animaux dans leur milieu naturel tropical. Ont-ils remarqué qu'il n'y a jamais la moindre parole de consolation pour les hommes qui vivent dans le même milieu que les animaux ? Ces hommes qui sont malades, anémiques, aveugles ou mourants du paludisme, de peste, de maladie du sommeil ou de leishmaniose ne figurent pas sur les photos. On ne montre pas davantage les millions de gens sous-alimentés ou mal nourris à cause des campagnes écologistes. Sans se laisser émouvoir par les maladies et les morts qui sont le fruit de leur activité anti-insecticide, les magazines écologistes donnent beaucoup de place aux articles sur le tort que fait l'homme à la nature par la déforestation des jungles humides, et pleurent la raréfaction de l'éléphant et autres grands mammifères qui sont les cibles des objectifs photographiques des touristes.(...)

La résistance aux pesticides

Le développement par les insectes d'une « résistance » aux insecticides a été étudié avec soin. Individuellement, les insectes ne peuvent pas développer une résistance, et on les tue aussi facilement après qu'avant qu'ils aient été exposés au DDT. Quelques moustiques, peut-être 1 sur 1000, ne meurent pas après avoir été saupoudrés, parce qu'ils produisent des enzymes qui cassent le DDT. D'autres moustiques fabriquent d'autres enzymes qui cassent d'autres insecticides ou les font hériter de caractères comportementaux qui les mettent à l'abri de leurs prédateurs ou leur font éviter des situations qui mettraient en danger leur survie. La production d'enzymes est héréditaire, et les gènes qui détruisent le DDT sont probablement

chargés de fonctions utiles (c'est-à-dire qu'ils étaient déjà utiles, et n'étaient pas à l'affût d'une attaque chimique par le DDT ou d'autres insecticides).

Si un moustique porteur d'un gène qui détoxifie le DDT se reproduit avec un autre moustique porteur du même gène, leurs descendants en seront probablement pourvus aussi. Si la population est soumise au DDT régulièrement, une plus grande proportion d'insectes porteurs de ce gène survivra. Ceux qui ne l'ont pas mourront avant de pouvoir se reproduire. Avec le temps la population d'insectes survivants sera génétiquement différente de la population originale, et semblera « résistante » à l'insecticide.

Le DDT sur les murs intérieurs des cases tue la plupart des moustiques qui s'y posent. Si l'un d'entre eux était « résistant » au DDT, il ne mourra peut-être pas, mais il est hautement improbable qu'il puisse rencontrer un de ses semblables, et justement un du sexe opposé. Les mâles ne se nourrissent pas de sang et ne s'approchent pas des hommes. Si malgré tout devait se développer une résistance, un autre insecticide, de formule entièrement différente, pourrait alors être vaporisé sur les murs pour tuer les moustiques résistants au DDT, s'il existait encore des insecticides efficaces dans les stocks.

Malheureusement, le DDT était si bon marché qu'il a aussi été utilisé dans les champs et les jardins près des maisons. Il en résulta donc effectivement une résistance au DDT dans certaines populations d'anophèles, et d'autres insecticides durent être mis en œuvre pour le contrôle des moustiques. Cela n'a jamais été un problème majeur : en 1970, le directeur général de l'OMS écrivait : « *Les zones où sont apparus des problèmes techniques (résistance) ne constituent que 1 % du territoire total soumis au programme d'éradication, mais une publicité contraire sur ces cas particuliers a eu une influence hors de proportion sur le programme global compte tenu de leur importance.* » Des 107 pays impaludés, 62 signalèrent des cas de résistance dans l'une ou l'autre des populations d'anophèles, résistances à l'un ou l'autre insecticide.

Efficacité du contrôle biologique ?

Les écologistes aiment à prôner ce qu'il est convenu d'appeler le contrôle naturel ou « biologique » des insectes nuisibles. Depuis plus de trente ans, l'OMS a effectué des expériences de « contrôle biologique » pour les populations de moustiques, sans grand succès. Après l'assèchement, le drainage et le remblai des flaques, on a cherché du côté du contrôle génétique et de l'incompatibilité cytoplasmique. L'efficacité d'insectes prédateurs (odonates, hémiptères et coléoptères) fut étudiée. On introduisit des gambusias et des poissons rouges dans les mares. On essaya une grande variété de virus, de bactéries, de champignons, de protozoaires et de vers nématodes qui auraient pu détruire les larves de moustiques.

Une sous-espèce de *Bacillus thuringiensis* du nom d'Israëlis et connue comme BTI se montra efficace en 1977. Le bacille synthétise en fait des endotoxines dans le système digestif de la larve et la tue, mais cette endotoxine a une vie très courte lorsqu'elle est exposée à la chaleur et à la lumière, et ne dure que quelques jours. Des virus tuent quelques fois les larves dans la nature, mais on ne sait pas les produire en masse dans les laboratoires. Des nématodes mermithides (vers ronds *Romanamermis*) donnèrent des résultats non systématiques, sauf dans de petites flaques. Différentes sortes de champignons furent plus prometteuses, surtout des genres *Coelomomyces*, *Metarrhizium*, *Beauveria*, *Lagenidium* et *Cullcinomyces*, mais

aucune moisissure n'a pu être produite en quantités suffisantes pour le contrôle antipaludéen. On essaya aussi des protozoaires microspores, mais sans grand succès.

En 1993, aucune de ces méthodes, sauf le drainage des eaux stagnantes, n'a permis une destruction significative des moustiques dans leur habitat naturel. Si les formes vivantes de contrôle biologique étaient lâchées dans l'écosystème aquatique, elles pourraient être dangereuses pour les autres formes de vie. Leur utilisation future rencontrera l'opposition de nombreux « écologistes ». Ainsi, le *Bacillus thuringiensis* disséminé dans les arbres pour éliminer les chenilles nuisibles a également fortement réduit les populations d'insectes inoffensifs, et plus spécialement d'autres genres de mites et de papillons.

L'Amérique du Nord héberge plusieurs espèces d'anophèles qui sont d'excellents vecteurs du parasite de la malaria. De nombreux insecticides qui auraient pu en contrôler les populations ont été interdits, mais seraient-ils encore disponibles, il n'est pas question de les utiliser dans l'habitat aquatique des larves de moustique. Aux États-Unis, ces sites ne peuvent être traités à cause de la rigidité de la loi sur l'eau propre dont les infractions sont punies de prison ferme et d'amendes énormes. (...)

« Vivre avec le paludisme ? »

En 1991, la Société américaine pour l'avancement des sciences publia un petit livre hors de prix intitulé *Malaria and Development in Africa* contenant le résultat des conférences sur la malaria dans le monde entier. C'est dans ce fascicule que l'OMS dévoile sa stratégie mondiale de contrôle de la malaria. Cette approche vise « à mettre davantage l'accent sur le malade, et de ne faire de prévention que là où elle est bon marché et susceptible d'être soutenue ». Le but est qu'en 1997 on ait « un contrôle raisonnablement efficace » dans au moins 85 pays où la malaria est endémique.

L'OMS dit qu'en l'an 2000, la mortalité par paludisme aura chuté d'au moins 20% dans 70 pays, par rapport aux niveaux de 1995. Plus tard, toujours selon l'OMS, « le but sera de faire baisser le taux de mortalité d'au moins 80% dans les cinq dernières années du siècle dans la plupart des pays impaludés ». L'opuscule ne mentionne nulle part de méthode d'élimination des larves ou des moustiques adultes, et ne donne aucun détail sur les produits chimiques qui pourraient éventuellement remplacer la quinine, la chloroquine ou le Fansidar pour enrayer le paludisme. Les fonds pour ce programme sont déjà exorbitants, et l'OMS estime que les coûts dépasseront 1,8 milliard de dollars en 1995, à comparer aux 800 millions de 1987. Le directeur de l'OMS, Peter de Raadt, pense qu'à ce moment-là, la moitié des pays participants « aura des programmes satisfaisants, si l'OMS atteint ses objectifs ». On n'évoque aucune autre méthode dans ce cahier, mais, d'après de Raadt, ce n'est pas un problème, « car la quinine et la tétracycline sont toujours efficaces », et de nouvelles médications « sont prêtes à sortir de la chaîne de production (...) Grâce à une stratégie correctement mise en œuvre, c'est possible ».

Quelle est cette « stratégie correctement mise en œuvre » ? Nulle part dans la publication on n'évoque de méthodes de contrôle des larves et des adultes, ni les spécifications des produits chimiques qui devraient éliminer le plasmodium. Il y a de grandes discussions sur « les approches trans-sectorielles », la « planification », « convoquer des conférences », « nommer les responsables », « surveiller la santé publique », « faire la carte du paludisme dans chaque pays » et « enregistrer des données épidémiologiques précises ». Il est dit

plusieurs fois que « *les stratégies doivent être adaptées aux populations* », ce qui induit une priorité pour le développement de nouvelles méthodes de travail pour mettre en œuvre « la pensée nouvelle » de cette stratégie globale. Le but, dit David Nabarro, de l'administration britannique du développement de l'outre-mer, est de « *vivre avec le paludisme, plutôt que de l'éliminer* ». Plus surprenant encore dans sa bouche : « *L'OMS a formellement mis fin à la stratégie d'éradication du moustique vecteur* ». Il faut quand même rappeler que l'éradication du vecteur n'a jamais figuré dans la stratégie de l'OMS. Elle a toujours dit avec emphase que l'objectif était non l'éradication du moustique vecteur, mais la prévention de la transmission du plasmodium de la malaria par le vecteur. Cela vous semble-t-il au moins plus intelligent que d'éliminer les moustiques ?

Tels qu'ils figurent dans *Malaria and Development in Africa*, on peut compter quatre composantes majeures dans la nouvelle stratégie mondiale antipaludéenne, à savoir : (1) miser sur un diagnostic rapide et un traitement immédiat ; (2) élaborer puis mettre en œuvre des programmes sélectifs de prévention ; (3) détecter rapidement les épidémies et (4) réévaluer régulièrement l'état paludéen dans chaque pays. Avec cette stratégie, les bureaucrates vont avoir du pain sur la planche, mais la « réévaluation des catastrophes » ne sauve pas de vies humaines, et cette stratégie est bien muette sur les soins où les méthodes de prévention.

Un rapport plus récent de l'Institute of Medicine conclut : « *Ce sont des jours sombres dans la lutte contre la malaria* ». Un des auteurs, Awash Teklehaimanot, chef du service antipaludéen de l'Éthiopie, qui manifesta sa désapprobation de ce rapport, fit connaître son avis contraire : « *L'emphase est mise principalement sur la recherche (médicale) antipaludéenne (contre le plasmodium) dans ce rapport, et on prête trop peu d'attention à la prévention et au contrôle* ». Un membre du comité de la malaria de l'Institut, le Dr James Jensen répondit : « *Même en multipliant nos efforts de prévention, le parasite gagnera du terrain parce qu'il résiste de mieux en mieux à notre chimie et à nos insecticides* ». Et conclut : « *Nous avons désespérément besoin d'outils nouveaux.* »

Avec une stratégie aussi médiocre de la part des experts, les habitants des pays infectés sont vraiment mal partis. Il est difficile de ne pas penser que l'OMS et l'AAAS (l'Association américaine pour l'avancement des sciences) ont rejoint les rangs de ceux qui pensent comme le fonctionnaire de l'AID déjà cité : « *Mieux vaut qu'ils meurent plutôt qu'ils ne se reproduisent de façon anarchique.* »

Références :

1. J.Gordon Edwards, *The lies of Rachel Carson* », 21st Century, Summer 1992.
2. Albert Schweitzer, *Ma vie et ma Pensée*, Albin Michel, 1986.
3. Robert Desowitz, *The Malaria Capers*, W.W. Northon, New York, 1992
4. Discours de Victor Yannacone, un des fondateurs de l'Environmental Defense Fund, le 10 mai 1970, cité dans les auditions sur le Federal Pest Control Act de 1971, Chambre des représentants, série n°92-A, p266, 1971.

Étude sur la nature des mouvements écologistes...

Partie IV.4

IV. ANNEXES

4. II n'y a pas d'influence discernable de l'homme sur le climat –

La phrase la plus citée du rapport 1995 du Groupement intergouvernemental d'étude sur le climat (GIEC) a été reprise dans toute la littérature écologiste et dans la majorité des articles parus autour de la conférence de Kyoto. C'est sur elle que la plupart s'appuient pour exiger des mesures drastiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. « *L'ensemble des données suggère que l'on peut discerner une influence de l'homme sur le climat mondial* ». Sans cette phrase, le rapport 1995 aurait été « politiquement inutile » puisqu'il reconnaissait, encore plus que le premier rapport du GIEC, l'étendue des incertitudes. L'histoire de cette phrase et la façon dont elle a été rajoutée au rapport est donc extrêmement intéressante. C'est à son propos que Frederick Seitz avait fait cette terrible déclaration : « *En soixante années de participation à la recherche scientifique américaine, y compris en tant que président de l'Académie des sciences et de la Société américaine de physique, je n'ai jamais eu à connaître une corruption du processus de relecture aussi inquiétante que pour ce rapport du GIEC.* »

Que dénonce Seitz et, avec lui, tous les « dissidents » ? Le fait que l'on ait apporté des changements de dernière minute au texte du rapport, changements visant presque tous à éliminer les bémols que rajoutent de nombreux scientifiques lorsque l'on parle de « changement climatique ». Or si les rapports du GIEC font autorité, bien qu'il s'agisse d'une institution gouvernementale autant que scientifique, c'est qu'ils sont soumis au processus de relecture habituelle dans les revues scientifiques : chaque article est soumis à d'autres spécialistes de la discipline, lu, discuté et modifié, parfois plusieurs fois. Pourtant, le rapport 95 du GIEC a été modifié par un seul auteur, Ben Santer, du laboratoire Lawrence Livermore, et ce après ce processus de relecture. La plupart des modifications ont eu lieu dans quinze parties du chapitre 8, celui qui traite de la question clef de l'éventuelle influence humaine sur le climat.

Voici trois phrases qui existaient dans le rapport approuvé par deux mille scientifiques, mais qui furent retirées par Santer, « auteur principal » du chapitre 8 : « *Aucune des études citées ci-dessus n'a montré une preuve claire qui puisse nous faire attribuer les changements [climatiques] observés à la cause spécifique des accroissements de gaz à effet de serre.* » On sait en effet que, s'il y a bien eu un réchauffement au cours du dernier siècle, il a eu lieu surtout dans la première moitié. Pas ou très peu de réchauffement au cours des cinquante dernières années, pendant lesquelles on a émis 70 % du total des gaz effet de serre.

Autre phrase supprimée : « *Aucune étude à ce jour n'a pu attribuer tout ou partie [du changement climatique observé] à des causes anthropogéniques [d'origine humaine].* » Ou encore : « *Toute affirmation prétendant détecter un changement climatique significatif restera probablement controversée jusqu'à ce que l'on ait réduit les incertitudes dans la variabilité*

naturelle totale du système climatique. » Ben Santer a été pris à partie par ses confrères et par des groupements d'intérêts tels que la Global Climate Coalition, qui représente les industries électrique, pétrolière, automobile et minière. Il s'est défendu en disant que ces changements étaient nécessaires « pour améliorer la clarté scientifique du rapport ». En réalité, il s'est grandement appuyé sur ses propres travaux, qui devaient paraître plus tard dans *Nature* (*A search for human influences on the thermal structure of the atmosphere*, *Nature*, 382, 27-28), et qui prétendent démontrer une corrélation de plus en plus étroite entre les données du modèle climatique développé par le Lawrence Livermore et les observations.

Pour mieux comprendre, il faut revenir au chapitre 8 du rapport du GIEC, qui développe la méthode des « empreintes digitales ». Il s'agit de comparer les paramètres spatio-temporels du climat, tels qu'ils sont observés dans la réalité, à ceux qui sont calculés dans les modèles informatisés qui cherchent à simuler l'influence de l'homme sur le climat. S'il existe une bonne corrélation statistique entre ces deux ensembles de données, non explicable par les seules variations naturelles, alors cela tendra à accréditer les modèles climatiques. Ceux-ci incluent désormais tous les gaz à effet de serre, mais aussi d'autres gaz, notamment les sulfates et l'ozone stratosphérique. Le chapitre 8 présente ce travail, discute les résultats et souligne les incertitudes. C'est dans la conclusion que l'on trouve la phrase sur une « influence humaine discernable ». La méthode des empreintes digitales est intéressante dans la mesure où elle permet d'arriver plus rapidement à un degré raisonnable de certitude et donc d'action politique. Cependant, plusieurs critiques peuvent lui être adressées : d'abord, elle sous-estime la variabilité naturelle, ce qui a pour conséquence de surestimer un « signal anthropique », un changement de température dû à l'homme. Ensuite et surtout, elle a choisi soigneusement sa période d'étude pour faire apparaître ce qu'elle désirait voir – crime imprescriptible, mais péché mignon des scientifiques. Comme nous le montrons sur la figure ci-dessous, la période 1963-1987 choisie par Ben Santer est très particulière. Ce choix fait apparaître une volonté délibérée de trahir la réalité. Selon les modèles, on devrait voir apparaître un réchauffement marqué dans l'hémisphère sud, alors que cet effet serait masqué dans l'hémisphère nord à cause des émissions de sulfates, qui entraînent un refroidissement. Ces émissions étant beaucoup plus fortes au nord (terres émergées, pays développés) qu'au sud (beaucoup plus de surface océanique, pays pauvres), le refroidissement dû aux sulfates ne devrait apparaître que dans le nord.

Figure¹

Donc, direction l'hémisphère sud pour vérifier cette hypothèse. Là, ô miracle, entre 30 et 45 degrés de latitude Sud, au niveau de la moyenne atmosphère, qu'observe-t-on ? Un très net réchauffement ! Santer jubile et écrit son article pour *Nature* en criant victoire. Dans le même temps, il change les conclusions du rapport du GIEC dans le sens que nous avons dit, avant même que son article ne soit relu et accepté, ce qui est contraire aux règles. Observons soigneusement les données ci-dessous. Tout se passe comme si Santer avait choisi sa figure exactement pour faire apparaître le réchauffement tant désiré. Le choix de n'importe quelle autre période aurait abouti à une stabilité ou à un refroidissement.

Nous sommes allés très loin dans les détails, pour montrer à quel point on est loin de la science et proche de la politique. Santer lui-même a révélé plus tard, dans une lettre à *Nature*, que le département d'État américain lui avait fortement « recommandé » de modifier le

¹ Il n'y a pas de figure dans le document original.

contenu du chapitre 8 afin que celui-ci soit cohérent avec le résumé exécutif, destiné aux politiques et aux journalistes. Cette lettre venait directement du Bureau de politique écologique, au sein de la Direction des océans, de l'environnement international et des affaires scientifiques. Cette direction était sous le contrôle de l'Office du changement global, de Timothy Wirth puis de Stuart Eizenstat. Il faut bien avoir conscience que sans cette petite modification, sans cette petite phrase sur l'« influence humaine discernable », Kyoto n'aurait pas du tout eu la même forme ni le même impact. C'est ce genre de manipulation qui a permis à Tim Wirth ou à Pierre Radanne d'affirmer que le débat scientifique était clos.

En 1999, la théorie du réchauffement climatique est entrée dans des vents mauvais. En 1998, les modélisateurs pouvaient encore s'appuyer sur l'effet El Nino qui avait amené des températures record : pour la première fois depuis 1979, les satellites avaient enregistré une hausse de température, faible mais significative. Hélas pour les catastrophistes, la température est retombée avec le départ d'El Nino, à l'automne 1998. Plus grave encore pour eux, de nouvelles données scientifiques ont démolé, un par un, les piliers de leur théorie. Phénomène classique en histoire des sciences, plus leur théorie présente d'incohérences, plus ils ont recours à des explications bizarres pour la défendre. C'est le signe du début de la fin.

Santer *et al.* ont publié un nouvel article (Santer B.D. et al., « Uncertainties in « observational » estimates of temperature change in the free atmosphere », *Journal of Geophysical Research*, 104, 6305-6334) dans lequel ils examinent les données de température disponibles, provenant principalement des ballons sondes et, depuis 1979, des satellites. Constatant une certaine divergence entre ces données (les unes indiquent un réchauffement de 0,1°C par décennie alors que les autres indiquent plutôt un refroidissement), Santer a une extraordinaire conclusion : « Jusqu'à ce que ces incertitudes soient réduites, les études climatiques devraient éviter d'utiliser un seul ensemble de données pour caractériser l'histoire des changements de température atmosphérique. » Autrement dit, on peut jeter à la poubelle toutes les études sur les empreintes réalisées sur les températures atmosphériques, y compris celle de Santer. Puisque les données n'indiquent pas ce que les modèles prévoient, c'est que les données sont mauvaises... Le spécialiste du climat, Patrick Michaels a eu des mots très durs pour cette attitude : « C'est la fin de la science du réchauffement global si l'on ne peut plus confronter les hypothèses (les résultats des modèles) à la réalité. Appelez-cela de la cyberphilosophie ou des mathématiques, mais n'appelez plus cela de la science. »

Un autre climatologue a délivré presque en même temps un autre coup fatal aux modélisateurs qui sont à l'origine de la grande peur climatique (Barnett, T.P., 1999, « Comparison of near-surface air temperature variability in 11 coupled global climate models », *Journal of Climate*, 12, 511-518). Tim Barnett a comparé la variabilité naturelle du climat (en météorologie, il n'y a pas de « normale », il n'y a que des moyennes) aux variabilités de chacun des onze modèles, ayant tourné sur cent années. Il remarque d'abord que la variabilité interannuelle varie très fortement d'un modèle à l'autre, mais qu'elle est encore largement inférieure à celle du climat réel. Il constate ensuite qu'aucun modèle n'est capable de reproduire fidèlement le passé. Enfin et surtout, il fait une révélation dévastatrice pour ceux qui tentent de trouver l'« empreinte » de l'homme dans le climat : « Les MCG peuvent, sans aucun forçage anthropogénique [sans prendre en compte l'accroissement des émissions], produire des configurations qui ressemblent à celles attendues en cas d'influence humaine sur le climat. (...) Ceci rendra plus difficile la détection du signal anthropogénique par des études d'empreinte climatique, puisque la variabilité « naturelle » estimée par les MCG et utilisée dans le dispositif de détection ressemble au signal anthropogénique lui-

même. » Dit plus simplement : les modèles ne marchent pas mais les études d'empreinte climatique pourraient faire croire qu'ils fonctionnent bien.

En fait, si l'on compare le réchauffement prédit par les modèles qui sont à la base du traité de Rio à celui que l'on observe en réalité, on trouve un facteur 15 d'écart, selon le chef de file des climatologues contestataires, Patrick Michaels. Pour expliquer cette erreur énorme, les catastrophistes ont recours aux aérosols pollués au soufre, qui refroidissent la basse atmosphère en dispersant la lumière du soleil et en changeant les propriétés réfléchissantes de la couverture nuageuse. Les experts du GIEC expliquent que les premiers modèles ne prenaient pas en compte la pollution soufrée. En « ajustant » les modèles après coup, on trouve des valeurs plus conformes à la réalité, quoique toujours nettement supérieures. Notons d'abord que ces modifications intervenant post-facto ne rendent pas le processus de modélisation très crédible. Ensuite et surtout, si l'explication des aérosols était correcte, on devrait néanmoins observer un réchauffement dans l'hémisphère sud, dont le contenu en aérosols soufrés est dix fois moindre que dans le nord. Or les enregistrements satellitaires aussi bien que ceux des ballons météorologiques n'observent aucun réchauffement en vingt ans, même en prenant en compte l'année record 1998.

En fait, il est extrêmement difficile de modéliser l'impact climatique des émissions anthropiques (d'origine humaine) : si les gaz soufrés tendent à refroidir l'atmosphère, les poussières, elles, la réchauffent en absorbant le rayonnement solaire. Le climatologue James Hansen, l'un des pontes de la profession, estimait même en 1997 que son impact est quasi nul : « *Concernant les aérosols anthropiques, notre conclusion (...) est que leur impact est probablement petit et même son signe est incertain.* » L'année suivante, il avait changé d'avis : « *Le forçage climatique actuel par les aérosols anthropogéniques est probablement important et négatif, au moins -1 W/m².* » Et de conclure, plus humblement : « *Le forçage par les aérosols restera très incertain, tant qu'on n'aura pas de meilleures observations.* » Surtout qu'une autre complication intervient : comme souvent en matière d'environnement, les modélisateurs ont pris en compte les émissions humaines mais pas celles de la nature !

Lors de la dernière réunion de la Société américaine de géophysique, Jacobsen a présenté ses travaux sur l'impact des aérosols naturels. En les ajoutant aux aérosols anthropiques, il compte au moins quarante-huit sortes d'aérosols. Selon lui, le facteur naturel le plus important est le chlore contenu dans les embruns ; en prenant en compte l'ensemble des aérosols, il arrive à un forçage négatif plus de trois fois supérieur à celui calculé par le GIEC (-1,6 au lieu de 0,5 W/m²). Les implications sont grandes : puisque les modèles actuels reproduisent le climat sans prendre en compte les aérosols naturels, c'est qu'ils arrivent au bon résultat de façon erronée. Les mauvais esprits parlent eux de tripatouillage.

La dernière polémique agitant le monde de la modélisation climatique est la décision prise par le GIEC de ne retenir que quelques modèles (on parle de seulement trois) pour son prochain rapport sur l'évolution du climat, à paraître dans deux ans. Pourquoi trois modèles sur les trente-trois existants ? Il faudra sans doute attendre la sortie du rapport pour avoir une justification. En tout cas, l'un des modèles exclus serait la dernière version du Community Climate Model du National Center for Atmospheric Research de Boulder, dans le Colorado. Le gros avantage de ce MCG est d'être transparent : contrairement aux autres, pour lesquels on doit se contenter des résultats, les détails de sa conception sont publics. Les chercheurs de la communauté climatique (d'où son nom de Community Climate Model) peuvent avoir accès aux hypothèses de départ retenues, aux choix de paramétrages, etc., et peuvent aussi l'utiliser

gratuitement. Le fait qu'il ne soit pas retenu par le GIEC a-t-il à voir avec les prédictions de réchauffement auxquelles il aboutit, qui sont très faibles ?

ÉTUDE sur la NATURE DES MOUVEMENTS ECOLOGISTES et LEURS VERITABLES OBJECTIFS

Table des matières –

Introduction

I. Origines et fondements idéologiques des mouvements écologistes

1. Les racines malthusiennes des mouvements écologistes

États souverains ou empires

Les précurseurs de L'écologisme : Russell et de Rougemont

Campagnolo et la SEC

Sir Julian Huxley et le lancement du WWF

L'Institut Aspen et la société postindustrielle

Naissance du Club de Rome

Le choc culturel et la crise pétrolière

L'influence des naturalistes

Vers le mouvement antinucléaire

2. Propagation du mouvement

Les Amis de la Terre entrent en scène

États-Unis : la marche vers le pouvoir

Jimmy Carter : de l'Unfinished Agenda à Global 2000

L'internationale verte

De la bombe au projet de loi, un partage du travail

Vers une religion écologiste

James Lovelock et le culte de Gaïa

Les églises, courroies de transmission

Une réponse œcuménique à la CNUED

3. L'environnement global, un substitut a la Guerre froide pour parvenir à un gouvernement mondial

Des "modifications institutionnelles" pour sauver l'atmosphère

Vers une dictature écologiste mondiale

Le protocole de Montréal : un précédent

4. L'écologisme en France

Le naturalisme conservateur : Bertrand de Jouvenel et Robert Hainard,

Les précurseurs cachés

Le naturalisme subversif de Serge Moscovici et Brice Lalonde

Naissance et développement des Verts

II. Profil et mode d'opérer des principaux acteurs écologistes

1. Le WWF
2. Greenpeace
3. L'écoterrorisme
4. Maurice Strong
5. Teddy Goldsmith
6. Albert Gore
7. La CRII-RAD
8. WISE
9. France-Nature-Environnement
10. Réseau « Sortir du nucléaire »

III. L'attitude des industriels face aux écologistes :

Quelle attitude adopter ?

IV. Annexes

1. La galaxie du prince Philip
2. EarthFirst ! vue de l'intérieur
3. L'interdiction du DDT a tué des millions d'hommes
4. Il n'y a pas d'influence discernable de l'homme sur le climat